

64 611
1891

Un nouveau test pour l'Europe

Une « méthode à la Rambo » : M. Nkr qualifie ainsi la décision du président Reagan d'imposer des droits de douane de 200 % sur certains fromages, vins et alcools en provenance d'Europe. Selon le ministre du commerce extérieur, la CEE riposte : «œil pour œil, dent pour dent».

Au-delà des redondances, le contentieux commercial entre l'Europe et les Etats-Unis atteint un nouveau sommet et la solidarité des Douze est mise à rude épreuve. Le conflit est lié à l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. Washington veut être dédommagé du «manque à exporter», en céréales notamment, qui en résulte. Les deux nouveaux membres doivent s'approvisionner de préférence en Europe, alors que les Etats-Unis étaient devenus leur fournisseur traditionnel, en particulier de maïs.

Les Douze, après avoir fait valoir que les inconvénients rencontrés par les exportateurs américains du fait de la politique agricole commune (PAC) seraient compensés par des avantages dans le domaine industriel, ont signé le 2 juillet un accord intérimaire valable jusqu'au 31 décembre au terme duquel les Etats-Unis pouvaient exporter vers la CEE 1,4 million de tonnes de maïs, de sorgho et de produits de substitution des céréales. Outre les intérêts directs des producteurs européens, cet accord menaçait l'un des principes essentiels qui fondent la PAC: la préférence communautaire. Bien que les commissaires européens s'en défendent, les Etats-Unis sont parvenus à créer l'exception sur laquelle les règles futures d'une PAC en voie de révision pourront se fonder.

Exception d'autant plus mal venue que dans le même temps débute les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT, où la PAC fait figure d'accusée.

Soucieux de parvenir à un accord, la Commission a fait une nouvelle concession en admettant qu'il pouvait y avoir décalage dans le temps entre les effets négatifs et les retombées positives de l'élargissement pour les Etats-Unis. D'où une position en clair-obscur, à la fois de fermeté et d'ouverture, qui se manifestait surtout par un artifice de calendrier, à savoir le report d'un mois de la date-butoir des négociations.

Les Etats-Unis ont refusé ce délai et prétendent de nouvelles menaces, tout en précisant qu'elles entreraient en vigueur dans un mois.

C'est que de part et d'autre de l'Atlantique on mesure le danger qu'il y aurait à passer des intentions aux actes. Les barrières au commerce international sont préjudiciables aux fragiles économies alimentaires des deux blocs. Certes, comme le répète M. Guillaume à l'arrêt, «le producteur n'a pas intérêt à tuer son client» (la CEE achète plus de produits agricoles aux Etats-Unis que ceux-ci ne lui en achètent). Il n'en reste pas moins qu'il le vendeur est unique et que les acheteurs sont douze, avec des intérêts pas toujours convergents. Enfin, les conclusions de la réunion préparatoire du GATT à Punta-del-Este le prouvent, le commerce agro-alimentaire n'est pas un dossier isolé. Avec les questions des échanges industriels, des services de la monnaie et de la défense, Washington dispose d'autres moyens de pression et les Douze d'autres sujets de division.

(Lire nos informations page 18.)

Une revendication de l'Organisation des opprimés sur terre

Trois otages juifs libanais ont été assassinés à Beyrouth

L'Organisation des opprimés sur terre a indiqué, le mardi 30 décembre, avoir «exécuté» trois otages juifs libanais. Dans un communiqué elle affirme «avoir exécuté la sentence de Dieu» à l'encontre de «trois espions des services de renseignement israéliens, Youssef Yehouda Benesti, Elie Srour et Henri Men».

Trop souvent oubliés dans le décompte des otages, neuf juifs libanais ont été enlevés à Beyrouth, la plupart entre mars et mai 1985. Il s'agit de MM. Isaac Sassoun, soixante-cinq ans, président du conseil supérieur de la communauté, enlevé le 31 mars, du docteur Elie Hallak, cinquante ans, vice-président du conseil (30 mars), du professeur Isaac Tarrab, soixante-dix ans (juillet), de MM. Elie Srour (30 mars), Haim Cohen, trente-neuf ans (30 mars), Salim Jamous, secrétaire de la communauté, disparu depuis août 1984, Yehouda, Youssef et Ibrahim Benesti (avril 1985). Tous ces enlèvements sont restés longtemps mystérieux, n'ayant pas alors été revendiqués.

L'Organisation des opprimés sur terre, s'est fait connaître pour la première fois le 17 novembre 1985, en proposant la libération de quatre otages juifs contre celle de trois cents détenus de la prison de Khyam, lieu de détention situé dans la zone de sécurité établie par Israël au Liban sud. Cette

proposition avait été faite à la suite de démarches entreprises à Beyrouth par une personnalité juive antisioniste, M^{me} Ruth Blau.

Peu après, les premiers assassinats d'otages juifs avaient lieu. Dans la nuit de Noël 1985, l'Organisation des opprimés sur terre revendiquait l'assassinat de Haim Cohen, dont le corps devait être retrouvé quarante-huit heures plus tard sur la ligne de démarcation entre les secteurs chrétien et musulman de la capitale libanaise. Puis, le 1^{er} janvier 1986, c'était l'assassinat d'Isaac Tarrab, dont le corps n'a jamais été retrouvé. En février, l'Organisation des opprimés sur terre revendiquait tout à la fois l'enlèvement de trois juifs libanais de la même famille et l'assassinat de l'un d'entre eux, Ibrahim Benesti. Son corps était retrouvé à Beyrouth-Ouest portant de nombreuses traces de torture.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)

Les conflits à la SNCF, à la RATP et à EDF

Le gouvernement et les syndicats campent sur leurs positions

Au terme d'une réunion interministérielle, on indiquait, le mercredi 31 décembre, à l'hôtel Matignon que le gouvernement refuse toute concession de nature à remettre en cause sa politique salariale. Les syndicats de la SNCF pour leur part exigent toujours le retrait du projet de grille des salaires.

Signe de chance pour SF



Alors que le trafic ferroviaire était toujours réduit à 30 %, les ministres ont étudié un renforcement des moyens de transport de substitution. En aucun cas, dit-on à Matignon, les négociations engagées mardi ne doivent conduire à une réduction de la durée du travail.

De même, la mission confiée à M. Lavondès sur le projet de nouvelle grille des rémunérations, qui est simplement «suspendu», ne

doit pas aboutir à une augmentation de la masse salariale.

Les sept organisations syndicales de la SNCF ont demandé au médiateur de les recevoir ensemble, mais celui-ci s'y refuse.

Le franc a continué à glisser vis-à-vis du deutschemark, qui a atteint, mercredi, un cours record de 3,3130 F.

(Lire nos informations pages 15, 16 et 20.)

1986 en France et dans le monde

Fiévreuse année...

par ANDRÉ FONTAINE

Hexagonaux et fiers de l'être, les Français ont d'autant plus tendance à retenir de 1986 les grands événements survenus dans leur pays que l'accès de fièvre qui frappe les transports publics, faisant suite à l'agitation scolaire et universitaire, a transformé l'habituelle trêve des confiseurs en concours de tracas pour les usagers, les plus faibles et les plus démunis étant, comme il est d'usage en pareille circonstance, ceux qui en souffrent le plus. Ces mêmes Français ne sauraient pour autant oublier que jamais, sans doute, l'interdépendance planétaire et ses turbulences n'ont davantage affecté leur sort.

Tchernobyl, l'annihilation, au-dessus de l'Antarctique, de la couche d'ozone qui nous protège des radiations solaires; la pollution, entre autres, du Rhin; l'expansion vertigineuse du SIDA en Afrique; des travaux sur les mutations génétiques qui amènent certains chercheurs à s'arrêter effrayés; l'acharnement des hommes à inventer, chaque jour, des machines qui vont mettre d'autres hommes au chômage sans qu'on sache de quoi ils vivront; les mouvements erratiques du dollar et des cours du

pétrole; l'endettement écrasant non plus seulement du tiers-monde, mais aussi des Etats-Unis; le soudain déclin du Reaganisme; le nouveau visage que sont en train de se donner, chacune à sa très différente manière, l'URSS et la Chine; le développement des fanatismes, nationaux ou idéologiques parfois, mais beaucoup plus souvent religieux et tribaux, à un point tel que nul pays ne peut se dire totalement à l'abri de la «libanisation», nul homme public, d'Olof Palme à Georges Besse, à l'abri des tensions; comment les courageux qui, sur les bords de la Seine, se disputent ce que le langage courant continue de baptiser le pouvoir ne sentiraient-ils pas à quel point ce pouvoir est limité?

A la vérité, ou bien les forces sur lesquelles ils s'appuient s'ajoutent, et c'est tant mieux pour la France, ou bien elles conduisent à des affrontements dont, quelle qu'en soit l'issue, personne, en fin de compte, ne sortira indemne. On dirait de l'échec du projet Devaquet de réforme des Universités qu'il en constitue le meilleur

exemple. Si la mort de Malik Oussekine n'en avait brutalement bouleversé la portée, les bonnes intentions ont moins manqué que l'aptitude à dialoguer, et l'université, dans son ensemble, n'a pas fini d'en payer le prix. Et c'est une faible consolation que de renouer avec François Léotard, qu'entre ceux qui se croient au stade Charley et ceux qui se croient à l'Arc de triomphe la classe politique a montré une égale incapacité à comprendre de quoi il s'agissait et à en tirer la leçon.

Il ne suffit pas de mener le bon combat contre l'inflation, de rendre aux entreprises une liberté dont elles avaient bien besoin et de tirer un joli profit de la vente de Saint-Gobain au public. Il faut aider la jeunesse à se forger une ambition collective qui arrache ceux qui sont les moins bien préparés, par leur intelligence, leur santé, leur naissance, à affronter l'avenir, à la hauteur de l'exclusion et à toutes les tentations — drogue, clochardisation, délinquance — qu'elle suscite.

Le mot du Plédon de Platon, qui s'applique si bien à la coexis-

tence Est-Ouest: «Dieu n'arrive pas à réconcilier les deux ennemis, il les attaque par leurs extrémités», caractérise tout autant la cohabitation de François Mitterrand, président de la République, s'il lui en chante, jusqu'au printemps 1988, et de Jacques Chirac, premier ministre par la grâce des élections de ce printemps-ci. Caractère, méthodes, vision de la société, tout les voue à se combattre. La méfiance, de part et d'autre, est aussi vive qu'est forte la tentation de marquer, au besoin par des enfantillages, le maximum de terrain. Mais la Constitution est là, qu'ils sont au moins d'accord pour respecter et qui leur fait obligation absolue de coopérer pour les affaires étrangères et pour la défense. A quel s'ajoute qu'ils ont l'un et l'autre assez de patriotisme et de sens des responsabilités pour comprendre que laisser les médiocres querelles de la politique intérieure tirer parti des divergences qui ne peuvent pas ne pas exister sur ces domaines vitaux serait, pour le pays, proprement suicidaire.

(Lire la suite page 4.)

Nouvelles manifestations à Pékin

Le ras-le-bol des étudiants chinois

Les autorités chinoises ont haussé le ton, le mercredi 31 décembre, en accusant Tawian d'avoir orchestré l'agitation étudiante et en menaçant de «châtier sévèrement» les étudiants qui «oseraient» manifester, le jour de l'an, sur la place Tiananmen de Pékin.

PÉKIN
de notre correspondant

Mardi soir, 30 décembre, sur le campus de Beida, principale université de Pékin, il fait quatorze degrés sous zéro et le vent est glacial. Cela n'empêche pas des centaines d'étudiants de s'agglutiner devant des panneaux où sont collés, par dizaines, des dazibao (affiches en gros caractères) bâti-

vement rédigés par des étudiants anonymes sur du papier d'ordinateur, dans un style fleuri et parfois cinglant. Devant chacun, un étudiant déclame le texte que d'autres enregistrent sur minicassettes, qui passeront de main en main et seront envoyées dans d'autres universités. Aujourd'hui, le magnétophone a remplacé le crayon et le papier devant ce nouveau «mur de la démocratie».

Chacun sait que, dès que tous seront conchés, des équipes de nettoyage viendront déchirer ces dazibao. Le *Quotidien de Pékin* de lundi a rappelé que, non seulement ils n'étaient pas protégés par la loi, mais que chaque citoyen avait le droit et même le devoir de les arracher. Cette interdiction n'a pas arrêté les étu-

Le Monde
présente à ses lecteurs
ses meilleurs vœux
pour 1987

La réforme économique en Hongrie

Le rajeunissement des cadres devrait favoriser une relance.

PAGE 6

Scandale à la City

Guinness n'est pas bon pour tout le monde...

PAGE 18

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Les tribulations d'un Français à Shanghai

Jacques Dorfmann tourne en Chine «le Palanquin des larmes». Il s'agit d'une histoire chinoise, coproduite par les studios de Shanghai, avec des acteurs chinois, des techniciens pour la plupart chinois et des figurants chinois. Un pari risqué.

Pages 9 à 13

TF 1 convoitée par Granada

Le groupe de télévision britannique étendrait volontiers son activité à la France.

PAGE 8

Le patrimoine naturel

L'INSEE publie le grand registre de la faune et de la flore.

PAGE 7

Le sommaire complet se trouve page 20

J.M. WESTON

Les ventes spéciales annuelles de chaussures pour homme auront lieu les

mardi 6, mercredi 7, jeudi 8 janvier.

114, avenue des Champs-Élysées
98, boulevard de Courcelles
97, avenue Victor-Hugo
49, rue de Rennes

Les soldes de chaussures pour femme auront lieu les

lundi 12, mardi 13, mercredi 14 janvier
dans les 4 magasins

Débats

Polémique constitutionnelle

Il y a beaucoup de chapelles chez les constitutionnalistes. On le voit aujourd'hui à l'occasion d'une interprétation de l'article 10 qui pourrait devenir tout à fait d'actualité si M. Mitterrand souhaitait provoquer une nouvelle délibération sur la loi qui a permis de sauver in extremis le texte sur l'aménagement du temps de travail. Maurice Duverger et François Goguel s'opposent sur la manière de comprendre ce fameux article 10.

La troisième manche

Par son refus, Jacques Chirac n'aurait pas intérêt à mettre en vedette l'hégémonie qu'il exerce sur des Assemblées réduites au silence.

EN refusant de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail des salariés, le président de la République a remporté la première manche dans ce nouveau match de la cohabitation. Le premier ministre a-t-il gagné la seconde en reprenant le texte sous forme d'amendement à un projet de loi en discussion devant le Parlement ? La partie n'est pas finie puisque les socialistes vont saisir le Conseil constitutionnel des irrégularités d'une procédure qui réduit la délibération des assemblées à une caricature et empêche l'opposition d'exercer son propre droit d'amendement.

Le chef de l'Etat pourrait aussi engager directement une troisième manche en demandant une nouvelle délibération aux termes de l'article 10 de la Constitution, comme on l'avait suggéré pour éviter qu'un usage abusif de l'article 49-3 ne transforme l'Assemblée nationale en simple chambre d'enregistrement. Mais le premier ministre ne pourrait-il pas priver le président de cette arme, en refusant le contreseing prescrit par l'article 19 ?

Politiquement, Jacques Chirac n'aurait pas intérêt à mettre en vedette, par un tel refus, l'hégémonie qu'il exerce sur des Assemblées réduites au silence comme elles ne l'ont jamais été. Les Français n'apprécient pas que le législateur soit ainsi empêché de remplir correctement ses fonctions. Le président recueillerait une large approbation en demandant une seconde lecture d'un projet adopté après des débats tronqués. Le premier ministre ne serait guère compris s'il paralyse alors cette initiative en brandissant l'article 19, comme il paralyse le Parlement par le coup de 49-3 ou par l'astuce employée le 20 décembre.

par MAURICE DUVERGER

Il connaît trop bien le Palais Bourbon pour ignorer d'ailleurs qu'un débat dans le cadre précis d'une nouvelle délibération lui offrirait le moyen de laisser les députés discuter à loisir sans risque pour le gouvernement. Hors de ce cadre, le recours au 49-3 avant que l'opposition ait pu s'exprimer a pour but de parer aux dangers que la question préalable fait peser sur un projet contesté par une partie de la majorité : que trois députés de l'UDF s'abstiennent dans le vote sur elle et le texte serait jeté aux oubliettes.

Un débat plus âpre

Interdisant la question préalable, l'article 10-2 permettrait à Jacques Chirac d'affaiblir un peu l'image autoritaire qu'il a prise en traitant le Parlement à la hussarde.

D'autant qu'un refus de contreseing le décret de renvoi aux Assemblées ouvrirait un débat juridique encore plus âpre que celui soulevé par le refus de signer les ordonnances. En règle générale, le premier ministre est libre d'accorder son contreseing, comme le président d'accorder sa signature. Mais cette règle générale est écartée quand la Constitution le signifié de façon claire. Tel est le cas de l'article 10. Le contreseing ne peut pas être refusé pour la promulgation des lois, que l'alinéa 1^{er} impose dans les quinze jours au chef du gouvernement comme au chef de l'Etat. Toutefois, celui-ci peut prolonger le délai en demandant une seconde lecture dont l'alinéa 2 précise : « Cette nouvelle délibération ne peut être refusée ».

Sur un contreseing...

Le premier ministre n'a pas l'obligation d'approuver la demande par le président de la République d'une nouvelle délibération d'une loi

LA Constitution fait-elle obligation au premier ministre d'approuver son contreseing sur un acte par lequel le président de la République entendrait demander aux Chambres la nouvelle délibération d'une loi adoptée par celles-ci ? Maurice Duverger le croit, parce que la dernière phrase du 2^e alinéa de l'article 10 dispose : « Cette nouvelle délibération ne peut être refusée ».

Si je ne partage pas cette opinion, c'est d'abord parce que, à mon sens, si les rédacteurs de la Constitution avaient voulu que la nouvelle délibération pût résulter d'une décision du seul président, ils auraient mentionné l'article 10, 2^e alinéa, à l'article 19 : celui qui, après avoir posé la règle de principe de la nécessité du contreseing, énumère (sans y inclure l'article 10-2) les actes auxquels les Chambres sont appelées à se prononcer, ne saurait pas exclure l'interprétation que Maurice Duverger donne de la dernière phrase de cet alinéa : pour que la nouvelle délibération pût être refusée, il faudrait d'abord qu'elle eût été demandée, et cela dans une forme

par FRANÇOIS GOGUEL (*)

régulière, c'est-à-dire par un acte du président revêtu du contreseing du premier ministre. Et cette nouvelle délibération ne pourrait être refusée que par ceux des pouvoirs publics qui ont qualité pour y procéder. L'interdiction de ce refus ne peut donc pas concerner le premier ministre, mais seulement l'Assemblée nationale et le Sénat : ce sont ceux-ci, et ceux-ci seulement, qui sont visés par la dernière phrase du 2^e alinéa de l'article 10.

Pas assimilable à un refus

La non-opposition par le premier ministre de son contreseing sur un acte présidentiel tendant à demander une nouvelle délibération ne serait, en somme, aucunement assimilable à un refus par l'une des Chambres (ou par l'une et l'autre) de procéder à une nouvelle délibération qui leur aurait été régulièrement demandée par le président, avec le contreseing du premier ministre.

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel.

C'est d'ailleurs à mon avis ce qui résulte d'un des considérants de la décision du 23 août 1985 du Conseil constitutionnel, concernant la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie : «... l'exercice de la prérogative conférée au président de la République par le 2^e alinéa de l'article 10 précité n'est soumise à aucune condition autre que celles résultant de cet article et, en ce qui concerne le contreseing, de l'article 19 de la Constitution ». Si le contreseing du premier ministre conditionne l'exercice de sa prérogative par le président, c'est qu'il ne présente aucun caractère obligatoire.

Il en va donc du contreseing du premier ministre comme de la signature du président : le seul cas dans lequel il doit obligatoirement être donné est celui de la promulgation d'une loi dans les quinze jours de la transmission au gouvernement de la loi définitivement adoptée. En toute autre hypothèse, le premier ministre n'a pas plus l'obligation juridique de donner son contreseing que le président de la République ne l'a d'apposer sa signature sur une ordonnance ou un décret délibéré en conseil des ministres.

COURRIER DES LECTEURS

Le dévouement à ses limites

(...) Je suis « médecin-chef » attaché à la maison d'arrêt de Cahors depuis environ deux ans. J'ai postulé volontairement à ce poste. Je dois assurer une vacation hebdomadaire pendant laquelle je vois tous les entrants, les malades en cours, les détenus placés en « local de grévistes de la faim ». Pour ce faire, je suis payé 419 francs par mois. Concrètement, je vois environ trente détenus chaque mercredi, en deux heures ou deux heures et demie. De plus, je suis appelé par le chef d'établissement chaque fois que nécessaire. Pour cela, je suis honoré sur la base de tarif de consultation (75 francs) et, cette année, faite de crédit je ne suis pas payé de ces actes depuis le mois de février.

La maison d'arrêt de Cahors, prévue pour environ trente-cinq places, abrite régulièrement plus de cinquante détenus, hommes, plus quelques femmes dans un quartier séparé. Ses bâtiments sont vétustes (du quinquizième siècle) et les cellules collectives (six à douze personnes) (...). L'infirmerie est un local de 5 mètres carrés, muni d'un fauteuil dentaire, d'une armoire métallique, d'un meuble à fichier non fermé à clé, d'un bureau. Il n'y a pas de lit d'examen (...).

Je voulais apporter mon témoignage pour dire que l'on existe, que l'on travaille dans des conditions épouvantables, que le drogue (avec ou sans SIDA) de base, c'est nous qui le voyons. Pour 400 francs par mois et sept mois de retard de paiement ! Le dévouement a ses limites...

Dr RICHARD MILLOT (Cahors).

Clandel à Notre-Dame

Il y aurait tout un livre à écrire sur les rapports particuliers de Clandel avec Notre-Dame de Paris. On sait que c'est là, aux vespres de Noël 1886, que son cœur fut touché et qu'il crut. L'Eglise de Paris et la Société Paul Clandel ont pensé que le centenaire de cet événement spirituel devait être commémoré, et c'est pourquoi le 21 décembre les vespres dominicales lui furent consacrées à Notre-Dame (...). Le clon de la cérémonie a été sans aucun doute l'hommage du cardinal Lustiger, dans laquelle il était rendu, par l'archevêque de Paris, un hommage grave à Arthur Rimbaud, parce qu'il a été le moyen dont Dieu s'est servi, en cette même année 1886, où Clandel avait lu les *Illuminations* et *Une saison en Enfer* pour conduire le poète de dix-huit ans au coup de grâce du jour de Noël.

Nous apprenons, quelque temps après, que le pape Jean-Paul II avait évoqué la conversion de Clandel le même jour, dans la bénédiction qu'il donne chaque dimanche du Vatican à la place Saint-Pierre. Ainsi l'événement du 25 décembre 1886 est-il devenu à Paris et à Rome, le même jour, un événement d'Église. La chose méritait d'être notée avant que ne s'achève cette année 1986.

JACQUES MADAULE.

Une tracasserie onéreuse

Une disposition de la loi de finances n'a fait l'objet d'aucune annulation - ni même d'atténuation - lors de la dernière réforme fiscale, et qui me semble pourtant être en contradiction avec la tendance générale actuelle : « Allez les entreprises ». L'article 111-e du code général des impôts classe parmi les dépenses « somptuaires » des entreprises l'amortissement des voitures particulières qui leur appartiennent, pour la fraction de prix excédant 50 000 F - voiture neuve - et 35 000 F - voiture d'occasion.

A ce titre, on réintègre, pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, la partie d'amortissement normal - correspondant à la durée de vie escomptée du véhicule - qui dépasse ce même amortissement calculé sur les fatidiques 50 000 F ou 35 000 F.

Ces mêmes voitures, lorsqu'elles sont affectées à un membre du personnel, sont par ailleurs considérées comme un avantage en nature pour leur utilisateur, d'où imposition à l'impôt sur le revenu pour celui-ci. Enfin, l'administration fiscale applique maintenant une disposition de l'article en question qui prévoit que la partie d'amortissement réintégrée pour payer l'impôt sur le bénéfice des sociétés doit être considérée, en période bénéficiaire, comme un revenu distribué à l'utilisateur.

L'Etat a également prévu que les sommes correspondant à ces revenus considérés comme distribués s'ouvrent pas droit à l'impôt fiscal, et il a déjà prélevé 10 500 F par an de taxe sur les voitures particulières, propriétés des sociétés.

Donc, pour être à l'abri de toutes ces « tracasseries onéreuses », un PDG devrait, comme ses cadres, ne disposer que d'une 2 CV ou d'une RS, de préférence sans banque arrière - afin de récupérer la TVA - pour véhiculer ses clients, si importants - et si nombreux - soient-ils. On peut aussi feindre de réaliser des bénéfices (avoir de l'entreprise assurée !).

N'y a-t-il pas quelque chose à revoir ?

MAX PERLES, chef d'entreprise (Béziers).

La compétence prime l'âge

(...) Alors que l'on reste jeune de plus en plus vieux, on serait vieux de plus en plus jeune dans les entreprises. C'est-à-dire au moment où la plupart se trouvent au summum de leur capacité intellectuelle. (...) Il y a là une perversion de l'esprit contre laquelle il faut lutter, car elle entraîne un gaspillage du potentiel humain de la nation, et provoque, par le jeu de coupures de mesures d'éviction collective, une perte de la mémoire industrielle des entreprises.

Il ne s'agit pas de protéger telle classe d'âge, mais de donner la pri-

manté dans l'entreprise à la compétence, quel que soit l'âge, ou le sexe, de celui, ou de celle, qui la possède.

(...) Confrontés à la préoccupation du devenir professionnel d'un nombre accru de leurs anciens élèves, dix-neuf associations de grandes écoles (Groupe des associations d'anciens élèves de grandes écoles, 108, boulevard Malesherbes, 75017 Paris) ont créé un groupe d'étude chargé d'essayer de mieux comprendre les motifs complexes du rejet par des entreprises d'hommes

- et de femmes - expérimentés et compétents. Elles réfléchissent ensemble à des solutions et cherchent à sensibiliser tous ceux qui ont à connaître du problème de l'emploi. Elles incitent aussi leurs membres à s'adapter, tout au long de leur carrière, aux évolutions techniques et économiques de ce monde dont la seule constante est le changement.

GEORGES MATHEY, animateur du groupe des associations d'anciens élèves de grandes écoles.

« PAYSANS A VENIR », de Jacques Chonchol

Surplus agricoles et disette

DANS *Paysans à venir*, Jacques Chonchol nous trace la première belle synthèse de l'ensemble des sociétés rurales du tiers-monde, sous-titre de son livre. Entreprise redoutable que d'étudier d'une manière aussi approfondie les paysans des « trois continents ». La Chine s'en tire enfin, après tant d'erreurs, mais aussi d'efforts surhumains. C'est l'Inde autosuffisante parce que quelle n'importe plus et a de grosses réserves en stock. C'est faux, puisque la majorité des ruraux, les sans-terres ou quasi sans-terres (en proportion croissante) ne mangent pas toujours à leur faim.

Au Maghreb, règne le paternalisme politique ; et l'Etat subventionne les aliments de masses urbaines, pour éviter les troubles. « Il est plus facile, nous dit Chonchol, de recourir aux importations que d'organiser l'économie agricole nationale ». L'Algérie mange grâce à ses recettes de pétrole - et celui-ci va bientôt manquer, tandis que sa démographie ne recule guère. Ces mêmes recettes du pétrole ont permis à l'Indonésie d'accroître sa production agricole et de renoncer aux importations massives de riz...

En Afrique subsaharienne, Chonchol nous montre le recul parallèle et des céréales vivrières (dont les rendements baissent) et de l'arachide, tandis que s'effondre le prix du coton, résultat de l'augmentation de la production chinoise.

En Amérique latine (Jacques Chonchol est chilien, de père français) la population était rurale à 70% en 1930 ; à 34% en 1980, et on la prévoit à 24% en l'an 2000. Bien des paysans sans terre sont des urbains de résidence, mais des agriculteurs par leur travail. Ce qui les force à vendre chaque matin leur force de travail dans les rues blêmes, sur de véritables marchés aux esclaves. Il y a un appauvrissement relatif et absolu de la pay-

sannerie de ce continent qui recèle pourtant le plus de potentialités agricoles inexploitées et où la faim est un scandale politique. La réforme agraire s'y impose.

Au Mexique, les forces politiques alliées des latifundiaires et de la bourgeoisie urbaine n'ont pas cessé, depuis 1917, de saboter la réforme agraire, de favoriser l'agriculture privée capitaliste. Mais celle-ci n'a pas réussi à nourrir correctement une population trop vite croissante.

L'explosion démographique

Si nous sommes bien d'accord avec la conclusion de Jacques Chonchol : « Destruction rapide des paysanneries, dévissage villes-campagnes, augmentation rapide du chômage, du sous-emploi et de la pauvreté rurale », nous restons un peu sur notre faim quant à deux autres redoutables menaces : en Afrique, Lloyd Timberlake a déjà souligné la banqueroute de l'environnement ; et l'ai pu, hélas, l'observer à des degrés divers, dans les trois continents, du Maghreb à l'Inde, des sierras andines aux franges de l'Amazonie... Plus grave encore, et dominant l'avenir de la planète, est l'explosion démographique qui va bientôt devenir insoutenable, en Inde comme en Afrique, nous rappellent les publications du Worldwatch Institute de Washington.

Il faut être naïf et ignorant pour croire, comme le font d'autres auteurs, que le problème de demain sera plus celui des surplus agricoles que des disettes. Certes, les surplus agricoles sont là, mais les disettes aussi ; y compris dans l'Asie du Sud, où la démographie reste menaçante.

Ce livre de Chonchol nous paraît finalement le meilleur antidote contre certaines publications de l'association Libération des frontières d'Amérique de Médecins sans frontières) de valeur fort inégale.

RENÉ DUMONT.

* *Paysans à venir*, Éditions La Découverte, 298 p., 125 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
Télécopieur : (1) 45-53-91-32
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Éditions,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :

Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :

Daniel Veret.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE

Imprimé de « Monde »

à la presse

Reproduction interdite de tous articles

sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

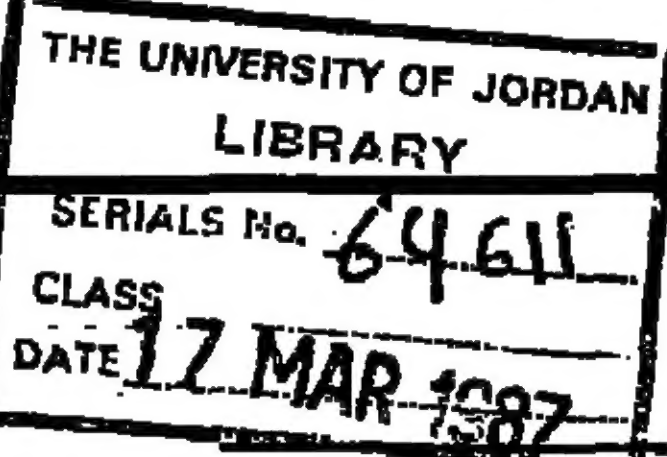
Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 et 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPN 705-010 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde
a/o Spedding, 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spedding, L.I.C.,
P.O. 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

صكنا من الأصل



Les développements de la guerre au Tchad

M. Mitterrand réaffirme que la France ne s'engagera pas militairement au nord du 16^e parallèle

Dans un message en date du 24 décembre, adressé au président Hissène Habré, M. François Mitterrand réaffirme que la France ne s'engagera pas militairement au nord du 16^e parallèle, tout en renforçant son aide logistique au gouvernement de N'Djamena. Ce message, remis vendredi 26 décembre, au chef de l'Etat tchadien par M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines, souligne que la France « n'a pas reconnu et ne reconnaîtra jamais la partition du Tchad ».

M. Mitterrand rappelle que la France a contribué à la sauvegarde d'une grande partie du territoire tchadien, qu'elle continuera à le faire, exprimant en outre l'espoir

que cet « effort important, qui sera poursuivi sans relâche, permettra de contenir et de repousser l'agresseur du Tchad ».

Cette décision d'accroître l'aide militaire française au Tchad a été l'objet de l'entretien entre MM. Mitterrand, Chirac et Girard, ministre de la défense, qui a eu lieu, lundi matin 29 décembre, à l'Elysée.

Cette aide, selon une source autorisée citée par l'AFP, s'est aussitôt concrétisée par de nouvelles livraisons de munitions, de vivres, de carburant et de pièces de rechange aux forces gouvernementales tchadiennes. « Cette assistance renforcée répond en tous points à la demande du président Hissène

Habré à qui la France a décidé d'accorder une aide logistique maximum au sud du 16^e parallèle », précise cette même source.

La mise au point du chef de l'Etat français, dont M. Mitterrand a personnellement informé par téléphone plusieurs chefs d'Etat africains, ainsi que l'annonce d'un renforcement de l'aide au gouvernement de N'Djamena, interviennent au moment où celui-ci a subi un revers important dans la bataille de Zouar, avec la prise de la localité de Zouar, par les troupes libyennes.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, Mr Oakley, a confirmé mardi que les forces libyennes avaient lancé une nouvelle offensive contre les localités tenues par les partisans de M. Goukouni Oueddei dans le Tibesti, ajoutant : « Les informations que nous avons à notre disposition semblent indiquer que les forces loyales au gouvernement [tchadien] ont été chassées de certaines de leurs positions par une poussée de feu libyen très supérieure ». A N'Djamena, le président Hissène Habré a une nouvelle fois accusé Tripoli de tenter d'exterminer toute forme de vie dans le nord du Tchad, qualifiant la situation de « dramatique ».

Initiatives diplomatiques

Parallèlement à l'évolution de la situation militaire, différentes initiatives diplomatiques sont en cours. Le premier ministre, M. Chirac, qui s'est rendu mardi à Libreville, à l'occasion de l'inauguration du chemin de fer Transgabonais, s'est entretenu de la situation tchadienne avec le président gabonais, M. Omar Bongo, ainsi qu'avec le président congolais, M. Sassou Nguesso, président du conseil de l'OUA (Organisation de l'unité africaine). D'autre part, le secrétaire général de l'OUA, M. Ide Oumarou, devait quitter vendredi Addis-Abeba (siège de l'organisation pan-africaine), pour se rendre successivement à Tripoli et à N'Djamena. M. Oumarou a lancé un appel à une trêve immédiate des hostilités au Tchad. — (AFP, Reuters, AP.)

POINT DE VUE

Le geste et la parole

P UISQUE la situation au Tchad se détériore et que les Tchadiens du Nord succombent sous les coups de l'armée de Kadhafi, nous nous croyons autorisés à poser quelques questions sur une politique étrangère qui ne semble guère passionner les Français.

Nous ne comprenons pas bien pourquoi les troupes françaises de l'opération « Epervier » ne peuvent, ou sont empêchées, de protéger les populations civiles. N'ont-elles pas les moyens d'agir, d'entretenir une riposte graduée et prudente qui montrerait au moins la volonté de la France de s'opposer à l'expansion libyenne sur un territoire allié ? Pour être efficaces, nos armées ont-elles besoin, sur de si longues distances, du matériel et de l'appui américains ? Préfère-t-on laisser, certes sans joie, Kadhafi assiéger les Tchadiens et se saisir de la moitié nord du pays plutôt que de s'appuyer sur la

logistique américaine ? Attend-on que le sort des armes désigne opportunément les priorités politiques ?

Par un curieux racisme des urgences, des modes et des indignations, le sentiment de l'intolérable qui s'impose, face à l'Afrique du Sud chez les uns, devant la situation en Afghanistan pour les autres, est-il caduc dès lors que des Tchadiens sont en danger ?

Hier, des fractions rivales tchadiennes brouillaient la scène et masquaient l'essentiel, nous nous dévions quelques-uns à dénoncer : la conquête du Tchad par Kadhafi.

Aujourd'hui, comme c'était prévu, les fractions tchadiennes se sont réconciliées devant l'ennemi traditionnel. Un pays — la Libye — agresse et envahit le territoire d'un autre — le Tchad. Que faisons-nous ? Rien, ou presque rien, ou bien nous le ferons trop tard pour les victimes.

Faya-Largeau 1984 : 2 000 morts tchadiens.

Zouar, Wour, Bardai 1986 : combien de victimes tchadiennes sous les canons, les chars et l'aviation des mêmes envahisseurs libyens ?

En 1984, nous avions affirmé qu'à nos yeux les victimes avaient toutes la même couleur, de peau. Nous pensions que notre démocratie n'était crédible que si, à l'occasion, elle pouvait se montrer ferme et porter secours à ses amis. On nous avait qualifiés de « va-t-en guerre ».

Puisque les Tchadiens continuent d'effronter des périls extrêmes, les sous-signés persistent et aggravent leurs cas.

Nous ne sommes pas des « boutefeux », nous ne souhaitons, en aucun cas, que notre pays déclare et fasse la guerre à la Libye. Mais nous ne pouvons nous satisfaire de la barrière fictive du 16^e parallèle, notion stratégique qui ne protège pas nos amis de la mitraille. Il faut rester fermes.

Médecins connaissant le terrain et les protagonistes depuis quinze ans, nous ne nous contentons plus seulement d'être volontaires pour soigner ; nous souhaitons que nos malades soient protégés des abus.

Intellectuels, nous souhaitons que la France joigne le geste à la parole.

Jean-Paul ESCANDE
André GLUCKSMANN
Bernard KOUCHNER
Jacques LEBAS
Yves MONTAUD.

CENTRAFRIQUE : Le procès de Bokassa

La mort lente à la prison de Ngaragba

Bangui (AFP). — Les conditions de vie des détenus politiques de la prison de Ngaragba ont été décrites longuement par les témoins entendus, mardi 30 décembre, lors de la onzième audience du procès de Jean-Bedel Bokassa.

Plusieurs de ces témoins, eux-mêmes anciens détenus de la maison d'arrêt de la capitale, étaient interrogés sur les circonstances de la mort de dix officiers et sous-officiers, arrêtés en 1973 à la suite d'une tentative de coup d'Etat et considérés comme « les prisonniers du président ».

Salon M. Polycarpe Gbaguidi, lui-même détenu « sans jugement pendant dix ans, cinq mois et deux jours », ces prisonniers « avaient les mains et les pieds enchaînés au sol dans leur cellule ; la plupart ne recevaient aucune nourriture et finissaient par mourir de faim et de soif ». Ceux qui survivaient à ce régime étaient soignés en pleine nuit de leur cellule et on ne les voyait jamais.

Le témoin a encore précisé que certains des officiers ont été étranglés à l'aide de chaînes et achevés à coups de marteau. Les véhicules utilisés pour le trans-

port des corps des détenus assassinés ne regagnaient Ngaragba que le matin suivant et « étaient livrés à grande eau afin d'en faire disparaître le sang ».

Cependant, comme au cours des précédentes audiences, aucun témoin n'a pu apporter de précision sur l'origine des ordres qui entraînaient l'organisation d'un tel régime carcéral. Jean-Bedel Bokassa a donc pu à nouveau rejeter toute responsabilité et attribuer ces atrocités à « un mauvais fonctionnement de la maison d'arrêt de Bangui ». « Je ne peux que constater que, devant cette situation déshonorante, l'administration pénitentiaire a agi sans égard pour la protection des prisonniers », affirme l'accusateur.

Par ailleurs, M. Louis Aizoulé, ancien ministre de l'intérieur de Jean-Bedel Bokassa, appelé à la barre par le procureur général, a indiqué que lui-même ne contrôlait pas la prison et qu'il n'avait pas accès aux cellules. « Chaque Centrafraïcain sait bien que, à l'époque de Bokassa, tous les pouvoirs étaient démissionnaires et que toutes les décisions étaient inspirées par le chef de l'Etat », a-t-il conclu.

Quatre expulsions de N'Djamena

Journalistes indésirables

N'DJAMENA
de notre envoyé spécial

Rien, dans le spectacle qu'offre, ce mardi matin 29 décembre, l'aéroport de la capitale, ne trahit une quelconque effervescence militaire. Rien ne laisse deviner que les Forces armées nationales tchadiennes (FANT), à l'heure, dans le nord du pays, en plein massif du Tibesti, sont confrontées à une situation critique. L'hémicycle, ce vent du désert, nous tous les détails du paysage dans un cocon ouaté. C'est à peine si, en bordure du goudron de la piste, on distingue de lourds camions et quelques dizaines de militaires occupés à agrandir le ruban d'asphalte : N'Djamena pourra désormais recevoir des avions gros porteurs type Boeing-747. Il est 8 heures, lorsque quatre Jaguar, suivis de deux Mirage et d'un avion de transport Transal décolent, dans un nuage de sable. Mission de routine, probablement.

Dans une salle de l'aéroport, trois journalistes français — Marie-France Osenda, de l'Agence France-Presse, François Heuter, du Figaro, et l'envoyé spécial du Monde sont enfermés depuis la veille au soir et gardés par plusieurs soldats. A leur arrivée, lundi soir, les autorités ont estimé que les visas délivrés la veille à Dakar dans les heures portées n'étaient pas « conformes ». Passports et billets d'avion sont bientôt confisqués et l'ordre nous est donné de prendre un vol en instance pour Jeddah (Arabie saoudite). Refus, moments de tension, puis, dans la nuit, fouille extrêmement minutieuse de tous les bagages.

Le lendemain, la décision est mise à exécution : expulsion à bord d'un avion en partance pour Niamey. Dès le lundi matin, les journalistes déjà présents à N'Dje-

mana se sont vu signifier la même décision : tous les correspondants de presse doivent quitter le territoire. Steven Smith, envoyé spécial de l'agence Reuters et de Radio-France Internationale, qui avait été dûment accrédité auprès des autorités, est également expulsé, mais le correspondant de l'AFP, Bernard Apfeldorfer, à qui a pourtant été intimé le même ordre, semble bénéficier d'un sursis.

« Secrets militaires »

A l'évidence, cette décision, qui émane de la présidence tchadienne, est directement liée à la situation militaire dans le Nord et non à un problème de visa. Le directeur de la sûreté nationale tchadienne indiquera à l'envoyé spécial de Reuters : « Cette mesure est globale. La présence des journalistes à N'Djamena est jugée inopportune en ce moment. Cette décision a été prise compte tenu de la situation militaire actuelle ». Zouar, l'une des trois localités du nord-ouest du Tibesti, avec Wour et Bardai, où résistent jusqu'ici les Forces armées populaires (FAP) fidèles à M. Goukouni Oueddei, est « tombée » lundi aux mains des troupes libyennes, alors que, quarante-huit heures plus tôt, les renforts, partis le 15 décembre de N'Djamena, avaient enfin fait leur jonction, dans le Tibesti, avec les maquisards des FAP. La chute de Zouar, nous disait-il y a quelques jours, à Paris, le porte-parole des FAP, M. Ahmed Kallan, risque fort de déterminer toute la « bataille du Tibesti ».

Nul ne sait encore dans quelle mesure la colonne des FANT — environ un millier d'hommes et plusieurs centaines de véhicules — a été concernée par ces derniers combats et si elle a subi

des pertes. Selon les autorités tchadiennes, ces renforts sont arrivés à Enneri-Miski, une localité proche de Yabti-Bou, soit très à l'est de la zone des affrontements (Zouar et Bardai), mais cette information reste sujette à caution.

C'est, selon toute vraisemblance, le revers subi par les forces du président Hissène Habré qui est à l'origine de la décision d'expulser les correspondants de presse de N'Djamena. Les autorités tchadiennes ont en effet été ulcérées de lire dans la presse française des informations concernant leurs mouvements de troupes vers le Nord. Malgré l'assurance de la censure — effective depuis vendredi dernier — la présence des journalistes, on les estime, risquent, par la divulgation de « secrets militaires », de mettre en danger leurs propres forces. Les communiqués de Radio-Tchad depuis quelques jours montrent, en outre, que le gouvernement tchadien est de plus en plus amer en ce qui concerne la faiblesse de l'aide apportée au Tchad par les « pays amis » — la France et les Etats-Unis.

Les vivres, le carburant et les munitions parachutés par l'armée française dans la nuit du 16 au 17 décembre ont été « consommés » depuis longtemps par les FAP.

Ce refus d'autoriser l'entrée du territoire tchadien à la presse internationale — approuvé, semble-t-il, par le gouvernement français, qui, à l'inverse de Washington, n'a pas protesté contre les mesures imposées aux journalistes — apparaît en tout cas comme un artifice peu efficace pour masquer la réalité de la situation militaire dans le nord du Tchad.

LAURENT ZECCHINI.

Proche-Orient

Trois otages juifs libanais assassinés à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Le 1^{er} février, l'Organisation des opprimés sur terre annonçait l'assassinat d'Elie Hallak, le « médecin des pauvres », dont le corps n'a jamais été retrouvé. Puis le silence retombait sur ces otages.

Dans son nouveau communiqué, l'Organisation des opprimés sur terre affirme qu'elle ne « rendra les corps » des nouveaux suppliants qu'à condition qu'Israël mette un terme à ses exactions au Liban sud, se retire de la zone de sécurité qu'il a établie dans cette région et libère tous les prisonniers détenus à Khyam. Si ces conditions ne sont pas réalisées, nous exécuterons les autres otages israéliens que nous détenons », conclut le communiqué.

La petite communauté juive du Liban, encore forte de six mille personnes au lendemain de la guerre de six jours compte maintenant moins d'une centaine de membres.

Après la vague d'enlèvements de mars 1985, la plupart avaient fui à Beyrouth-Est, en zone chrétienne. Le sort des otages juifs demeure particulièrement incertain et l'on connaît peu de chose sur cette organisation dont les revendications concernent uniquement la politique libanaise ; aucun élément nouveau n'est intervenu à cet égard qui expliquerait les trois derniers assassinats.

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), qui a libéré le 24 décembre dernier Amel Cornéa, mais qui dément toujours Jean-Louis Normandin, a affirmé de son côté que « les déclarations mensongères de M. Chirac, qui attribue un rôle positif à M. Amine Gemayel [le président libanais] et à Yasser Arafat dans la libération d'Amel Cornéa, risquent de compliquer l'affaire des otages ». Dans un communiqué manuscrit et difficile à authentifier, parvenu à une agence de presse étrangère à Beyrouth, l'OJR a violemment critiqué les remerciements exprimés par le premier ministre au gouver-

nement libanais et à des « responsables palestiniens » pour cette libération.

L'OJR dénonce la « fausse attribution d'un rôle positif à des personnes comme Yasser Arafat et Amine Gemayel. (...) Chirac sait parfaitement qu'il a obtenu la libération des otages français. D'ailleurs nous avons bien précisé que cette libération [d'Amel Cornéa] est intervenue grâce à la médiation de l'Iran, de la Syrie et dans une moindre mesure de l'Algérie ».

Bombardements sur les camps palestiniens

L'OJR conclut que les « déclarations mensongères de M. Chirac lui font perdre le crédit qu'a acquis son gouvernement et risque d'avoir des effets négatifs sur l'affaire des otages français ».

Lors du retour d'Amel Cornéa, à Paris, dans une courte allocution à l'Orly, M. Chirac avait remercié, dans l'ordre, l'Algérie, les responsables palestiniens, la Syrie et le Liban, dont le rôle s'est d'ailleurs, semble-t-il, limité au transfert, par un hélicoptère de l'armée libanaise d'un collaborateur d'Antenne 2 de Beyrouth à Larnaca.

Il ne fait pas de doute que, malgré les messages de remerciements de M. Chirac au président Assad, la Syrie qui a tenté jusqu'au bout de faire passer Amel Cornéa par Damas, ne peut qu'être ulcérée des conditions de cette libération. En remerciant officiellement les Palestiniens, dont l'Algérie a aussi tenu à souligner le rôle, M. Chirac consacrait le retour politique au Liban de l'OJR, retour qui se fait aux dépens de la Syrie. L'Iran, oublié des remerciements, a pu ainsi se rappeler au bon souvenir de groupes qui dépendent toujours plus ou moins de lui. Ce communiqué de l'OJR semble en tout cas montrer que les luttes d'influence sur les preneurs d'otages se multiplient compliquant encore la

situation à un moment où la lutte entre Palestiniens et milice chiite Amal, principale alliée de Damas, continue.

Les bombardements se sont en effet poursuivis mardi sur les camps palestiniens de Beyrouth, faisant deux morts, selon des sources palestiniennes, en dépit du cessez-le-feu unilatéral décrété par le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri.

Dans la région de Tripoli (au nord du pays), les forces syriennes ont arrêté mardi une dizaine de fondamentalistes musulmans au cours des opérations de ratissage qu'elles mènent depuis des semaines dans ce secteur. Les personnes arrêtées seraient des partisans de Chikh Minkara, un des dirigeants du mouvement de l'unification islamique (MUI), organisation fondamentaliste sunnite de la région de Tripoli.

Selon les correspondants sur place, les soldats syriens ont

cependant relâché une grande partie des personnes qu'ils avaient appréhendées la semaine dernière au cours de rafles massives dans les villages au nord de Tripoli. L'ampleur des actions entreprises par la Syrie dans une région qu'elle contrôle pourtant depuis longtemps est une nouvelle preuve des difficultés qu'elle éprouve au Liban.

FRANÇOISE CHUPAUD.

● LA GUERRE DU GOLFE : L'Iran dément avoir perdu des dizaines de milliers d'hommes. — L'Iran a démenti mardi 30 décembre les affirmations israéliennes selon lesquelles des dizaines de milliers de soldats iraniens auraient été tués ou blessés lors de l'offensive lancée par Téhéran la semaine dernière sur l'estuaire du Chert-el-Arab. Karmel Kharrad, un bureau d'information militaire, a assuré que moins de six mille soldats iraniens ont participé à l'assaut. « Nous avons choisi quarante petites unités opérationnelles », a-t-il déclaré. — (Reuters.)

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années.

Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Education ?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile.

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

IP Directeur Commercial
RESEARCH PUBLICATIONS
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
Tel. 0734-583247 Telex 8488336 NADL G

Asie

CHINE

Nouvelles manifestations à Pékin

(Suite de la première page.)

Une affiche retournée à son avantage les « quatre principes fondamentaux » sur lesquels le parti fonde son pouvoir : direction du parti, socialisme, dictature de la démocratie populaire et pensée de Mao Zedong. L'un des nouveaux principes propose la nomination de M. Fang Lizhi, vice-recteur de l'université de Hefei, où eut lieu la première manifestation, comme représentant des étudiants à l'Assemblée nationale populaire (ANP) : « Si nos élections peuvent réellement traduire les aspirations populaires, alors nous pourrions attendre le niveau des élections philippines » (qui portèrent au pouvoir M. Cory Aquino et qui ont eu un grand impact en Chine). « Si chacun de nos votes avait le même poids que celui du candidat Deng Xiaoping, alors il est sûr que Fang serait élu vice-premier ministre ou même président. »

La bête noire des étudiants n'est pas M. Deng. C'est surtout le vice-premier ministre Wan Li, qui a déclaré à l'université de Hefei que « la démocratie est seulement quelque chose que l'on peut offrir comme un présent ». Pour eux, la

démocratie est un droit. Et à ceux qui affirment que la « démocratie bourgeoise occidentale » n'est pas une vraie démocratie, ils répondent qu'il en est de même en Chine, et qu'aux États-Unis, la liberté de la presse existe...

Calmes, s'exprimant clairement, recherchant le contact avec les journalistes étrangers, ils disent représenter une moitié des étudiants de Pékin. Ils insistent sur leur volonté de développer « Démocratie et liberté ». « De manière concrète et non abstraite comme les manifestants du 18 septembre 1985 », ainsi que le dit l'un d'eux. Ce dernier ajoute : « Nous savons que nous n'obtiendrons rien tout de suite, car nous ne disposons pas de la force. Mais nous sommes prêts à continuer pendant des années. Nous voulons un vrai multipartisme et non pas l'oppression de la majorité par une minorité. » Il compte profiter des vacances universitaires pour rentrer chez lui et y diffuser les idées propagées par les manifestants. Mais un de ses camarades trouve que l'idée n'est pas réaliste.

« Les ouvriers et les paysans ne nous comprennent pas encore »,

nous dit un autre étudiant. « Mais nous disons tout haut ce qu'ils pensent tout bas. Nos slogans, vous pouvez les entendre dans les conversations privées, dans les trains. Même s'ils n'osent le dire tout haut, dans le fond de leur cœur nos parents nous soutiennent. » Pourtant certains slogans sont fort crus. Le *Quotidien de Pékin* en a même cité un que l'on peut traduire par : « Les principes fondamentaux peuvent aller se faire foutre ». On peut entendre des jeunes dire que les « partis démocratiques » tolérés par le PCC sont « bidons », qu'il faudrait un bipartisme, peut-être même entre le PCC et le Kuomintang, que ce bipartisme existe déjà en fait au sein du PCC entre conservateurs et progressistes, que si cela était nécessaire et si le peuple le voulait, il faudrait bouleverser de fond en comble le PCC, voire le remplacer par quelque chose d'autre...

Il ne faudrait pas en déduire que les étudiants veulent en découdre avec le pouvoir, qu'ils souhaitent un changement radical de régime. Ils sont sages, étudiants et veulent un bon emploi. Mais ils ont, comme leurs camarades français, un ras-le-

bol et ressentent fortement le conflit de générations. Ils tolèrent mal la langue de bois du parti, même si celui-ci est prêt à certaines réformes allant dans le sens de la libéralisation. Cette attitude paternaliste du parti qui affirme que seul un petit pourcentage d'étudiants a manifesté alors que la majorité travaille, que leurs objectifs sont bons, mais que leurs méthodes troubles, « la stabilité et l'unité » indispensables aux réformes, n'est pas acceptée par beaucoup de jeunes intellectuels, de même n'admettent-ils pas que seul le parti peut assurer la démocratisation, car il est « l'unique représentant des aspirations du peuple ».

Les autorités craignent avant tout que la contestation estudiantine débouche sur les autres catégories sociales. Ainsi s'expliquent les arrestations de non-étudiants impliqués dans les manifestations et les appels à la population pour qu'elle respecte la direction du parti et s'abstienne de suivre les « faiseurs de troubles ». Ceux-ci pourraient bien se manifester à nouveau le 1^{er} janvier : les étudiants se sont donné, en effet, rendez-vous sur la place Tiananmen, pourtant interdite à tout rassemblement.

Jusqu'ici, le régime a hésité entre la carotte et le bâton. Le bâton, cela a été l'interdiction renouvelée des Dazibao — bannis depuis 1980, et la fin du « mur de la démocratie » — le rappel des « quatre principes fondamentaux » et la montée au créneau des vieux conservateurs comme le vice-président de la commission des conseillers du parti, M. Wang Zhen, qui a dénoncé « certaines personnes qui propagent un nihilisme national, dénigrent la Chine et veulent une occidentalisation totale, du libéralisme bourgeois ». C'est même une « négation du système socialiste », a ajouté M. Bo Yibo, également vice-président de la commission des conseillers, M. Wang Zhen vient de réaffirmer, à Tianjin, qu'il ne sera jamais permis « à un petit groupe de gens de tenter de nier ou de briser le principe de la direction du parti par le parti au nom de la liberté et de la démocratie. Il faut renforcer notre vigilance contre une poignée de gens qui ont des buts cachés et qui s'opposent constamment aux quatre principes fondamentaux », a-t-il ajouté. Par ailleurs, les conditions mises pour l'organisation de manifestations légales rendent celles-ci fort diffi-



PAN LING

ciles, même si, en fixant ces règles, les autorités les reconnaissent implicitement.

Des manifestations « compréhensibles »

Dans une conférence de presse, le vice-ministre de la commission d'Etat pour l'éducation, M. He Dongchang, a reconnu que, même si ce n'était pas bien de manifester dans les circonstances présentes, il était possible de le faire dans des « circonstances spéciales ». « Dans un certain sens », a-t-il dit, le récent mouvement « n'est pas une mauvaise chose » et pourrait aider à corriger les erreurs et « le grave problème de la bureaucratie ». « Il est compréhensible », a-t-il ajouté, que la majorité des étudiants souhaite une accélération des réformes politiques, mais il faut laisser au parti le soin de parfaire la démocratie. En rendant compte de cette intervention, la télévision a diffusé pour la première fois, mardi soir, des images des manifestations de Shanghai. Jusqu'à présent, les Chinois intéressés avaient dû se contenter d'écouter « la Voix de l'Amérique ».

Autre signe de souplesse, la publication des nouvelles réglementations sur l'élection des représentants aux assemblées locales, qui choisissent dans le courant de 1987 les nouveaux députés à l'Assemblée nationale populaire. Pour la première fois, non seulement le parti, mais aussi les « organisations sociales » et des groupes d'individus (s'ils sont un minimum de dix) pourront présenter une liste de candidats. Les électeurs auront donc un choix à faire, alors qu' auparavant ils ne pouvaient se prononcer que sur un seul candidat. Il va de

soi cependant que le PCC aura toujours la majorité et qu'il aura, d'une manière ou d'une autre, son mot à dire dans le choix des candidats. Cette décision avait toutefois été prise le 2 décembre, soit avant le début des manifestations.

Une répression modérée

Jusqu'à présent, les principaux dirigeants chinois se sont abstenus de prendre position publiquement. Un sérieux débat a cependant eu lieu au sein de la direction du parti entre partisans de la manière forte et modérée. Chacun tente d'utiliser à son profit les récents événements, les conservateurs pour imposer leur opinion selon laquelle des réformes trop rapides ne peuvent que susciter des troubles et réveiller de vieux démons, les réformistes pour montrer que le désir de changement est profond et qu'il ne faut pas le contraindre, mais au contraire le canaliser. Pour leur part, les étudiants se défendent d'avoir été « manipulés ».

La répression a été jusqu'à aujourd'hui des plus modérées : seule une poignée d'« agitateurs », dont on précise qu'aucun n'est étudiant, ont été arrêtés. Il faudra attendre la rentrée universitaire, à la mi-février, pour voir si d'autres mesures sont prises. Mais elles seront délicates du fait que, contrairement au « mur de la démocratie » de la fin des années 70, aucun meneur étudiant n'est apparu en tête d'un mouvement largement spontané. La contestation estudiantine deviendra-t-elle, à nouveau, une constante de la vie politique chinoise ?

PATRICE DE BEER.

THAILANDE : la fin d'un espoir

Le camp de réfugiés cambodgiens de Khao-I-Dang ferme ses portes

L'un des camps de réfugiés les plus connus de Thaïlande, celui de Khao-I-Dang, qui a accueilli jusqu'à cent quarante mille Cambodgiens à la fin, va être progressivement vidé de ses quelque vingt-cinq mille pensionnaires actuels. Ces derniers seront répartis, à compter du 1^{er} janvier, entre différents camps situés à proximité de la frontière cambodgienne.

Khao-I-Dang se trouve lui-même à une vingtaine de kilomètres de cette frontière. Mais ses pensionnaires avaient le privilège d'être considérés, par les Thaïlandais, comme des « immigrants légaux » et de bénéficier ainsi de l'aide du HCR, Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, du même titre que les réfugiés de la mer vietnamiens et ceux du Laos.

Les derniers pensionnaires de Khao-I-Dang — qui n'ont pu trouver aucun pays d'accueil définitif — vont perdre ce statut pour

devenir des « personnes déplacées », ce qui est déjà le cas du quart de million de civils khmers installés, sur la frontière cambodgienne, dans des camps qui se réduisent soit du prince Sihanouk, comme Site B, soit de M. Son Sann (Site 2) ou encore des Khmers rouges, les trois factions de la résistance. Les Thaïlandais n'ont jamais reconnu l'existence légale de ces populations et l'aide qu'elles reçoivent leur est fournie par l'UNHCR, un organisme de l'ONU spécialement créé à leur intention.

La fermeture de Khao-I-Dang signifie, que, dans un premier temps, les quelque quatre mille cents clandestins du camp seront transférés à Site B. Dans une deuxième phase, sept mille autres seront répartis entre Site 2 et Site 3. Le reliquat, environ quarante mille personnes, sera livré, selon les autorités thaïlandaises, à gagner le camp de leur choix parmi ceux de la résistance.

« Voilà déjà onze ans que la Thaïlande supporte le poids des réfugiés », a déclaré M. Prasong Soonsiri, principal responsable thaïlandais, pour expliquer cette décision. La Thaïlande, a-t-il ajouté, s'acquiesce de la lenteur des pays occidentaux à offrir un asile définitif à des réfugiés indochinois auxquels Bangkok n'offre qu'un accueil provisoire. Déjà, en mai dernier, un camp de réfugiés vietnamiens de la mer, celui de Sikiew, avait été fermé.

Pour des centaines de milliers de Cambodgiens, qui y ont transité ou ont tenté de le faire, Khao-I-Dang a été, pendant une dizaine d'années, la première étape vers la liberté ou, à défaut, le symbole de l'espoir. A compter du 1^{er} janvier 1987, aucun réfugié n'y sera plus admis. Une fois le camp vidé, il pourrait être transformé en hôpital de campagne.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

1986 en France et dans le monde

(Suite de la première page.)

Les Français le sentent bien qui, tout en partageant probablement au fond de leur cœur le scepticisme au sujet des déclarations de Raymond Barre à l'égard des possibilités de ladite cohabitation, ont montré dans tous les sondages qu'ils lui étaient extrêmement attachés. Au point de valoir des sommets de popularité à un président de la République dont les amis politiques n'avaient obtenu, le 16 mars, que le tiers des voix.

Quelle que soit, en tout cas, la violence des affrontements politiques auxquels ont conduit, avant la crise électorale, des projets de réforme portant sur des sujets aussi variés que la loi électorale, les privatisations — y compris celles des prisons et de TF 1 —, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, le code de la nationalité, l'aménagement du temps de travail, aucun des deux partenaires de la cohabitation n'a manifesté l'intention d'y mettre fin : chacun sait bien que, comme l'a dit un ministre — est-ce Philippe Séguin ? — la cohabitation est le contraire du « western » : c'est le premier qui tire qui meurt.

C'est ainsi que Jacques Chirac a avalé sans trop grommeler les avances que François Mitterrand a introduites dans la loi de programmation militaire. De même ont-ils pu,

d'un commun accord, repousser la requête américaine de survol du territoire français pour aller bombarder Tripoli et Benghazi ; pousser à l'adoption, par le Parlement, d'un « acte unique européen », qui promet au Marché commun de mériter son nom à partir de... 1992 ; accéder aux demandes d'équipement d'un Hissène Habré désireux de profiter de la brouille entre son vieil ennemi Goukouni Oueddei et Kadhafi pour reconquérir la moitié nord du Tchad, passée depuis des années sous la suzeraineté de fait de la Libye.

Le terrorisme

On pourrait citer bien d'autres exemples, pour la plupart de moindre portée. Mais il y a surtout la lutte contre le terrorisme auquel la France a payé, au cours de l'année 1986, un tribut particulièrement lourd. Il est significatif qu'une bombe ait éclaté aux Champs-Élysées, le 20 mars, au moment même où Jacques Chirac rendait publique la composition de son gouvernement. Le « renforcement » aussitôt annoncé par le premier ministre des « moyens de lutte » contre ce fléau n'a pas empêché que six bombes tuent onze personnes à Paris en septembre, ni que Georges Besse soit assassiné, un soir, en rentrant paisiblement chez lui. Et c'est par miracle qu'Alain Peyrefitte, un mois plus tard, a échappé à un attentat, un malheureux mécanicien trouvant la mort à sa place.

Certains de ces actions sont le fait, selon toute vraisemblance, des fatigues d'Action directe : groupe armé essentiellement français, mais avec de fortes connexions allemandes et italiennes. Il y a aussi le terrorisme basque, qui a sa spécificité, et contre lequel François Mitterrand avait donné lui-même, bien avant le retour de la droite aux affaires, le signal d'une coopération poussée avec la police espagnole. Le plus dangereux demeure celui qui

prolonge sur le sol français les hécatombes de l'Orient. Non seulement parce que des gouvernements étrangers s'y trouvent, à des degrés divers, impliqués, mais aussi parce que, si les exigences de ceux qui cherchent à faire chanter, par les bombes et les prises d'otages, le gouvernement français sont rudes, il n'est pas aisé de déterminer le degré de représentativité, et donc d'efficacité, des divers intermédiaires qui proposent, sans bien sûr négliger de se faire payer, leurs bons offices.

Que l'Iran soit de ceux-là tombe sous le sens. Il faudrait être autruche pour croire que les cinq libérations d'otages intervenues au cours de l'année ne doivent rien à l'expulsion de France de Radjavi, l'ennemi juré de Khomeiny, comme au début le remboursement du crédit consenti à Paris par le chah comme acompte sur l'achat de réacteurs nucléaires auxquels a renoncé le vertueux imam.

Même jeu avec la Syrie. Que les moyens de pression dont elle dispose sur la famille Abdallah, tenue pour responsable des attentats de septembre à Paris, aient été mis à profit pour obtenir, à tout le moins, une trêve, personne n'a plus le contester. Et c'est ce qui explique que Jacques Chirac se soit refusé à adopter les mesures de rupture que réclamait la « dame de fer », à l'automne, pour punir le gouvernement de Hafez El Assad de son implication dans un attentat manqué à l'aéroport de Heathrow contre un avion israélien.

Adieu Rambo...

Le premier ministre en était à se faire traiter de couard par de vertueux censeurs américains lorsque s'est produit, à Washington, le coup de théâtre qui, du jour au lendemain, l'a déclassé : c'est là, et non pas à Paris, il a bien fallu le reconnaître, que le roi était nu.

Il est vrai que l'année avait mal commencé pour l'Amérique, avec la tragédie de Challenger, coup de massue porté à l'optimisme naturel d'une nation qui croyait avoir trouvé dans l'espace la « nouvelle frontière », indéfiniment repoussée, de sa grandeur. D'autres échecs avaient suivi, ceux-là sans mot d'homme, au cours d'essais de fusées militaires.

L'horizon économique s'alourdisait en fin d'année que se creusait le déficit du budget et celui du commerce extérieur. On n'arrivait pas à y croire, mais le pays s'endettaient, et s'endettaient lourdement. Le Congrès se faisait de plus en plus prier, et il fallait à Reagan des trésors de persuasion pour obtenir enfin le vote de crédits d'aide aux « contras » du Nicaragua. A Reykjavik, en octobre, le président faisait à Gorbatchev des concessions dont l'ampleur laissait ses alliés européens pantois. Elles n'ont été remises en question que parce que le numéro un soviétique, encouragé par l'apparente faiblesse de son interlocuteur, a cru possible d'obtenir en prime la reconnaissance des États-Unis à cette initiative de défense stratégique dont « Ron » croit dur comme fer qu'elle mettra pour toujours le territoire national à l'abri de toute agression.

Il a fallu cependant l'irragante pour que tout le monde s'aperçoive que Rambo, décidément, n'était plus dans Rambo. Le champion du moment, par l'agence Tass, que des légions à tout un chacun, avait couvert la livraison d'armes à l'Iran par Israël pour obtenir la libération d'otages américains, l'argent obtenu en échange allant légalement aux guérilleros du Nicaragua. Y aurait-il, depuis Kennedy, une malédiction sur les présidents des États-Unis ? L'homme qui, par son talent de « communicateur » et son apparente résolution, avait redonné son âme à l'Amérique, qui allait lui faire gagner la lutte engagée contre l'« empire du mal », est apparu à la

télévision comme un vieillard épuisé, sans vraie chance de remonter la pente avant l'inévitable sortie de scène de janvier 1989...

Du nouveau à l'Est ?

C'est naturellement ce moment que Gorbatchev choisit pour amener les plus sceptiques à se demander si quelque chose n'est pas, enfin, en train de bouger en URSS. Il ne s'est pas contenté, en effet, de sourire à tout bout de champ. De multiplier les concessions en matière de contrôle des armements. De retirer quelques régiments d'Afghanistan. De laisser Jaruzelski déserter en Pologne une amitié si générale que Lech Walesa a pu reconstruire au grand jour la direction de son mouvement officiellement dissous. De légaliser le travail noir.

A trois heures du matin, une nuit de décembre, il a appelé Sakharov, qui se demandait encore, dans son exil de Gorki, pourquoi, sans qu'il ait rien demandé, on lui avait installé, la veille, le téléphone. Et il l'a informé qu'il était désormais libre. Libre non seulement de rentrer à Moscou et de reprendre ses recherches à l'Académie des sciences. Mais libre de dire publiquement ce qu'il pensait. De la politique de glasnost, de franchise, à laquelle le numéro un soviétique s'était engagé, voilà bien le trait le plus saisissant. Surtout lorsqu'on apprend, au même moment, par l'agence Tass, que des émissaires officiellement « nationalistes » ont éclaté au Kazakhstan. Surtout lorsque l'enquête sur le désastre de Tchernobyl, qui a mis en évidence l'irresponsabilité d'un bon nombre de prétendus responsables économiques et politiques, se déroule dans des conditions de précision et de clarté sans précédent en Union soviétique.

En conclure que celle-ci est en route vers le libéralisme politique relèverait d'une naïveté sans bornes, alors que, quelques jours avant le

retour d'exil de Sakharov, on avait appris la mort au Goulag du dissident Martchenko. Comment pourrait-on ne pas noter, alors que l'horizon paraît chargé de tant de menaces, que personne, décidément, n'aura réussi à faire disparaître du cœur de l'homme l'aspiration à la liberté ?

Bien d'autres signes le montrent. 1986 a commencé avec l'entrée dans la Communauté européenne d'une Espagne et d'un Portugal qui étaient les dix ans de leurs noces avec la démocratie. Celle-ci s'est consolidée dans la majorité des pays d'Amérique latine, Argentine, Brésil et Uruguay en tête. Haiti s'est débarrassé du sinistre Bédé Doc, et le non moins sinistre Marcos a dû céder la place, aux Philippines, à la veuve de celui qu'il avait fait assassiner. La ténacité de Cory Aquino n'est certes pas facile, mais elle a déjà réussi, avec son bon sourire d'institutrice congolaise, à déjouer quelques complots et à conclure un cessez-le-feu avec la guérilla communiste.

La liberté a de l'avenir

Qu'elle soit arrivée au pouvoir l'année même où New-York célébrait, dans une liesse bon enfant, le centenaire de la statue de la Liberté, est d'une symbolique trop forte pour que l'on ne se reprenne pas à espérer que, contrairement à une idée trop répandue, il y a plus d'avenir dans le monde pour la liberté que pour les mille et une formes du despotisme qui sévissent encore de l'Europe de l'Est à l'Afrique blanche et noire et au Chili. Comment ne pas mettre en parallèle la prospérité du Sud-Est asiatique et le désastre de l'économie vietnamienne ? Qui aurait cru, alors que la Chine traversait les années sombres de la révolution culturelle, qu'en 1986 des dizaines de milliers d'étudiants descendaient dans la rue dans toutes les grandes villes du pays pour réclamer plus de liberté ?

ANDRÉ FONTAINE.

MEURT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUSSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culture, diplomatie, économie. Revue de l'actualité internationale. 200 pages, 20 F.
Francoeur chez l'auteur :
FRANÇOIS DE PREUIL
49500 NUEL-SUR-LAYON
Librairie OGMOS / 42-84-99-20
10, rue des Pyrénées (1^{er})
Librairie Dauphine / 45-55-87-55
21, rue Dauphine (7^e)

مكتبة الأصيل

هكذا من الأما

FCA!

Ce soir, venez avec une star!

A minuit, découpez
et passez la tête.

Sachez apprécier et consommer avec modération.

Glen Turner Privilege.
21 ans d'âge.



Europe

URSS

L'IDS est un programme « destructif et inutile » mais « il ne faut pas le surestimer »

estime Andreï Sakharov

Andreï Sakharov a accordé, lundi 29 décembre, au correspondant à Moscou de l'agence France-Presse, Milan Dragovic, un entretien au cours duquel il a précisé sa pensée sur diverses questions abordées lors de précédentes déclarations.

S'agissant de l'initiative de défense stratégique — ou « guerre des étoiles » — il a notamment déclaré : « Je pense que l'IDS est avant tout un système défensif qui, bien entendu, est partie intégrante d'un système stratégique global. Mais il ne faudrait pas croire que l'IDS soit tout à fait inefficace. D'ailleurs, le traité ABM de 1972 a été signé parce qu'on s'était rendu compte que la défense antissile peut rompre l'équilibre stratégique, de même que les systèmes offensifs. Je pense néanmoins que les projets concrets qui sont étudiés à l'heure actuelle montrent qu'il s'agit d'une arme défensive. Cela ne veut pas dire qu'à l'avenir des projets offensifs n'apparaîtront pas (...).

Pour l'heure, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de l'IDS. Rien n'indique que l'on puisse créer des armes spatiales de frappe espace-soi plus efficaces que les fusées balistiques soviétiques. Si la question se pose, il faut l'examiner sérieusement. Cela dit, je suis sceptique à l'égard de l'IDS, et c'est un programme qui ne me plaît pas. Il est destructif et inutile, il n'apporte rien à l'humanité pour son salut. Mais il ne faut pas surestimer son danger.

« Je ne pense pas que l'IDS soit un moyen de défense efficace contre les fusées nucléaires. Je pense qu'une telle défense peut toujours être battue en brèche par l'adversaire grâce à des moyens offensifs. Mais les travaux sur l'IDS sont déjà en cours dans de nombreux pays, notamment aux Etats-Unis et en URSS. »

« Il est important, ajoute l'académicien, de se mettre d'accord pour

contradictoire ». Il y a, dit-il, une évolution vers davantage de transparence, ce qui a toujours fait défaut. Mais il faut aussi des actes concrets. L'attitude du pouvoir à l'égard des prisonniers de conscience sera à cet égard significative. (...) Ce sont des gens persécutés pour leurs opinions et leurs actes liés à leurs opinions, qui ne recourent pas à la violence et n'incitent pas à la violence. (...) Il importe de séparer ce problème de la politique, afin de ne pas tolérer la violence à laquelle pourraient être tentés de recourir divers groupes.

« Pas d'interview la corde au cou »

« L'Occident, dit encore l'académicien, est intéressé à ce que l'URSS opère un tournant vers l'ouverture et amnistie tous les prisonniers politiques. Une société ouverte est plus sûre pour ses voisins. C'est aussi la meilleure voie vers la paix. Le respect des droits de l'homme est la tâche suprême que l'Occident doit s'assigner dans ses rapports avec les pays socialistes, l'URSS en particulier. La fermeté doit y être présente. Mais il ne m'appartient pas de dire quels moyens doivent être utilisés. Je n'ai pas le droit, par exemple, d'appeler à un boycott économique. »

Interrogé, enfin, sur ses contacts avec les autorités, Andreï Sakharov répond : « Je n'ai eu aucun contact avec le pouvoir depuis mon retour à Moscou et je n'en attends pas. Il y a deux mois, l'hebdomadaire Temps nouveaux m'a demandé d'écrire un article sur les essais nucléaires. Je n'ai même pas répondu. Un mois plus tard, la Gazette littéraire m'a demandé une interview. Je n'ai répondu par télégramme que je n'accorde pas d'interview avec une corde au cou. »

Tchernobyl

Andreï Sakharov poursuit : « Aujourd'hui, nous sommes confrontés au même problème des effets biologiques, après la catastrophe de Tchernobyl (...). Je ne sais pas comment cela a pu se produire, car je ne possède pas de données scientifiques. Mais il est certain que la catastrophe est le résultat d'un grand nombre d'erreurs et que ce type de centrale (RBMK) n'est pas des plus fiables, je dirais même qu'il n'est pas fiable du tout. (...) Beaucoup de gens seront affectés par les retombées radioactives. Il ne s'agit pas de malades, mais une probabilité existe qu'ils soient atteints d'un cancer ou que des enfants naissent avec des altérations génétiques. Je maintiens que l'énergie nucléaire est nécessaire à l'humanité, mais il faut trouver des solutions qui réduisent à 100 % le problème de sécurité. »

Andreï Sakharov juge le climat politique actuel en URSS « très

HONGRIE

Le rajeunissement des cadres doit donner un nouvel élan à la réforme économique

VIENNE de notre correspondante

Le remplacement de plusieurs hauts responsables de l'économie hongroise au gouvernement et au parti par de jeunes technocrates a été annoncé, mardi 30 décembre, à Budapest. Il confirme la ferme résolution de l'équipe qui dirige M. Janos Kadar, secrétaire général du PC, de mener à bien la réforme économique en cours.

M. Istvan Hatosy, ministre des finances depuis 1980, âgé de soixante et un ans, a été remplacé par M. Peter Medgyessy, quarante ans, économiste de formation, qui était son adjoint depuis 1982. L'important office national du plan passe des mains de M. Lajos Faluvegy, soixante-deux ans — qui prend sa retraite — à celles de M. Laszlo Marothly, quarante-quatre ans, membre du bureau politique depuis 1975 et vice-premier ministre. Cet ingénieur agricole est l'un des collaborateurs les plus proches de M. Kadar parmi la jeune génération. M. Frigyes Berecz, ingénieur technicien, qui avait géré avec succès une des plus grandes entreprises de télécommunication, a été nommé vice-premier ministre à la place de M. Faluvegy. Au sein du parti, M. Miklos Nemeth, un économiste de trente-huit ans, a été chargé du département de politique économique du comité central.

Ce rajeunissement des cadres économiques doit permettre une « réforme de la réforme » semblable par de nombreux experts qui ont mis en garde contre les demi-mesures ayant trop souvent caractérisé la politique engagée depuis 1968. La balance de la réforme semble faire l'unanimité à la direction du parti, longtemps divisée sur les méthodes.

De mauvais résultats en 1986

1986 a été pourtant la deuxième année consécutive marquée par une nette dégradation des résultats économiques. Aucun des objectifs fixés n'a été atteint. Le revenu national a augmenté de 5 % au lieu de 7,5 %, la balance commerciale avec l'Ouest accuse un déficit estimé à quelque

500 millions de dollars (346 millions pour les six premiers mois de l'année), et le taux de croissance industrielle fixé à 2,5 % ne dépassera pas 1,5 %. En revanche, l'inflation dépassera, elle, le taux de 5 % pour atteindre au moins 7 % à 8 %, voire 10 % selon certains experts. A cela s'ajoute une dette extérieure brute en monnaie convertible de 14 milliards de dollars environ. Grâce à des réserves monétaires de l'ordre de 3,8 milliards de dollars la Hongrie n'a eu aucun mal, en 1986, à se procurer plus d'un milliard de crédits supplémentaires auprès des banques occidentales.

Les mesures qui viennent d'être prises s'expliquent, entre autres, par un mécontentement général de la population. Face à l'austérité annoncée pour l'année prochaine : les salaires sont gelés jusqu'en août, et une nouvelle hausse des prix est attendue.

La revue Beszelo, la plus importante publication de l'opposition éditée en samizdat, a dressé, dans son dernier numéro, un tableau assez sombre de la société hongroise. Mécontente de l'inflation qui l'oblige à doubler les journées de tra-

vail pour arriver à joindre les deux bouts, la population s'impatiente de plus en plus devant les insuffisances multiples des services publics, comme la crise du logement, le mauvais état des écoles et des services de santé, le lent développement de la télévision et du mauvais état du réseau de télécommunication. Pour Beszelo, il ne fait pas de doute que le succès de la réforme dépend, dans une large mesure, du soutien que lui accordera l'opinion publique, toutes difficultés obstatives un minimum de réformes politiques.

« La parti de demain ne sera plus le même qu'hier », avait dit M. Janos Berecz, secrétaire du comité central, devant la presse, fin novembre. Il avait bien précisé qu'il entendait par là une division plus efficace du travail entre le parti et le gouvernement, et un retrait partiel du premier de certains secteurs, notamment de l'économie. A la lumière du vent de réformes qui souffle sur l'Union soviétique, un certain optimisme semble justifié aux yeux des responsables hongrois, qui voient s'élargir leur marge de manœuvre.

WALT RAUD BARYLL

ITALIE

Le gouvernement adopte des mesures visant à réformer le fonctionnement de la justice

ROME de notre correspondant

Le conseil des ministres italien a adopté, lundi 29 décembre, un ensemble de mesures réformant le mode de fonctionnement de la justice. Ce dispositif, qui s'ajoute au nouveau code des prisons et prépare la réforme du code de procédure pénale — qui devrait, notamment, attribuer des pouvoirs d'exception à la police pour la lutte contre le terrorisme —, répond au souci d'éviter trois référendums sur la justice qui étaient envisagés pour le printemps, si le législateur ne modifiait pas d'ici là les textes incriminés. Ces référendums sont proposés par une alliance de circonstance assez inhabituelle, regroupant socialistes et libéraux, deux des cinq formations au pouvoir, ainsi que le Parti radical, dans l'opposition.

L'un des trois référendums proposés vise l'abrogation de trois articles du code de procédure civile datant d'octobre 1940, c'est-à-dire de l'époque du fascisme, incrimant « certaines limitations » à la responsabilité de magistrats ayant condamné à tort un accusé. Ces limitations enlevaient tout sens à la

notion de responsabilité civile du juge. Le nouveau texte la reconnaît, en tenant l'Etat pour responsable du dédommagement d'un citoyen puni de manière illégitime par un magistrat ayant commis un acte de malveillance ou une faute grave. Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), autorité suprême de cet ordre professionnel, est autorisé à infliger au juge une sanction disciplinaire, assortie d'une amende.

Tribunal et parquet

Autre thème litigieux réglé en conseil des ministres : la séparation des pouvoirs entre tribunal et parquet. Les magistrats craignaient qu'en imposant un choix au sort des fonctions, empêchant tout passage ultérieur de l'une à l'autre fonction, on ne confine le juge d'instruction dans un isolement le rendant plus vulnérable au pouvoir politique. Le compromis retenu impose au juge de siéger au moins cinq ans dans un tribunal, avant de demander son transfert dans un parquet.

Distinction valable également pour les tribunaux de simple police, dont le magistrat responsable cumule actuellement, pour 679 des 899 tribunaux existants, les fonc-

TCHÉCOSLOVAQUIE

Un tribunal ordonne la libération de plusieurs membres de la section de jazz

Vienne (Reuter). — Un tribunal de Prague a ordonné, le mardi 30 décembre, la libération de deux membres de la section de jazz tchécoslovaque, Vlastimil Drda et Cestmír Humat, détenus depuis septembre, et a demandé à l'accusation de réviser les chefs d'accusation retenus contre les musiciens, a déclaré à l'agence Reuter l'avocat de la section, M. Josef Prusa. Le parquet ayant fait appel contre la décision de la cour, Vlastimil Drda et Cestmír Humat resteront cependant en détention jusqu'à ce qu'une juridiction supérieure examine la demande d'appel.

La même cour avait ordonné deux jours plus tôt la libération de deux autres membres de la section, Milos Drda et Josef Skalka, vice-président de la section. On ignore le sort de trois autres musiciens du groupe toujours en détention, Karel Srp, Vladimir Kouril et Tomas Kravak.

De Prague, par téléphone, M. Prusa a précisé que la cour s'était réunie à huis clos, procédure utilisée lorsque le juge président le tribunal estime que les preuves font défaut ou qu'il y a un vice de procédure dans l'affaire traitée.

Les sept membres dirigeants de la section de jazz de l'Union des musiciens ont été arrêtés en septembre dernier, et accusés de mener des activités commerciales illégales et de publier des ouvrages en vue d'en tirer des bénéfices financiers. (Voir notamment le Monde du 28 novembre.)

YOUgoslavie

Interdiction d'un livre sur la seconde guerre mondiale

Belgrade (AFP). — Un livre qui contredit la position officielle des autorités yougoslaves sur l'attitude du mouvement royaliste pendant la seconde guerre mondiale a été interdit, lundi 29 décembre, par le tribunal de Belgrade.

La partie contestée de l'ouvrage de l'historien Veselin Djuretic, intitulé Les Alliés et le Drame de guerre yougoslave, est celle dans laquelle l'auteur traite des rapports entre le mouvement de Tito et le mouvement « Tchetrnik » (les forces royalistes du général Draza Mihailovic), qu'il présente comme un mouvement « patriotique serbe antifasciste, et non un « parti de traitres et de collaborateurs », comme l'écrit l'historien officiel.

La première édition du livre, parue sous les auspices de l'Institut de balkanologie de l'académie des sciences et des arts, était sortie il y a dix-huit mois, et un deuxième tirage avait eu lieu quelques mois plus tard.

Le livre de Veselin Djuretic avait été violemment attaqué après sa parution en 1985. S'il avait pu être alors question d'interdiction, son auteur avait cependant été exclu de la Ligue des communistes yougoslaves pour « diffamation historique et déformation idéologique ». Deux autres historiens qui avaient recommandé la publication de l'ouvrage avaient été frappés de la même peine (le Monde des 3 et 4 novembre et 5 décembre 1985).

Amériques

ÉTATS-UNIS

Nouvelles révélations sur le rôle d'Israël dans le scandale de l'Irangate

Nouvelles révélations dans l'affaire que les Américains désignent aujourd'hui indifféremment sous le nom d'Irangate ou d'Iran-cam, par référence à deux précédents scandales, ceux du Watergate et de l'Abecam. Le Watergate conduisit le président Nixon à la démission en 1973. Moins grave, l'Abecam, ou « combine arabe », n'en avait pas moins montré en 1980 la facilité avec laquelle certains parlementaires américains pouvaient succomber à la tentation des pots-de-vin.

Selon des sources émanant du Congrès et du département de la justice à Washington, l'idée de détourner vers les « contras » nicaraguayens une partie des fonds provenant des ventes secrètes d'armes américaines à l'Iran aurait été soulevée au gouvernement de M. Reagan par un haut responsable israélien. C'est en tout cas ce qu'a affirmé le lieutenant-colonel Oliver North, limogé du Conseil national de sécurité fin novembre, à l'attorney général Meese au cours d'une conversation entre les deux hommes, le 23 novembre. M. Meese aurait fait état de cette conversation lors d'une récente audition à huis clos devant le Congrès.

La personnalité israélienne mentionnée par le lieutenant-colonel North devant le ministre de la justice serait M. David Kimche, alors directeur général du ministère des affaires étrangères de Jérusalem. L'affaire aurait été débattue au cours d'une rencontre entre M. North et Kimche, il y a environ un an.

« Un fléau mentier »

Si les propos prêtés au lieutenant-colonel North par M. Meese étaient confirmés, cela signifierait que les Israéliens ont joué dans cette complexe affaire un rôle plus important qu'on ne l'imaginait jusqu'à présent. Interrogé par le New York Times, M. Kimche, qui a abandonné ses fonctions officielles en octobre, a apporté un démenti sur ce point : « Tout cela est ridicule, a-t-il dit. Si c'est ce qu'Oliver North a bien dit, alors c'est un fléau mentier. »

An lendemain de l'éclatement du scandale, le 25 novembre dernier, le gouvernement israélien avait publié un communiqué dans lequel il exprimait sa « surprise » qu'apparemment une partie des revenus provenant des ventes d'armes secrètes à l'Iran ait été détournée vers les « contras ». « Si une telle transaction a eu lieu, Israël n'a rien à voir avec cela et le gouvernement d'Israël n'est pas en communication », ajoutait le communiqué.

Mentionné depuis le début de cette affaire, le rôle de M. David

Kimche avait été limité jusqu'à présent à la partie iranienne de l'opération. Dans un article publié mardi 30 décembre, le Wall Street Journal indiquait à ce sujet qu'il aurait participé à une rencontre qui se serait tenue à Hambourg à la mi-avril 1985 et qui aurait réuni plusieurs responsables américains, notamment MM. McFarlane, ancien conseiller de M. Reagan pour les questions de sécurité nationale, et North, M. Ahmad Kargar, vice-ministre de la sécurité iranien, des marchands d'armes iraniens et l'homme d'affaires saoudien M. Adnan Khashoggi. Selon le journal, ce serait au cours de ce rendez-vous que le projet des ventes d'armes américaines à Téhéran aurait pris corps.

Toujours d'après le Wall Street Journal, qui se réfère à des sources arabes, M. Khashoggi aurait reçu avec deux autres associés une commission de 10 millions de dollars pour son rôle dans cette opération.

M. L.

Pas de vœux « croisés » Moscou-Washington

Le président Reagan présentera ses vœux de Nouvel An aux Soviétiques, mais M. Gorbatchev ne fera pas de même à l'égard des Américains. Et le message du chef de la Maison Blanche, au lieu d'avoir les honneurs de la télévision d'URSS, comme l'année précédente, ne sera retransmis que par la chaîne de radio officielle américaine, la Voice of America. Encore espère-t-on, à Washington, que « Moscou ne s'ingérera pas dans la diffusion de ce programme », comme a joliment dit le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, à propos d'un éventuel brouillage de l'émission.

Pour le 1^{er} janvier 1986, M. Reagan avait pu s'adresser, sur le petit écran, aux Soviétiques, et M. Gorbatchev aux Américains. Mais il n'en a pas de même pour le 1^{er} janvier 1987 : le Kremlin vient d'opposer une fin de non-recevoir à la proposition américaine tendant à renouveler l'expérience. « Pour quel devrions-nous susciter des illusions », à un moment où l'état des relations américano-soviétiques « est loin d'être favorable à une telle initiative ? », a demandé, à Moscou, M. Gerasimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Domage, a-t-on répondu à Washington : 1986 avait tout de même été marquée par « un effort et des résultats significatifs » dans ce domaine. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

RFA

Près de 300 touristes polonais restent en Allemagne de l'Ouest

Deux cent quatre-vingt sept touristes Polonais de trois bateaux de croisière sont restés en Allemagne fédérale au cours des vacances de Noël au lieu de rentrer dans leur pays, ont annoncé mardi 30 décembre les autorités ouest-allemandes.

Les trois bateaux de croisières — le Lancet, le Pomernie et le Wilton — avaient tous fait relâche à Travemünde, une ville côtière située juste au nord de Lübeck, entre le 23 et le 28 décembre, selon M. Weinert.

Ces navires avaient en tout environ 600 passagers au moment de leur arrivée. — (AP.)

République sud-africaine

Le groupe américain Exxon se retire du pays

New-York (AP). — Exxon, premier groupe pétrolier mondial, a annoncé mardi 30 décembre qu'il avait vendu ses intérêts en Afrique du Sud, laissant d'autres grandes entreprises américaines qui se sont retirées ces derniers mois.

Le groupe a précisé que les deux petites sociétés qu'il possédait en Afrique du Sud, Esso South Africa et Exxon Chemical, employant au total 200 personnes environ, avaient été vendues à un groupe indépendant

créé pour poursuivre les activités et assurer l'emploi. Les deux firmes n'avaient aucune activité de raffinage et leurs opérations représentaient environ 0,22 % du chiffre d'affaires consolidé d'Exxon dans le monde en 1985, chiffre qui était de 93,2 milliards de francs cette année-là.

« Cette décision a été adoptée après une prise en compte attentive des intérêts de nos employés en Afrique du Sud et de ceux des actionnaires du groupe », a indiqué le président d'Exxon, M. Lawrence Hall. « La détermination de l'économie sud-africaine et les contraintes internes et externes sur le climat des affaires ont eu un impact sur nos activités et notre potentiel de croissance », indique un communiqué de la firme.

Soudan

Recrudescence des combats dans le sud

Les combats semblent s'être intensifiés ces derniers jours entre les rebelles du sud du Soudan et les forces gouvernementales. Selon un récent communiqué du mouvement rebelle, l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), qui dirige M. John Garang, une centaine de militaires gouvernementaux ont été tués au cours de nouvelles attaques. A Khartoum, un porte-parole officiel a annoncé, lundi 29 décembre, que l'armée avait été contrainte d'achever « vingt-deux rebelles blessés et capturés dans le sud du pays parce qu'ils n'avaient pas les moyens de les évacuer vers des hôpitaux. Ces vingt-deux militaires de l'APLS, selon le porte-parole, avaient été blessés lors de combats le long du Nil blanc. — (Reuters.)

(Publié)

AIDE AUX ENFANTS PALESTINIENS

L'Association médicale francopalestinienne propose le parrainage d'enfants en Liban et en Cisjordanie.

Pour tous renseignements : s'adresser au siège de l'AMFP, 14, rue de Nanterre, 75015 Paris (tel. : 45-30-12-08, le mardi après 18 h ou le mercredi de 10 h à 16 h).

صكحات الأصل



« Mettre la Chine dans sa peau », c'est le pari fou d'un cinéaste de quarante ans, pour sa première mise en scène.

Jacques Dorfmann tourne « le Palanquin des larmes » à Shanghai

Les tribulations d'un Français en Chine

« **P**OUR cadre de sa toute première mise en scène, le cinéaste français Jacques Dorfmann a choisi Shanghai. Il s'agit de l'adaptation d'un best-seller paru en 1975, le Palanquin des larmes, récit autobiographique d'une Chinoise, Chow Ching Lie, recueilli par Georges Walter. »

Telle quelle, l'information est à peu près complète, mais ne dit rien, absolument rien, de ce qui est en train de se passer au bord du Huang Pu, sali par les pluies du proche hiver. Elle ne dit pas comment, pourquoi, une poignée de francophones chahuteurs et transis, quelques Québécois, quelques Français, ont accepté d'entrer dans le rêve fou d'un homme de quarante ans et de marcher du même pas que lui. Malgré les obstacles insoupçonnables, les retards chroniques, les fatigues surnuméraires, dans ce pays où, comme dit l'un d'eux, « rien ne marche à la baguette, sauf la nourriture ».

Du calme. Jacques Dorfmann n'est pas Marco Polo. Et la Chine n'est plus vierge. Si elle n'est pas encore une banlieue de Cincittà, le cinéma, de plus en plus, l'environne. Récemment, cette petite fûtée de Camille de Casablanca y réalisait son *Pékin central*, mais c'était en équipe réduite pour conserver la souplesse du reportage. Il y a peu, Bernardo Bertolucci y achevait son *Dernier Empereur* dans la Cité interdite. Mais il était arrivé avec une armée de cent quatre-vingts techniciens transalpins et des conteurs de macarons (voir le Monde du 28 novembre). On peut considérer qu'il a tourné un film italien ayant la Chine pour décor. On attend ces jours-ci à Shanghai Steven Spielberg, qui va y filmer les scènes d'extérieurs de son *Empire du Soleil* (un petit garçon perdu en Chine après Pearl Harbor) pour rentrer ensuite en studio à Hollywood. On peut considérer qu'il va tourner un film américain ayant la Chine pour décor.

L'aventure du *Palanquin* est tout autre. Il s'agit de tourner une histoire chinoise, coproduite par les Studios de Shanghai, avec des acteurs chinois, des techniciens pour la plupart chinois, des figurants chinois. Il s'agit d'un pari terriblement risqué que seules l'obstination et l'innocence mêlées, une sorte de qualité d'enfance préservée par Jacques Dorfmann avec une vigilance un peu fanfaronne, peuvent justifier.

Atterrir de Shanghai : arrivée du Boeing 747 de la Cathay Pacific. C'est le soir. Les zombies cosmopolites qui en descendent après dix-sept heures de vol se figent en files d'attente silencieuses, pour tendre leur passeport à un fonctionnaire impénétrable. (Aïe ! Le premier cliché vient de me sauter au visage comme une capsule de Coca chinois, « ils » sont impénétrables.)

Soudain, de l'autre côté des barrières, surgit un géant à la fois chic et débraillé, très agité. Il trépigne, il appelle, très fort : « Venez, venez donc ! » Et c'est en français. Une petite fille marrant, un tout petit garçon blond, enfin, courent vers lui. Il les hisse sur ses épaules, ils rient, il rit. Il les pose à terre. Le silence est revenu. Le géant semble déçu. Lorsqu'une jolie passagère à l'allure adolescente, à son tour se détache et se jette dans ses bras. Elle pleure. Il lui caresse les cheveux. C'est beau comme du Lelouch, un homme et une femme...

Le géant, c'est Jacques Dorfmann, le metteur en scène du *Palanquin des larmes*, les enfants sont ses enfants, Marine et Anthony. L'adolescente est sa femme, Patricia. Ils ne se sont pas vus depuis cinq mois. Les cinq mois de préparation sur place du *Palanquin*.

Dans la nuit noire où glissent comme les poissons ambylopes des grands fonds des cohortes de vidéos étincelantes, on se dirige vers l'hôtel assez neuf où réside l'équipe. Il se signale par une enseigne maigrelette en néon rouge et bleu qui clignote : « Bar-Restaurant-Dancing ».

Hôtel New Garden : le petit déjeuner « continental » est un cauchemar. Des œufs frites et froids gisent dans une graisse de vidange, les toasts compactés par un grille-pain sadique sont comme des briquettes cramées, mieux vaut renoncer, retourner à sa chambre, où une inondation vient d'être colmatée avec diligence et se confectioneer un « Nes-brosse » dont voici la recette : café soluble prudemment importé, plus eau javellisée qu'une thermos géante conserve à peu près chaude, on touille avec le manche de sa brosse à dents faite de cuillère, et hop, ça repart.

À la télé, la mire — classique — vient d'être remplacée par le déferlement martial de jeunes soldats. Sur fond de soleil levant, ils défilent au son de l'*Hymne à la joie*, version disco. Ne pourrait-on arrêter le progrès ?

Je viens de lire la « feuille de route » distribuée à l'équipe à son arrivée. Page 6 : « En matière de mœurs, les Chinois sont très pursains. L'abstinence exotique est fortement recommandée... »

Le cassoulet shanghaien : Patricia, la femme de Jacques Dorfmann, a payé un excédent de bagages considérable au départ de Paris. Elle emportait une cargaison de confits de canard, des boîtes de haricots blancs cuisinés à la graisse d'oie, un saucisson somptueux venu de chez l'Auvergnat de la rue de Lappe, du pain de campagne et du bordeaux, beaucoup de bordeaux.

Elle est accueillie comme Mère Teresa, une forte idiosyncrasie semblant se développer à l'entente des raviolis vapeur, depuis cinq mois quotidiennement inévi-

tables. Le menu est royal, mais ne manque-t-il pas un peu de fraîcheur ? Je suggère une salade. Et c'est ainsi que je me retrouve dans les cuisines du New Garden en train de râper de longues carottes anémiques devant un cercle de

d'olive pimentée... Leur fils Gaël, dix ans, lui, est en pleine forme. Il s'est mis au kung-fu.

Autour de la table, il y a aussi Zhang Nuamin, qui a collaboré au scénario, la conseillère chinoise



Chinois hilares. J'y gagne des doigts aussi râpés que les carottes et une bonne réputation : « Les journalistes du Monde ne sont pas bêcheurs... »

Autour de la table, vingt personnes. L'équipe. La belle équipe... Il y a là le coproducteur Claude Léger, sorte de Tintin québécois que les difficultés galvanisent, qui patouille dans les problèmes avec une bonne humeur féroce. Il vient de recevoir une excellente nouvelle, la Lloyd's a accepté d'assurer la garantie de bonne fin du *Palanquin des larmes*. Tout content, Claude Léger s'accorde quelques instants pour penser à sa prochaine production, encore une petite chose facile, *Agaguk*, avec des Esquimaux, dans le Grand Nord... Mais le *Palanquin* n'est pas loin.

Léger dit que depuis qu'il a élaboré un contrat de cinq cents pages avec les Chinois, sa vie, la philosophie de son métier, ont changé. Il a appris la patience, à se méfier de l'écrit. Il a décidé, lui, le Nord-Américain, de ne plus jamais établir de contrats « à l'américaine ». Qu'il qualifie d'« inhumains », d'« exclusivement techniques ». Le contrat chinois, c'est autre chose. Tout le temps sujet à modification, à révision, mais sans que jamais, au grand jamais, soit prononcé le mot « non ». Exemple : « Pouvez-vous nous fournir des uniformes japonais d'été ? » Réponse : « Nous vous fournissons avec plaisir des uniformes japonais d'hiver. » Mais la capitulation nipponne a eu lieu au mois d'août 1945 ! « Nos uniformes d'hiver sont en excellent état... »

La femme de Claude Léger, Monique, chargée des relations publiques sur le film, pourtant tonique elle aussi, craque légèrement depuis quelques jours, elle a des fantasmes de pizzas : « Tu vois, la grande pizza croustillante avec des anchois, et puis l'huile

vice cinématographique des armées. Et encore, bien mouillé dans son blouson de jean, marqué dans le dos « Indiana Jones et le temple maudit », Mickey Moore, soixante-douze ans, réalisateur chargé des scènes d'action.

Ca n'est pas n'importe qui, Mister Moore. Il a débuté à l'âge de quatre ans comme acteur dans des films muets, avec Gloria Swanson et Mary Pickford. Son premier patron, Cecil B. DeMille, l'a appelé, toute sa vie « Baby Moore ». Il a travaillé sur les *Dix Commandements*, a été directeur de seconde équipe, notamment pour Elvis Presley (« *A real gentleman* »), et pour Steven Spielberg, dont il dit : « Il donne toujours un peu plus que ce qu'on attend de lui. » Sa déontologie en matière d'effets spéciaux : « N'oublie jamais que ce n'est qu'un film. » Pas de cascades inutilement dangereuses. Pourquoi se retrouve-t-il en Chine à patanger dans la boue, alors que George Lucas l'attend en Nouvelle-Zélande ? « Parce que Jacques Dorfmann ne m'a pas abordé de façon arrogante. Il m'a simplement dit : j'ai besoin d'aide. Alors je suis là. »

Il est là, tous les autres « super pros » sont là, pour épauler et suivre un débutant au bout du monde, au bout de l'utopie. N'est-ce pas joli ?

« Oui, mais c'est violence », marmonne le monteur montréalais Jacques Gagné, avec son accent épais comme une crêpe au sirop d'érable. Ça veut dire que c'est dur. Qu'est-ce qui est dur ? Tout. Mais encore ? Quand les figurants censés mimer le désespoir des soldats japonais à l'instant de la capitulation n'arrivent pas de se tortiller de rire parce que ce sont des ouvriers « empruntés » à une unité de travail et que le cinéma, pour eux, représente une journée de vacances, c'est dur.

Sur les docks, le krach : le minibus qui transporte l'équipe a quitté le New Garden à 5 h 30. Le jour n'est pas levé lorsqu'on traverse le Huang Pu sur le vieux bac grinçant. D'énormes poutres frêles, les squelettes des grues géantes, des feulements de machines, on ne voit rien que des lumières qui vacillent, mais on devine le port, là, partout, tout autour, ça sent le fleuve harassé de batesaux et le travail des hommes. De l'autre côté, les docks, avec leurs curieux casques d'acier qui font sonner à d'improbables sauteries, se pressent le long du mur de brique. On remarque, entre deux pans de ce mur, le guichet grillagé d'une banque désuète. Le mur est vrai, la banque est fausse. Elle est due au talent de la chef décoratrice Xia Ran Xing.

DANIEL HEYMANN.
(Lire la suite page 10.)

Comédie Française
janvier 87 en alternance

LE BOURGEOIS GENTILHOMME
Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE
les 3, 4, 8, 10, 12, 15, 22, 25 à 20 h 30
les 1^{er} et 7 à 14 h 30

SHAKESPEARE
LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ
Mise en scène de Jorge LAVELLI
les 1^{er}, 6, 8, 11, 13, 18, 24, 26, 28 à 20 h 30
les 4 et 25 à 14 h

BEAUCOUP
LA PARISIENNE et VEUVÉ
Mise en scène de Paul VECCHIALI
les 2, 5, 7, 14, 21, 27 à 20 h 30 - le 11 à 14 h 30

LESAGE
TURCARET
Mise en scène d'Yves GASC
les 17, 23, 29 à 20 h 30 - le 18 à 14 h 30

LITTÉRAIRE : RACINE
ESTHER
Mise en scène Françoise SEIGNER
les 30, 31 janvier et 4 février à 20 h 30

LOCATION 40,15,00,15 (11 h à 18 h)
RESEIGNEMENTS 40,15,00,00 (24 h sur 24)

Représentation « Ouverture » : UNE LOCATION EN FAMILLE

le samedi 24 à 20 h 30 : LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ
le dimanche 25 à 14 h :

BULLETIN DE RÉSERVATION

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TEL _____

LES REPRÉSENTATIONS OUVERTES
le samedi 24 à 20 h 30
le dimanche 25 à 14 h
Tarif (2)

LE BOURGEOIS GENTILHOMME
le _____ à _____ Tarif (1)
(voir calendrier ci-dessus)

LA PARISIENNE
le _____ à _____ Tarif (2)
(voir calendrier ci-dessus)

Tarif (1) Le Bourgeois Gentilhomme : 165 F, 110 F, 75 F, 65 F.
Tarif (2) Autres spectacles : 120 F, 70 F, 40 F, 40 F.

Ch-joint un règlement de _____ F
et une ENVELOPPE TIMBRÉE.

COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION BP 266
75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française

Jacques Dorfmann tourne

Les tribulations

(Suite de la page 9.)

Nous sommes en 1946. Le plan de travail du jour annonce qu'on tournera les scènes 127, 128, 129, 130, qu'il faudra prévoir parmi la figuration « deux cents Chinois mécontents ».

L'armée de libération étant aux portes de Shanghai, ils seront, en effet, fort mécontents, lorsque, venus retirer précipitamment leur argent, ils trouveront guichet clos. Pour l'instant, la figuration est pléthorique, tous les ouvriers des docks sont là, agglutinés aux fenêtres des bâtiments, sur les toits, le long des grilles, sirotant leur thé bouillant dans des petits bocaux. C'est la grande récré.

Peu à peu, le « quartier » s'anime : coïcoles, pousse-pousse, vélo-pousse, belles dames en robes fendues (sur collant de laine, contre le froid). Un des acteurs principaux, Wei Hi, le père de l'héroïne que joue Jian Wen (aussi surnommée John Wayne) bat la semelle. Soudain, et rapidement, figurante elle aussi, une jeune fille à voile grise s'encadre dans la trouée, vers le Huang Pu. On est prêt. C'est alors que le fantôme de Pierre Dac prend les commandes. Puisqu'il s'agit d'une scène d'action (les Chinois mécontents), c'est Mickey Moore qui officie. Il lance un ordre en anglais. Pierre Magny, le premier assistant québécois, le traduit en français, l'interprète chinois le transmet au premier assistant chinois qui le communique au deuxième assistant chinois, celui qui a un porte-voix. L'ordre qui a déjà pris de la bouteille arrive enfin aux figurants. Dans quel état ? Le chef des figurants ne le comprend d'ailleurs pas bien. Et transmet son doute au second assistant, qui le passe au premier, qui le repasse à l'interprète, qui le repasse à Pierre Magny, qui le répercute sur Mickey Moore, qui glapit en anglais : « Mais je n'ai jamais dit ça ! » On comprendra que ce jour-là, seule la scène 127 aura été « mise en boîte ».

Un vétéran mélophyle. On voit tout de suite que personne n'a jamais suggéré à Jacques Dorfmann : tire tes chaussettes et dis bonjour à la dame. La chevelure en jachère, le T-shirt rétif jaillissant sans cesse d'un jean avachi, un sourire du style « desine-moi un mouton », son itinéraire ressemble davantage à un Paris-Dakar sans boussole qu'à une carrière d'énarque.

Il a été élevé à Toulouse par sa grand-mère. Sa marraine possédait dans la Ville rose deux cinémas, alors le gamin voyait les films et tenait la caisse du Trianon Palace. C'était bien, mais il travaillait mal. On l'a donc envoyé à Bétharran, un sévère collège religieux, près de Pau. Il en tremble encore. « Je dormais par terre devant la porte du Père supérieur, je servais quinze metesses d'officie, punitions corporelles, à genoux, les bras en croix... »

Il fuge. On le rattrape. A quinze ans, il s'enfuit d'une colo :

direct Saint-Tropez pour voir son père. Il faut vous dire, son père c'est Robert Dorfmann, Bob le Flambeur, un vrai, un grand producteur, vingt fois gagnant, vingt fois ruiné. Jeux interdits, de René Clément, Touches pas au grisbi, de Becker, les Tricheurs, de Carné, portent sa marque.

Et Robert Dorfmann, après lui avoir tapoté la joue, remet son fils en pension au Vésinet. Le jeune Jacques, dix-sept ans, après un crochet par le lycée français de Londres et quelques pousse-pousse, plus musclaires que scolaires, part pour l'Inde dans un ashram pendant un an. Au retour, il se fixe six mois à Rome, fait l'acteur dans quelques westerns spaghetti, revient à Paris et entre chez Pierre Braunberger comme vendeur de courts métrages. Il reçoit enfin de son père un conseil en guise de vaticane : « Ne travaille jamais qu'avec ceux que tu estimes. Et fais en sorte de n'estimer que des gens importants. »

C'est ainsi que, à vingt ans, Jacques Dorfmann devient le produc-

teur de Jean-Pierre Melville pour l'Armée des ombres et le Cercle rouge. Une relation père-fils, ombrageuse, orageuse, s'établit : « Avant de me fâcher à mort avec lui, j'ai vécu des moments très forts avec Melville. Nous dormions dans des hôtels ; on en changeait tous les soirs pour être ailleurs, nulle part. Notre seul bagage, les engagements des bandes son de films américains. Au Hilton d'Orly, toute une nuit, nous avons écouté nous avons gagné ce soir. Il me disait : « Vous... » »



teur de Jean-Pierre Melville pour l'Armée des ombres et le Cercle rouge. Une relation père-fils, ombrageuse, orageuse, s'établit : « Avant de me fâcher à mort avec lui, j'ai vécu des moments très forts avec Melville. Nous dormions dans des hôtels ; on en changeait tous les soirs pour être ailleurs, nulle part. Notre seul bagage, les engagements des bandes son de films américains. Au Hilton d'Orly, toute une nuit, nous avons écouté nous avons gagné ce soir. Il me disait : « Vous... » »

Il y eut d'autres rencontres, hasardeuses, savoureuses, comme il est de règle au cinéma. Ainsi Jacques Dorfmann croise un jour la route de Jean-Pierre Rassin, le prodige magnifique. « Moi, je croyais son père riche, dans les pétroles ; lui, croyait mon père ou plus haut ; nous avons signé un protocole d'accord sur 2 milliards de centimes. Nous n'avions pas un sou ni l'un ni l'autre. »

étranger, de 1983 à 1986, il commença de préparer sa future mise en scène du Palanquin des larmes. Quatre ans d'efforts avant le premier tour de manivelle, quatorze versions du scénario, des voyages incessants, des palabres interminables... La Chine le fascine à ce point ? Il répond : « Non, je n'aime pas tellement les chinois, j'aime les gens. Qui le lui rendent bien. En attendant, le volé avec un budget de 35 millions de francs sur ses épaules larges de rugbyman buveur de bière. »

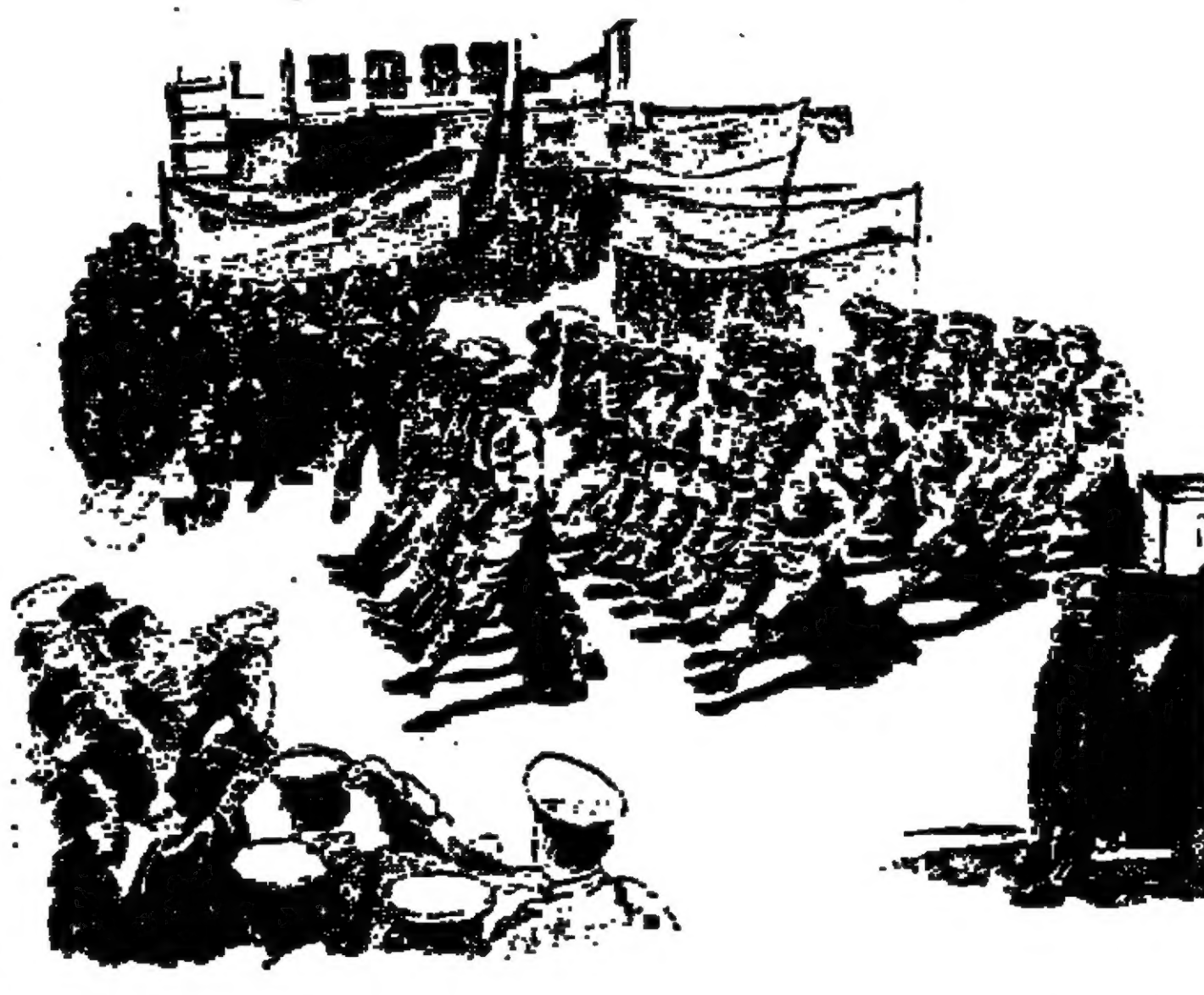
Question bière, il n'est pas le seul. Au bar de l'hôtel New-Garden, depuis six mois, tous les soirs, il y a deux ingénieurs allemands. Ils ne mangent jamais, ils boivent tout le temps, de la bière. Trente ou quarante bières par soirée, chacun. Et avec les boîtes vides de Qing diao, ils bâillent, inlassables, sur le comptoir, une grande muraille de Chine, ou un mur de l'Atlantique, ça dépend du degré de leur mélancolie.

Monsieur le député-président. Dans la cour des studios de Shanghai, quelques poules picorent. Un camion militaire vient de livrer le palanquin. Ça fait trois jours qu'on le cherche pour lui tirer le portrait, à ce fameux palanquin qui donne son titre au film. Pour l'instant, tout rouge, tout raide, il n'a pas grande allure, on dirait plutôt une cabine téléphonique anglaise désaffectée.

Dans les ascenseurs, les liftières tricotent, l'une d'elles a des bigoudis sur la tête. Partout, des pots d'émail blancs, pour que — ainsi le recommandait Charles

compris. Je réponds : « que l'honneur qui m'est fait me touche infiniment et que... ». Les préliminaires sont ici une loi, un sport, un art. Il faut s'y soumettre, s'y entraîner, l'exercer.

J'apprendrai que le premier film chinois s'est tourné ici, à Shanghai, en 1913. Qu'il y a actuellement seize grands studios, dont chacun a son style, que lui-même emploie mille huit cents personnes en permanence, qu'on tourne cent quarante films par an en Chine, que Pékin décide d'en attribuer une quinzaine à Shanghai. « Mais nous arrivons par-



Capitulation et défilé des soldats japonais vus par la caméra de Jacques Dorfmann et le plateau de la décoratrice Xin Ran Xing.

fois à en mettre en chantier jusqu'à vingt. » Cela ne pose-t-il pas de problèmes financiers ? « Quand il y en a, on emprunte de l'argent à la Banque populaire de Chine, et l'on rembourse sur les recettes. » Comme à Hollywood ? M. Chi Xidao sourit et se dit pas son. Combien de Chinois vont-ils chaque année au cinéma ? La réponse tarde. Je m'inquiète, d'autant que le visage de mon hôte s'est à nouveau fermé. Enfin, l'interprète m'annonce : « M. Chi Xidao a du mal à faire la multiplication : il peut vous dire qu'il y a 70 millions de spectateurs par jour » (1). Prix des places : environ 80 centimes.

Les sujets sont-ils imposés aux réalisateurs ? « Sur les vingt films de l'année dernière, onze ont été choisis par les cinéastes chinois. » Le cinéma, partout, toujours, est le reflet de son temps. Ici aussi, dorénavant ? M. Chi Xidao me fait répondre : « Vous dites reflet, je préfère dire esprit. Oui, certains films chinois sont désormais dans l'esprit du temps. » Un exemple ?

M. Chi Xidao se fait un peu prier, puis me raconte l'Année 1984-1985 dans la ville de T. Il s'agit, précise-t-il, d'un reportage romancé, signé Yang Ying Jing : un jeune homme se présente pour diriger une usine, il veut en changer la gestion, qu'il juge dégradée. Les conservateurs s'opposent à lui. La première année, il freine les pertes de l'entreprise.

La deuxième année, il obtient des bénéfices. Victoire du jeune homme.

Je remercie poliment M. Chi Xidao. Mon interprète, Yao (il fut celui de M. Giscard d'Estaing, mais il est resté très simple), a fait une thèse sur Flaubert, il est aussi le traducteur du premier album de Lucky Luke qui va sortir à Pékin. Il me parle de films moins conventionnels. Un certain Wu Yi Gong s'apprête à tourner une version « originale » des Tribulations d'un Chinois en Chine, de Jules Verne. Et les cinéastes de la « cinquième génération » (celle des étudiants, qui sont entrés à l'Institut du cinéma de Pékin, en 1978, lorsque celui-ci a rouvert après treize ans d'interdiction) ont abandonné les symphonies héroïques et les chroniques épiques pour une musique plus personnelle et des images plus provocantes.

Certains de leurs films nous parviennent. D'autres pas. Ainsi le Canon noir, de Huang Jian Xin. Le canon en question est une pièce d'un jeu de réflexion qu'un ingénieur oublie au cours d'un voyage. Il télégraphie : « Recherchez canon noir. » Et déclenche aussitôt, dénoncé par l'employé des postes, un engrenage de suspicion, sa mise à l'index par son employeur, une série de catastrophes. La métaphore est claire. S'il est innocenté à la fin du crime d'espionnage, l'ingénieur ne sort pas intact de cette mésaventure. La bureaucratie chinoise actuelle, non plus.

« Alors, la Chine s'ouvre, ou pas ? » : réception chez M. Patrick Bonville, consul général de France à Shanghai. On célèbre le prochain départ de Claude Barbichon, le conseiller culturel, jeune coopérant un peu maussade qui a déjà l'air d'attendre son avion pour Paris. La résidence est confortable, cosue, tout en boiseries sombres, décor idéal pour un Agatha Christie. L'épouse du consul fait les honneurs. Elle confie : « C'est bien, c'est très bien, s'il n'y avait les rats. » Ah ? Il y a des rats ? « Oui, nous avons pris des chats. » On ne sert pas de champagne, mais du Fanta orange et de la quiche lorraine. C'est intime, sympa, provincial.

M. Le représentant adjoint du Crédit lyonnais avoue que les affaires pourraient être meilleures. M. le vice-consul d'Italie explique qu'un de ses amis aurait bien voulu implanter une pizzeria dans la ville, mais qu'on a lui a demandé un pourcentage exorbitant sur une recette impossible à réaliser : il a dû renoncer. « C'est comme les Japonais. » Quels Japonais ? Il y en a de plus en plus, qui viennent ici pour travailler. Ils ont leur village. « On » exige d'eux des loyers incroyables, 200 yuans par jour. Quatre fois ce qu'un ouvrier chinois gagne par mois. Et payé en yens.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sans. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre la dimanche (42-77-13-33).

HANS POELZIG (1868-1936). CCI (centre d'information). Jusqu'au 5 janvier 1987.

ALBERTO GIACOMETTI, retour à la « figuration » 1933-47. Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

ABECEDAIRES. Galerie de la RPI. Jusqu'au 19 janvier.

JAPON DES AVANT-GARDES 1918-1978. Architecture, design, arts appliqués, arts du graphisme et de l'affiche, Grand galerie, 5^e étage. Jusqu'au 2 mars.

LES ARTS DE LA TABLE. CCL. Espaces des Bâtiments. Jusqu'au 19 janvier.

LES MACHINES SENTIMENTALES. Sculptures sentimentales. Galerie d'installation de l'Atelier des enfants. Rende-chasse. Entrée rue Beaumont. Jusqu'au 12 janvier.

RIDEAU DE SCÈNE DU BALLET « Farnes », réalisé par Picasso (1917). Forum. Jusqu'au 28 janvier.

Musées

BOUCHER. Grand Palais (cathédrale de la Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

ESTÈVE. Grand Palais. Galeries nationales (42-56-09-24). (Voir ci-dessus). Jusqu'au 12 janvier.

LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIÈCLE DES LUMIÈRES. Galeries nationales du Grand Palais (Entrée : avenue Winston-Churchill) (42-61-54-10).

Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; le samedi 18 F. Jusqu'au 9 février.

LE TROISIÈME GIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Sauf mardi et mercredi. Tij. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Canada écosse républicaines à Paris. Petit Palais, Avenue Winston-Churchill (42-64-12-73). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème ; l'Occupation de l'Opéra ; La Carrière de l'architecte au XIX^e siècle ; l'industrie textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stars et Monstres Sacrés ; Autour d'une sculpture de Maillol. MUSÉE D'ORSAY. 1, rue de Boissière (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h ; le jeudi, s'ouvre jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salle du pavillon de Flore (entrée porte Juillard) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

RÉTROSPECTIVE ARP (1886-1966). Musée du Louvre. Sauf mardi.

ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Jusqu'au 4 janvier ; MANUEL ALVAREZ BRAVO. Photographies 1928-1986 ; LES PHOTOS QUI FAUSSENT L'HIS-

TOIRE. Jusqu'au 12 janvier. LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Le mercredi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 26 avril. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-23-61-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

RÉTROSPECTIVE ARP (1886-1966). Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 8 février.

LOTHAR BAUMGARTEN, PHILIPPE CAZAL, RICHARD TUTTLE. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 février.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition du centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARC DE NOÛ. Jusqu'au 3 février. DALE CHUBBY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAOZSKI. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTIERS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la Photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président Wilson, 15^e, sauf le mardi de 9 h 45 à 17 h 15.

GIANNI VESACE : Dialogues de mode. Des photographies autour d'une création. WILLY MAYWALD ET LA MODE. Jusqu'au 4 janvier. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

MANUEL CANOVAS. Créateur Textile. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de

la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

LES ORS HELLÉNISTIQUES DE TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jérôme. Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F ; Le samedi 13 F. Jusqu'au 25 janvier.

SHOSIKO. BEAUTÉ ET PUBLICITÉ 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

PARIS-TOKYO-BEGRAM. Hommage à Joseph Hockley (1896-1941). Musée Guimet, 6, place d'Iéna (47-23-61-45). Sauf le mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 2 mars.

IL SITTORI, architecte. Jusqu'au 4 janvier. PARIS DES ANNÉES FOLLES. Jusqu'au 4 janvier. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

DESSINS DE RODIN. A l'occasion de la présentation du troisième volume de l'Inventaire. Musée Rodin, 17, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. FRUNET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-61-27).

FRANÇOIS DESPATIN et CHRISTIAN GORELL. Bibliothèque nationale, Galerie Colbert 2, rue Vivienne. Jusqu'au 24 janvier.

ALPHABETS. Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-55-91-50).

Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

3^e SALON DE LA MARINE HOMMAGE À LÉON HAPFNER. Musée de la Marine, Palais de Chaillot (45-53-31-70). Jusqu'au 17 février.

AUTOMATES À MUSIQUE DUTY 19^e siècle (1840 à 1880). Musée de la Musique Mécanique. Monsieur Triquet, Impasse Berlioz (42-71-99-54). Jusqu'au 31 janvier.

VILLAGES ET VILLAGES EN ASIE AU DÉBUT DU SIÈCLE (1913-1926). Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). Jusqu'au 16 janvier.

LES ANNÉES PLASTIQUES. Jusqu'au 4 janvier 1987. LA TÊTE À CINQUANTE ANS. Jusqu'au 15 mars. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Leprieux (42-78-70-00).

SUR L'EAU... SOUS L'EAU... Imagerie et technique dans la Marine 1608-1738. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.

AUTOUR DU PSAUTIER DE LA REINE INGEBOURG. Musée national des monuments français, Palais de Chaillot (alle gauche), place de Trocadéro (47-27-35-74). Jusqu'au 4 janvier. Entrée : 15 F.

CRÊCHES ET TRADITIONS DE NOÛL. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-49-80). Sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 11 F (9 F le dimanche, l'exposition seulement). Jusqu'au 16 février.

LA VOIE DES ANCIÈRES. Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

01-50). Sauf le dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

BEAU COMME UN CAMION... JOUETS DES ENFANTS DU GHANA ET DU CONGO. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

AUGUST SANDER. Antiquaire de l'Allemagne. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Jusqu'au 25 janvier.

MOBIER MINIATURE-ORIENTS DE MAITRESE XVI-XIX. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-21-00). Jusqu'au 1^{er} mars.

KARAKOV. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berrey (45-63-90-55). Jusqu'au 11 janvier.

ALBERTO GIACOMETTI VU PAR LES PHOTOGRAPHES. Centre culturel italien, Salle des Ateliers, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Le mardi sa samedi, de 14 h à 19 h ; dimanche de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.

OULHACI MORAMED. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (45-54-95-31). Sauf dimanche, de 9 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre.

LA VOIE DES ANCIÈRES. En hommage à Claude Lorraine. Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

مكتبة الأصيل

« le Palanquin des larmes » à Shanghai d'un Français en Chine

Je pose une question mal élevée : « Mais alors, la Chine s'ouvre, ou pas ? » Tout le monde me répond, mais pas la même chose. Dans le brouhaha, je saisis : « Mais si, elle s'ouvre, et comment ! ». Mais non, elle ne s'ouvrira jamais vraiment. « Si elle s'ouvre, c'est pour mieux se fermer. » Elle ne peut plus ne pas s'ouvrir. » Changements de sujet.

De combien d'âmes se compose la colonie française ? M. le consul, appuyé contre une pile de vieux *Monde*, soupire : cent vingt environ. On lui dit : « Ça n'est pas mal ». Il l'accorde : « Pas mal, en effet ». Est-il heureux ? Il soupire : « Oui, très heureux ». On le croit, mais le consulat, ce petit bout de France qu'on quitte, paraît vraiment petit, tout petit.

En sortant dans le froid qui vient, dans la rue qui bouge tout le temps, d'une foule si dense, si douce, et qui pousse, se pousse, vous pousse, sans violence mais sans répit, on essaye d'imaginer le temps arrogant des concessions. Où le café Renaissance prospérait entre la rue du Père-Robert et l'avenue du Roi-Albert. D'écouter. On a peine à imaginer.

Vous avez remarqué tous ces platanes dans les rues de Shanghai ? Bien sûr. Ce sont les Français qui les ont plantés. Et en chinois l'épithète « français » est restée accolée à ces arbres-là. D'accord.

Si vous ne me croyez pas, allez à Fuxing Park, anciennement parc Français. Vous y découvrirez une stèle à la mémoire du pilote Vallon, le premier à avoir atterri en Chine. Il a voulu épater les habitants de Shanghai, le pauvre, au printemps 1911, il a décollé du champ de courses nord, dans le quartier Jiangwan, et il a crashé son biplan avant d'être arrivé au champ de courses sud.

Le témoin des turpitudes. Que reste-t-il de la Shanghai rapée et dissolue ? Du paradis des aventuriers ? Du sanctuaire des conspirateurs ? Il reste le Peace Hotel, industrieuse bâtisse des années 30, au bar long comme un réveil de cuivre, juste assez pour rendre à ces années-là leur éloignement réel, leur enfoncement dans le marais des nostalgies inavouables.

Au restaurant du onzième étage, il n'y a plus que des hommes d'affaires australiens. Dans une vitrine Lalique trône, solitaire, une bouteille de valpolicella. Si l'on se rend aux toilettes (cuivre et acajou), il faut demander l'aumône à une jeune fille en uniforme qui débite avec une gracieuse parcimonie un mètre cinquante de papier. Par personne.

A la sortie de l'hôtel, une bouffée des anciennes turpitudes vous saisit. Quelques petits trafiquants, timides comme des rosiers, vous abordent : « Changing money ? Changing money ? »

Tel qu'il est dans sa décrépitude altière, le Peace est tellement plus excitant que le Sheraton qui vient d'ouvrir, compact

monolithique lie de vin, où le gérant des restaurants, un Allemand, a fait disposer des attelages de remues emménagés dans le grand hall et organise des soirées choucroute. Des passants — ils paient pour la plupart l'équivalent de 60 F par mois — collent leur nez aux grandes baies de la cafétéria. Ils sont d'une dignité imperturbable.

Ce Sheraton n'était pas construit, mais le Peace Hotel, si, lorsque Gene Tierney, Poppy, la prostituée de *The Shanghai Gesture* de Josef von Sternberg, disait : « Ici tout peut arriver. Cette ville semble effroyablement

La fiction donc rejoint sa réalité : celle d'une Chinoise née en 1936, mariée de force à treize ans pour échapper à la misère et qui a vécu la guerre sino-japonaise, l'entrée des troupes de Mao Tsé-toung à Shanghai, avant d'habiter Hongkong et de faire fortune à Paris dans l'import-export. La réalité de Julie (celle qu'elle a livrée à Georges Walter pour en faire un livre...) n'est d'ailleurs pas forcément la vérité. Celle-ci étant, on le sait, soumise à des variations saisonnières.

Ainsi les Japonais, aujourd'hui, ont cessé d'être les ennemis jurés des Chinois. Et le récit de leurs



Julie, comme un rêve à demi oublié.

Aujourd'hui Shanghai m'apparaît formidablement étrangère, comme un rêve en train de s'éveiller.

M^{me} Chow Ching Lie, avenue Foch. Lorsqu'elle s'avance à pas mesurés, blottie dans sa pelisse doublée de vison, on a tout de suite envie de crier : « Cherchez l'erreur ! ». Elle avance le long des rues grises, car si les rues ne sont plus uniformément bleues, elles sont grises tout de même. Seuls les enfants y étaient de toutes les couleurs, petits clowns choyés, verts, indigo, violette, avec des culottes fendues qui leur font des fesses comme des pêches.

Chow Ching Lie, l'héroïne du *Palanquin des larmes*, est devenue Julie depuis qu'elle a quitté la Chine, il y a plus de vingt ans. Elle le dit elle-même : « Mes culottes ont changé ». Impérieuse et pathétique, dans la grisaille laborieuse des docks de Shanghai, elle vous tend soudain sa carte de visite : « M^{me} Chow Ching Lie, avenue Foch, Paris ».

Ce qui lui arrive est proprement insensé. Voir sa propre vie mise en images, voir une petite fille de huit ans, une autre de treize ans, puis une actrice plus âgée (« Nettement plus âgée que moi », précise-t-elle) la représenter, elle, Julie, il y a de quoi friser une légère schizophrénie.



Chow Ching Lie à huit ans en compagnie de son père de cinéma, Jian Wen et la véritable Chow Ching-Lie avec son père, à Shanghai.

exactions passées a, semble-t-il, été expurgé de l'édition du *Palanquin des larmes*, dont la publication est annoncée à Pékin, tout comme de la énième version du scénario.

Inlassable, cependant, Julie récite les passages préférés de son roman vécu. Ses débuts misérables à Paris, dans un local minuscule. La musique, sa passion. Le piano acheté 150 F à la salle Drouot, qu'il fallait accorder tous les jours. Le concert enfin, au Théâtre des Champs-Élysées, l'apothéose durement gagnée, les affiches qu'elle avait collées elle-même, la nuit, sur les murs de la capitale. La rencontre avec Georges Walter, une collaboration ponctuée de brouilles. La naissance du livre. La méfiance de Robert Laffont, qui voulait bien prendre le risque, en 1975, d'un tirage de mille cinq cents exemplaires. Le succès immédiat. Un million et demi de *Palanquin* vendus, quarante-huit semaines

sur la liste des best-sellers. La revanche. « Je n'ai jamais fait de mal à personne », dit Julie, mais je sais sortir mes griffes. Elle crise ses petites mains impeccablement manucurées. Fièvre et un peu terrifiante, elle ajoute : « J'ai vingt personnes à charge, mon fils Paul a fait Cambridge et la Harvard Business School... » Et de Jacques Dorfmann : « Il n'avait pas autant de cheveux blancs en arrivant ici, il essaye de mettre la Chine dans sa peau ».

Georges Walter vient de débarquer, avec sa voix de violoncelle et une équipe d'Antenne 2. Son caméraman, Christian Hiron, a l'œil vif. Près des docks, il filme toutes ces fenêtres où la lessive permanente palpite au vent. Sur un fil, sagement altérées, pendent des chaussettes noires et des anguilles de même couleur. Il filme sur le « Bund » (le front de fleuve), deux policiers kaki, l'étoile rouge au front, qui se tiennent le bras sous un parapluie fleur.

Il filme Julie, M^{me} Chow Ching Lie de l'avenue Foch, rendant visite à ses vieux parents, dans

ses déplacements provoquent des émeutes. On la localise, elle tourne un téléfilm, quelque part, en ville.

Une maison bourgeoise, carrée, avec un grand jardin, une tonnelle. Dans le salon, en bas, un piano droit, noir, jouant un réfrain de Beethoven en plâtre. Est-ce là un décor de cinéma ? Peut-être pas. La propriétaire, une dame seule avec son petit-fils ; toute la famille a émigré à Hongkong.

Le tournage, c'est au premier. On plût le marathon. Deux prises par plan, cinquante plans par jour. On ne trahit pas. Nous sommes dans une chambre de jeune fille des années 50. Formica et acrylique. Ching Yi joue une maman déchirée dans cette série intitulée « Je suis un petit nuage dans le ciel », sombre mélodie où il est question de mariage forcé (toujours...). A la fin, veuve du mari qu'elle n'aimait pas, la jeune fille voit son premier amour revenir. Trop tard, elle est devenue folle. Chang Xia Ming (« le petit nuage ») est une pure beauté de vingt ans. Elle vient de



leur plus que modeste demeure : « Voici mon papa, il est beau, n'est-ce pas ? Il a quatre-vingts ans, on ne dirait jamais. » Gros plan de papa, très beau, en effet, impassible. « Et maman. Elle se plaint toujours qu'elle est malade, mais elle se porte très bien. » Gros plan sur maman. Opaque. Comment dit-on l'édipe, en chinois ?

Julie, après, me dira : « L'acteur qui joue mon papa, je ne peux pas lui dire bonjour. Tu comprends, tout ça, ça raconte mon enfance, alors je redeviens petite, et je n'accepte pas que ce jeune homme que je ne connais pas soit mon papa... » Comment dit-on Freud en chinois ?

« Le trésor de la Chine ». Où puis-je trouver Ching Yi ? C'est elle qui doit interpréter, dans le *Palanquin des larmes*, le rôle de Chow Ching Lie aujourd'hui. Ching Yi est une star, une grande comédienne adorée des Chinois ;

sortir de l'Institut du cinéma de Pékin, elle gagne 90 yuans par mois (180 F) avec les primes. Elle dit de Ching Yi : « Je collectionne ses photos depuis que je suis toute petite, c'est le trésor de la Chine ».

Le trésor de la Chine est une femme sévère et belle. Près de soixante ans, mais un visage au modelé inflexible. Que pense-t-elle du livre de Chow Ching Lie ? Elle ne l'a pas lu. « Mais il met en cause des personnes vivantes, des habitants de Shanghai, il aurait été plus convenable de changer les noms... »

Ching Yi a débuté dans les années 40. En montant dans la rue un spectacle de chansons anti-japonaises. « Oui, c'est ça, de la résistance. » Elle est d'une grande famille de dix enfants, ils ne sont plus que quatre. Elle a joué plus de quarante pièces (y compris du Shakespeare), tourné plus de quarante films. Elle a incarné toutes sortes de femmes... Elle sourit :

« Toutes sortes de révolutionnaires... » Et ses rôles ont suivi la marche du temps sans jamais rejoindre l'actualité.

Au théâtre, il lui est arrivé de donner onze spectacles dans la journée, le public ne voulant pas la laisser partir. Et pendant la révolution culturelle, qu'a-t-elle fait ? Ching Yi, d'abord, ne répond pas. La nuit est tombée dans la chambre, et, tandis que nous parlons, des machinistes ont vidé la pièce, complètement. Plus de lit, plus de coiffeuse. Plus rien que nous, et cette voix dans le noir qui dit : « Pendant la révolution culturelle, il s'est tourné huit films, en tout. Sans moi. Après, on m'a fait des excuses. Mais dix ans avaient passé, et l'âge était venu ».

Les Japonais ont capitalisé. Dans la vaste salle de projection des studios de Shanghai, je suis conviée à voir dix minutes de « rushes », du *Palanquin des larmes*, des scènes muettes, non encore montées. Celles de la capitulation des Japonais. Rien de touristique, de hollywoodien. Quelque chose de très authentique, de très sincère se dégage. Comme le disait Michel Demizot venu ici faire prendre l'air à son émission « Zenith » (2) : « Au départ, on vient se servir de la Chine, et à l'arrivée, c'est la Chine qui gague ».

Une légère maladresse embellit encore les images, comme une coquetterie dans l'œil peut embellir un regard. Parfois les figurants fixent un instant la caméra, ce qui est rigoureusement interdit, en principe. Mais ici, le film y puise une densité supplémentaire, une surprenante valeur documentaire.

Maintenant, la ville est rouge. On devait tourner l'entrée de l'armée de libération. Le travail devait se poursuivre toute la nuit. Titre de la scène, sur la feuille de service : « Maintenant, la ville est rouge. » Les autorisations avaient été demandées, accordées. A minuit, sans explication, il a fallu plier bagages. Les techniciens chinois avaient reçu l'ordre : ils ont éteint les projecteurs. Et les trois mille figurants (de l'armée) sont repartis sur pas.

Le lendemain matin, les premières manifestations d'étudiants se déroulaient dans les rues de Shanghai. Contagion inimaginable : à Paris, les jeunes demandaient : « Pas moins de démocratie ». Ici, ils réclamaient : « Plus de démocratie ». C'est si troublant, ce café des cultures... Parmi les revendications des manifestants : « Que le Canon noir soit projeté à l'étranger ».

L'hiver sera long sur les rives du Huang-Pu. Je forme un vœu en ce début de l'année : que les dieux du cinéma, Boudhida, Deng Xiaoping et les studios de Shanghai protègent le *Palanquin* jusqu'à la fin. Jusqu'à un film...

DANIEL HEYMANN.

(1) J'ai fait la multiplication : cela donne environ 25,5 milliards de spectateurs par an.
(2) Jusqu'au 2 janvier, tous les soirs à 19 h 15, sur Canal Plus.

EXPOSITIONS

FOLIES EN ÎLE-DE-FRANCE. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, Neuilly, Paris (16^e). Jusqu'au 31 décembre.

LA LIBERTÉ N'EST PAS UNE STATUE. Centre culturel de Mexico, 28, boulevard Raspail (45-69-16-26). Jusqu'au 24 janvier.

CONTES ET LÉGENDES DU BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS. Espace Vendôme, 5, place Vendôme. Jusqu'au 31 décembre.

TABLEAUX DE FLEURS DES XVII^e, XVIII^e, XIX^e siècles. Galerie tableaux Drouot, 12, rue Drouot (47-70-75-78). Jusqu'au 31 décembre.

Galerie

CLASSICISME ET RÉALISMES AU PRÉSENT. Galerie Blondel II, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Jusqu'au 15 janvier.

ZOO. LE BESTIAIRE DES SCULPTEURS. Artforum, 9, avenue Marignan (42-99-16-18). Jusqu'au 3 janvier.

LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL. Galerie Jeanne Omer, 26, place des Vosges (48-57-38-57). Jusqu'au 26 février.

CLASSICISME ET RÉALISMES AU PRÉSENT. Galerie Blondel II, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Jusqu'au 15 janvier.

LE « JEU » NE SAIT QUOI. ET LE PRESQUE RIEN. Galerie Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 10 janvier.

57 MASQUES HIMALAYENS. Galerie Le Tot du Monde, 33, rue Berthe (42-74-43). Jusqu'au 30 janvier.

108 BRONZES ET DESSINS. Galerie Sculptures, 11, rue Vincent (46-34-13-75). Jusqu'au 24 janvier.

1938 CRÉATEURS et quelques autres... Galerie Nickel-Oféon, 5, rue Casimir-Delavigne (46-34-38-40). Jusqu'au 17 janvier.

NICOLE MORELLO. Jusqu'au 3 janvier. Livres peints : FRANCESCA TAYLOR. Jusqu'au 10 janvier. Galerie Caroline Cornu, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67).

LES PEINTURES DE LA RÉALITÉ POÉTIQUE. Galerie du Cherche-Midi, 17, rue Dupuis (42-22-74-79).

VENISE EN ÉGYPTE. Enaux et musées de Jacques Guiller, 36, rue Jacob (42-60-84-33). Jusqu'au 31 janvier.

RUSSE. Peintures et dessins de 1961 à 1986. Galerie du Roi-de-Sicile, 20, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 24 janvier.

ANTONI CLAVE. Retour du Japon. Galerie Yoshii, 8, avenue Marignan (43-59-73-46). Du 10 décembre au 31 janvier.

PIERRE COLLIN. Galerie Lacombe Prélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Brocquerie (42-74-03-30). Jusqu'au 17 janvier.

DENISE ESTERAN. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 3 janvier.

SAM FRANCIS. Œuvres sur toile et sur papier. Galerie Sam Francis, 44, rue Coquenois (42-77-32-31). Jusqu'au 15 janvier.

GNOLL. Galerie Joy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 31 janvier.

YANNIS KOTTIS. Galerie d'art contemporain, 68, quai de l'Hôtel-de-Ville (42-72-90-44). Jusqu'au 5 janvier.

TETSUMI KUDO. Œuvres d'un artiste d'avant-garde japonais. Galerie Claude Samuel, 18, place des Vosges (42-76-17-77). Jusqu'au 24 janvier.

ANNE ET PATRICK POIRIER. Galerie Daniel Temple, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 31 décembre.

ANTOINETTE POUPPEL. Images. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 17 janvier.

JEAN PUJOLCAT. 21, boulevard Haussmann. Jusqu'au 31 décembre.

KAZUO SHIRAGA. Peintures. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 17 janvier.

JACQUES SULTAN. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Fontaine (45-08-58-63). Jusqu'au 31 décembre.

JEROME TISSERAND. Galerie Jacqueline Feldman, 8, rue Popincourt (47-00-87-11). Jusqu'au 10 janvier.

KEIJI UEMATSU. Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Du 11 décembre au 10 janvier.

COURREVOIE. Peintures-merveilles, créations d'aujourd'hui. Musée Roybet-C. Fould, 178, boulevard Saint-Denis (43-33-30-73). Jusqu'au 4 janvier.

LA DÉFENSE. Vitrail lumière. Galerie de l'Esplanade. Jusqu'au 4 janvier.

FRESNES. Mémoires de 36. Ecomusée, 41, rue Maurice-Témine (46-68-08-05). Entrée gratuite. Jusqu'au 6 avril 1987.

IVRY. Vitrail. Studio C.R.E.D.A.C. Galerie Fernand Léger, 89 bis et 93, avenue

Georges-Gonnet (46-70-15-71). Jusqu'au 25 janvier.

JOUY-EN-JOSAS. 1961-1966. Peintures et sculptures espagnoles. Fondation Carrière pour l'art contemporain (39-56-46-10). Jusqu'au 3 janvier.

MELUN. Le vitrail, espace de lumière. Musée de Melun. Maison de la Vicoité (46-39-17-91). Jusqu'au 31 janvier.

NEUILLY-SUR-MARNE. L'arachide. Art brut. Château Guérin, 39, avenue du Général-de-Gaulle, RN 34 (43-08-82-35 - 43-08-82-73). Sam., dim., jours fériés de 11 h à 18 h ; mar., jeu. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 janvier. Michel Hernandez. Jusqu'au 15 janvier.

PONTOISE. Hommage à Serge Charbonne. Patchworks d'aujourd'hui. Jusqu'au 22 février. Musée de Pontoise, 4, rue Lemaire (30-38-02-40). Horriblement ressemblant (Les Officiers vu par André Malraux). Musée Pissarro, 17, rue du Château (30-32-06-75). Jusqu'au 28 février.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. La Lézarde d'avant l'Histoire. Musée des antiquités nationales (34-51-53-65). Jusqu'au 23 février.

En province

BORDEAUX. Wolfgang Laib. Art minimal II. Musée d'art contemporain. Entrepôt Laub. Rue Foy (56-44-16-35). Du 12 décembre au 22 février.

CARCASSONNE. Rencontres France-Corée. 10 + 10 Peinture. Musée des Beaux-Arts, 1, rue de Verdun (68-47-80-90). Jusqu'au 5 janvier.

CHARTRES. Jochem Gers. Œuvres sur papier photographique 1983-1986. Musée

des Beaux-Arts, 29, rue du Cloître-Notre-Dame (37-36-41-39). Jusqu'au 19 janvier.

GRENOBLE. Magellan : ardoises ; Ange Leccia : collages. Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun (76-54-09-82) ; Pistoletto : le temps du miroir : Une garde. Centre national d'art contemporain. Magasin, place Bouchayer-Viallet, 155, cours Barrat (76-21-95-84). Jusqu'au 11 janvier.

LILLE. Matières, peintures et dessins de musée. Pouchkin et du musée de l'Ermitage. Place de la République. De 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 5 janvier 1987.

LONS-LE-SAUNIER. Peintures murales sur papier amate. Hôtel de ville, place Perrand (84-47-26-93). Jusqu'au 5 janvier.

MARCO-EN-BARBÈUL. Le groupe de Roubaix (1946-1966). Fondation Septentrion (20-46-26-37). Jusqu'au 30 janvier.

MARSEILLE. Monticelli. Jusqu'au 4 janvier ; Bernard Fauchon : un seul blanc. Jusqu'au 11 janvier. Centre de la Vieillesse-Christé, 2, rue de la Charité (91-54-77-75).

MULHOUSE. Marc Ribaud, photographie ; Robert Capa, photographes. Galerie A.M.C., 7, rue A.-Engel. Jusqu'au 1^{er} février.

NANCY. Gravures. Dessins originaux et du Cabinet des dessins et estampes. Musée des Beaux-Arts, place Stanislas. Jusqu'au 2 mars.

NEMOURS. « Comme Archéologie ». Shavne Nell et Jean-Paul Kitchener. Musée de la Préhistoire, avenue de Salligraf (64-28-40-37). Du 6 décembre au 28 février.

NICE. François Dillmer. Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola (93-30-83-87). Jusqu'au 9 février ; Hommage à l'ère Chert. Exposition-éventuelle. Aca-polis, 1, Esplanade Kennedy (93-92-83-00). Du 15 décembre au 4 janvier.

ORLÈANS. Manfred Paul. Photographies. Musée des Beaux-Arts, 1, place de la République (38-47-39-23). Jusqu'au 14 janvier.

SAINT-QUENTIN. Christoforo. Musée Antoine Lécuyer, 28, rue A.-Lécuyer. Jusqu'au 12 janvier.

TOULON. Charles de Tournemine. Du 16 décembre au 15 mars ; Daniel Meyer. Du 16 décembre au 15 février. Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-54).

TOURCOING. Astor de l'Exposition internationale des industries textiles. Jusqu'au 24 janvier. Musée des Beaux-Arts, 2, rue Paul-Doumer (20-25-38-92).

TOURS. Trésors du mécène. Musée des Beaux-Arts, 18, place François-Sicard (47-05-68-73). Jusqu'au 15 janvier. R.O.B. Mallet Stevens. Architecture, mobilier, décoration. Centre de création contemporaine. Rue Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 1^{er} février. Les 20 ans de P.A.R.M. Musée des Beaux-Arts, 18, place F. Sicard (47-05-68-73). Jusqu'au 4 janvier.

VILLENEUVE-D'ASCQ. Chânes. La légende des 84/86. Musée d'art moderne, allée du Musée. Jusqu'au 7 décembre. Six peintures contemporaines. Musée d'art moderne (20-05-42-46). Jusqu'au 4 janvier.

VILLEURBANNE. Daniel Buren. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 15 février.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 31 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 Théâtre : Turlututu. Comédie de Marcel Achard. Mise en scène Jean-Paul Caillet.
22.10 Ballet : Black and blue. Mise en scène de Claudio Segovia et Hector Orozco.
23.40 Soirée révéillon : Bonne année la France. Des quatre coins du monde, les vedettes de la Une et celles de RFO envoient leurs vœux : clips, chansons, rencontres.
2.00 TSF (télévision sans frontières) : Hit parade.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.35 Variétés : Certain Leeb show. Les comédies du music-hall. Michel Leeb passe en revue les aventures et les gags que les artistes peuvent vivre en coulisse ou sur scène.
22.00 Musique au cœur : Offenbach. Présenté par Eve Ruggieri, entourée de Régine Crespin, Jane Rhodes, Danièle Baret, Georges Pretre, Jérôme Savary, Mikail Rudy, Jean-Philippe Laffont et Alain Duhamel.
23.45 Ici, on réveillonne. Émission de Philippe Borel.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Le jeudi 1^{er} janvier 87
à 11 h 44 sur FR 3
Les Editions Gallimard
vous ouvrent la porte
du 5, rue
Sébastien Bottin.

- 20.30 Divertissement : Magic Island.
22.00 Journal.
22.25 Variétés : C'est aujourd'hui demain. Émission de Guy Lux.
1.00 Cinéma : The Harvey Girls ■
Film américain de George Sidney (1946).

Jeudi 1^{er} janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14.05 Feuilletton : La petite maison dans la prairie.
14.55 Croque-vacances.
15.25 Quarté à Vincennes.
15.35 Croque-vacances (suite).
16.20 Document : Jacques, Jean-Claude, Pierre et le loup.
Cinéma : Elzén. La rencontre de deux hommes, de deux univers musicaux, les répétitions, les tensions, les bonheurs.
17.15 Feuilletton : L'appel de l'or.
18.25 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 La vie des Bontés.
19.10 Feuilletton : Santa Barbara.
19.40 Coccinoboy.
20.00 Journal.
20.30 Cinéma : La Belle et l'Empereur ■
Film allemand d'Axel von Ambesser (1959). Pendant le congrès de Vienne en 1815, une jolie courtisane marquée avec le scar de la peste pour rendre son amoureux jaloux. Roman viennois.
22.05 Ballet : Carolyn Carlson. Still Waters.
Mise en scène Carolyn Carlson au Théâtre de la Ville de Paris.
23.00 Paris-Dakar.
23.05 Journal.
23.20 Descriptions futures.
23.35 Cinéma : La Dame de Monsoreau ■
Film français muet de René Le Somptier (1923). 1^{re} partie.
Une jeune femme, qui a épousé par reconnaissance un grand veneur de val (Hervé), s'empare d'un autre homme. Scènes colorées au pochoir. Une curiosité.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.35 Cinéma : Soldat Duroc, ça va être ta fête □
Film franco-italien de Michel Gérard (1975).
15.00 Récré A2.
15.50 Cinéma : Mayerling ■
Film franco-allemand de Terence Young (1968). Avec Catherine Deneuve, Omar Sharif, Ava Gardner, James Mason, Geneviève Page.
Sompresse reconstruction de Vienne et de sa cour impériale à la fin du dix-neuvième siècle pour les amoureux légendaires de l'archiduc Rodolphe et de Marie Victoria.
18.00 Les Trophées d'Antenne 2, 1986.
Émission animée par André Chapatte et Gérard Holtz. Avec Jeanne Mas, Lio, Bernard Lavilliers, Patrick Bruel, Étienne Daho.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : La Guerre des étoiles ■
Film américain de George Lucas (1977).
Un jeune paysan qui a découvert un message codé dans un robot part, avec un vieux chevalier, à l'assaut d'un empire galactique dirigé par des tyrans, et délivre une princesse. Mythologie du bien et du mal, aventures incroyables, stupéfiantes effets spéciaux. L'événement.
22.40 Le Sottisier nouveau est arrivé.
Des chutes de films, des erreurs techniques (ou professionnelles) : fous rires de journalistes, décors qui tombent, etc.
23.40 Variétés : Paradis latin.
0.35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 Série : Les contes savoureux d'Auvergne.
14.15 Laury et Hardy.
14.30 Cinéma : le Sottisier de fort Humboldt ■
Film américain de Tom Gries (1975).
Un assassin en état d'ivresse même - à surprise ! une enquête pleine de dangers, à bord d'un train enroulé à Fort Humboldt un détachement de cavalerie. Excellent western.

Une jeune fille vient dans un village de l'Ouest pour se marier. Pétillante comédie musicale avec étonnantes compositions en couleurs, et Judy Garland.

CANAL PLUS

- 20.30 Les triplés. 21.00 Cinéma : Mariage royal ■ film américain de Stanley Donen (1950), avec Fred Astaire, Jane Powell, Peter Lawford, Sarah Churchill, Keenan Wynn, Albert Sargent (v.o.). 22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Pizzicato et Mésaoud □ film français de Christian Gion (1985), avec Aldo Mascione, Beth Todd, Sidney Dorell, Valentina Grassi, Alberto Maccione. 0.25 Cinéma : Sahel Poul, s'il te plaît ! □ film américain de Sergio Corbucci (1981), avec Bud Spencer, Terence Hill, John Fajola, Laila Benazzet, Sal Borgese. 1.50 Documentaire : Les robes de strip-tease. 2.30 TSF : Implosion trois. 4.05 Cinéma : les Misérables ■ (1^{re} partie). Film français de Jean-Paul Le Chanois (1977), avec Jean Gabin, Bernard Blier, Danièle Delorme, Fernand Ledoux, Bonny, Elfrida Florin. 5.30 Cinéma : les Misérables ■ (2^e partie).

LA « 5 »

- 20.30 Série : Supercopier. 22.10 Série : Mike Hammer. 23.05 Variétés : Les sexy vases. 23.40 Surprise. 0.45 Série : Supercopier. 2.20 Série : Mike Hammer.

TV 6

- 20.30 Séries. 0.00 Cinéma : Rock, rock, rock ■ film américain de Will Price (1956), avec Tuesday Weld, Mau Fred.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Pour ainsi dire, avec Pierre Berton et Ghislain Luce, deux poètes de l'humour et de l'ironie. 21.30 Musique : Faltes comme chez vous. Des Beatles aux Chats sauvages, Eddie Cochran, Bob Dylan... Textes de Proest, Borges, Virginia Woolf... 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Le vin. 0.00 Vortex de M. Roland Faure, PDG de Radio-France. 0.10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Les étoiles d'Orphée. En direct du studio 105 de Radio-France : Ludmila Kovatcheva, Esther Lemaudier, Irène Kudela, Gérard Buquet, Mel Culbertson, Michel Lethiec... à 22.00, Réveillon avec Offenbach, en direct de l'Opéra et en simultané avec Antenne 2, avec l'orchestre du Théâtre national de l'Opéra. 24.00 Soirée de fin d'année. Denise Babin, Denise Delorme, Fernand Ledoux, Bonny, Corinne Delaport, Pierre-Yves Artaud, Jean-Patrick Broeze, Abdel Rahmane El Bacha, Philippe Müller, Vincent Pasquier, Laurent Verney... et, au cours de la nuit, la Maîtrise de Radio-France, François Leroux, Ensemble A sei voci, le Quatuor Rossini, Philippe Leroux, Jean-Christophe Besset, Chantal de Breda, Philippe Hertz, Brigitte Rappier, Ivry Gitlis, Jean-Louis Bindi, Yvonne Boukoff, Maurice Baquet...

16.00 Feuilletton : Quentin Durward.

- 17.00 Bonne année B.D.
18.00 La 3 se met en 4.
Émission de Jacques Maillot. Avec Dominique Sarda, Gabrielle Lazure, Geneviève Guichemy...
19.55 Dessin animé : Les entrecuiches.
20.00 Variétés : Tous en piste.
Edwige Antier, les Forbans, Corinne Charby, C. Jérôme, Kimera.
20.30 Cinéma : l'Alte ou la cuisine ■
Film français de Claude Zidi (1976).
Un prince de la restauration en guerre contre un grand patron de la restauration industrielle. Beaucoup d'argent pour des gags étirés.
22.15 Journal.
22.40 Variétés : Nuits brésiliennes.
23.40 Prétende à la nuit.

CANAL PLUS

- 14.00 Cinéma : Frankenstein Junior ■ film américain de Mel Brooks (1974). Avec Gene Wilder, Peter Boyle, Marty Feldman, Madeline Kahn, Cloris Leachman, Teri Garr.
16.00 Cinéma : Pizzicato et Mésaoud □ film français de Christian Gion (1985). Avec Aldo Mascione, Beth Todd, Sidney Dorell, Valentina Grassi, Alberto Maccione.
17.25 Série : Triangle ou bernardine. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Variétés : Star 50. 18.15 Jeu : Les affaires vont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 17h30. Spécial Chose. 19.55 Flash d'informations. 20.05 Star 50. 20.30 Les triplés. 20.35 Cinéma : l'Étranger ■ film français de Claude Miller (1985). Avec Charlotte Gainsbourg, Bernard Lelout, Jean-Claude Braly, Clotilde Reaud, Jean-Philippe Écoffey. Une fille de treize ans mal dans sa peau, rencontre une pianiste prodige de son âge et se croit devenue son impréario. Claude Miller a écrit tous les piges, tous les rétroscops, sur l'adolescence, sa nuit en scène est subtile, et Charlotte Gainsbourg vit son rôle. Prix Delfin 1985. 22.05 Flash d'informations. 22.15 Série : Espion à la mode. 23.05 Cinéma : Éléments de crime ■ film français de Luc Béraud (1984). Avec Michel Elie, Me Me Le, Emmanuelle Béart, Jérôme Bell, Proest Lardoff Rye, Astrid Henning-Jensen (v.o.). 0.50 Téléfilms : Le couvent de la dernière chance. 2.20 Magazine : Hollywood stars.

LA « 5 »

- 14.10 Série : Supercopier. 15.40 Série : Tension mécanique. 16.35 Série : Chose. 17.25 Série : Star 50, fait-moi peur. 18.15 Série : K 2000. 19.05 Série : Happy Days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Cinéma : Le facteur nous tombe dans les bras ■ film américain de Bob Rafelson (1981), avec Jack Nicholson. Dans l'Amérique des années 30, un homme séduit la femme d'un gangster. Cette nouvelle adaptation du roman de James Cain, violente et impudique, transforme l'héroïne (Jessica Lange) de garce débauchée en amoureuse. 22.10 Série : Mike Hammer. 23.10 Série : Lou Grant. 0.25 Série : Mike Hammer. 1.20 Série : Star Trek.

TV 6

- 14.00 6 Toile. 17.00 Système 6. 18.50 NRJ 6. 19.40 Série : Max la meute. 20.10 Feuilletton : Le temps des copules. 20.30 Cinéma : A Fest de Samarra ■ film américain de Budd Boetticher (1953), avec Jeff Chandler, Marilyn Maxwell, Anthony Quinn. Des hommes venus exploiter une mine d'or dans une île d'Indonésie se heurtent à l'hostilité d'un chef indigène. Aventures exotiques en série R. 21.50 6 Toile.

FRANCE-CULTURE

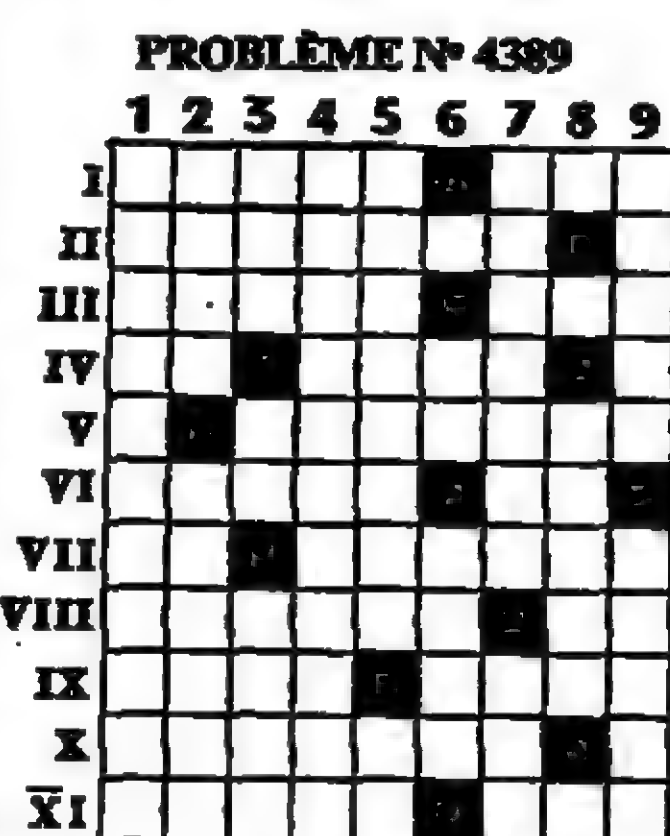
- 20.30 La robe de chambre bleue, de Nicole Mahieux et Simone Desperrier. 21.30 Musique : Émission-antenne, le magazine des musiques électroniques. Élan 1986 : Typique sorcier : Lettre d'Amérique. 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment. Le vin. 0.10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 19 juin à Rouen). The battle of seville, de Saeverdij ; Pour symphonie (extraits), de Grieg ; L'oiseau de feu, de Stravinski ; Symphonie n° 2, en ut mineur, op. 17, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo, dir. Maria Jansson. 22.30 Les robes de France-Musique. Yvonne Leblond raconte... à 23.08, Le bout, le grès et les autres ; à 24.00, Pour le plaisir ; à 1.00, Poissons d'or.

Informations « services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Tue lentement ceux qui la font et beaucoup plus vite ceux qui la reçoivent. Sujet de bien des lamentations. — II. Avec elle, on peut parfois s'entendre. — III. Facteurs de crise. Partition ou répartition. — IV. Négation. A cours chez Mobutu. — V. Agissement d'un faisan maléfaisant. — VI. Apostrophe ou chapitre. Ciné. — VII. Partie de belote. Protecteur ayant un lien avec la marquisse. — VIII. Retrouva des lieux familiers. Participe passé. — IX. Gagnerai un point. Ayant un domicile fixe. — X. Nécessité dans des lieux obscurs. — XI. Cours étranger. Symbole de liberté.

VERTICALEMENT

1. Tirer quelques subsides grâce à de bonnes combinaisons. — 2. Entre le couvert et le découvert. On la donne à des gens qui s'en passeront bien. — 3. Profonde quand elle est haute. Temps. Rien ne l'empêche de voir les choses en grand. — 4. Division. — 5. Un théâtre pour Shakespeare. Article. — 6. Il est repris par celui auquel on l'a donné. Contient toujours de l'eau ou épisodiquement, selon le genre. — 7. Faisan migrateur. Siéra. — 8. Elles sont parfois boursées d'idées. — 9. Dépositaire. Exécuteur d'un ordre que lui interdit un certain commandement.

Solutions du problème n° 4388

Horizontalement
I. Testament. — II. Carrière. — III. Armure. — IV. Bi. Un. Sal. — V. Strate. N.S. — VI. Tes. Ethos. — VII. Vase. Ne. — VIII. Maintien. — IX. Viandes. — X. Croit. — XI. Bien. TTC.

Verticalement
1. Abstinence. — 2. Ecrite. Cl. — 3. Sem. Revivre. — 4. Trava. Anion. — 5. Ab. Intestat. — 6. Mer. Eteint. — 7. Etes. Edit. — 8. Né. Annoncet. — 9. Hissé.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 29 et mardi 30 décembre 1986 :

- DES LOIS
● N° 86-1307 du 29 décembre 1986 relative à la famille.
● N° 86-1308 du 29 décembre 1986 portant adaptation du régime administratif et financier de la Ville de Paris.

DES DÉCRETS
● N° 86-1309 du 29 décembre 1986 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence.
● N° 86-1316 du 26 décembre 1986 modifiant le décret n° 82-955 du 9 novembre 1982 pris en application de l'article L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation et fixant la liste des charges récupérables.

UN ARRÊTÉ
● Du 26 décembre 1986 fixant le taux de la taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes pour 1987.

EN BREF

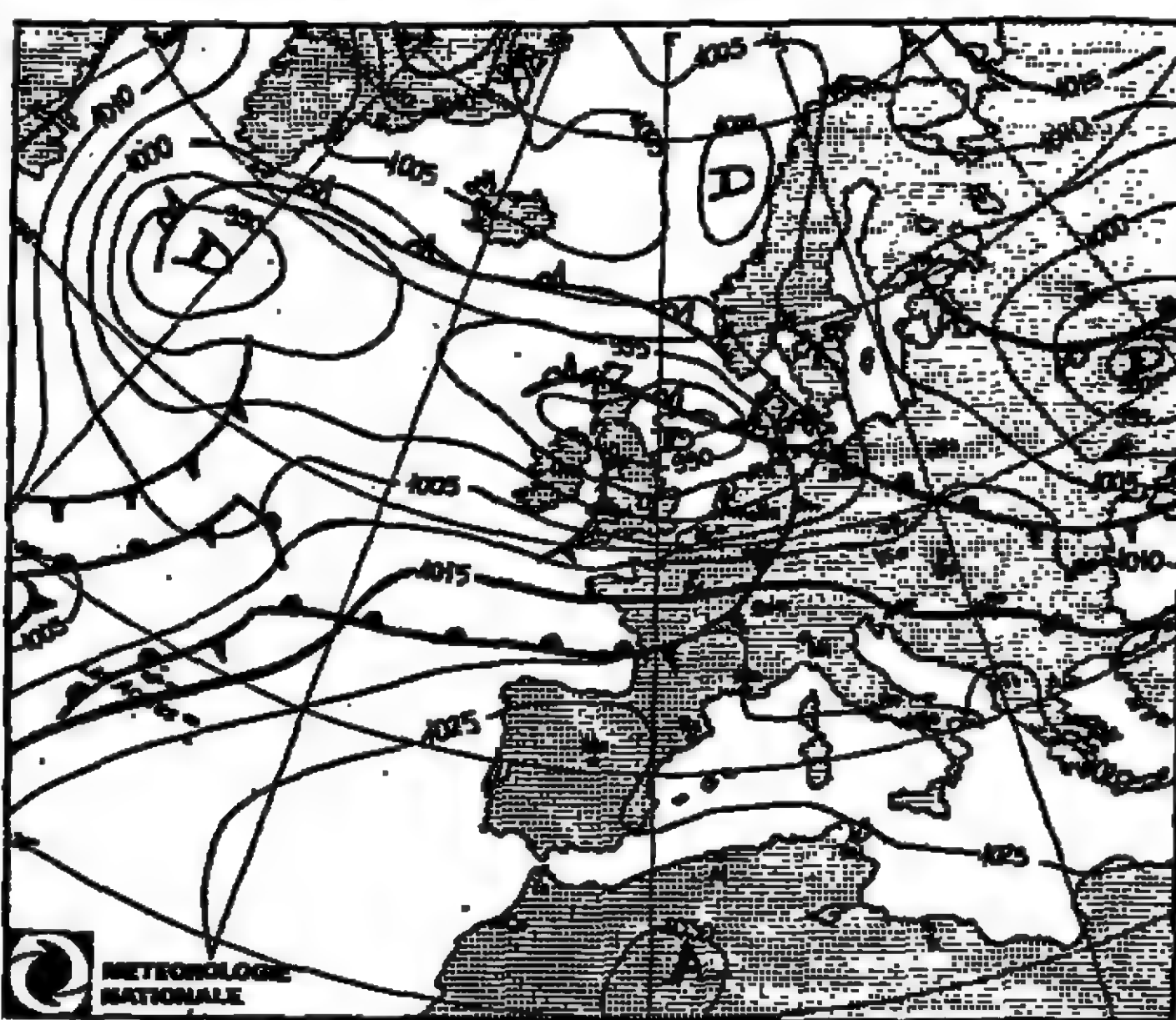
● JEUNES : classes des villes et classes des champs. — Les classes de neige et les classes vertes sont entrées dans les habitudes. Trois foyers internationaux d'accueil de la région parisienne (agréés par le ministère de la jeunesse et des sports) proposent aux jeunes Français et étrangers des « classes de ville » qui leur permettent de découvrir Paris, ses musées, ses monuments, son histoire, son urbanisme.
● Renseignements : FIAP-Evry 4, les Passages 91000 Evry. Tél. : 60-77-91-20 ; FIAPAD, 19, rue Salvador-Allende BP 631 92006 Nanterre. Tél. : 47-25-91-34 ; FIAP, 30, rue Cabanis 75014 Paris. Tél. : 45-89-89-15.

SUR MINTEL

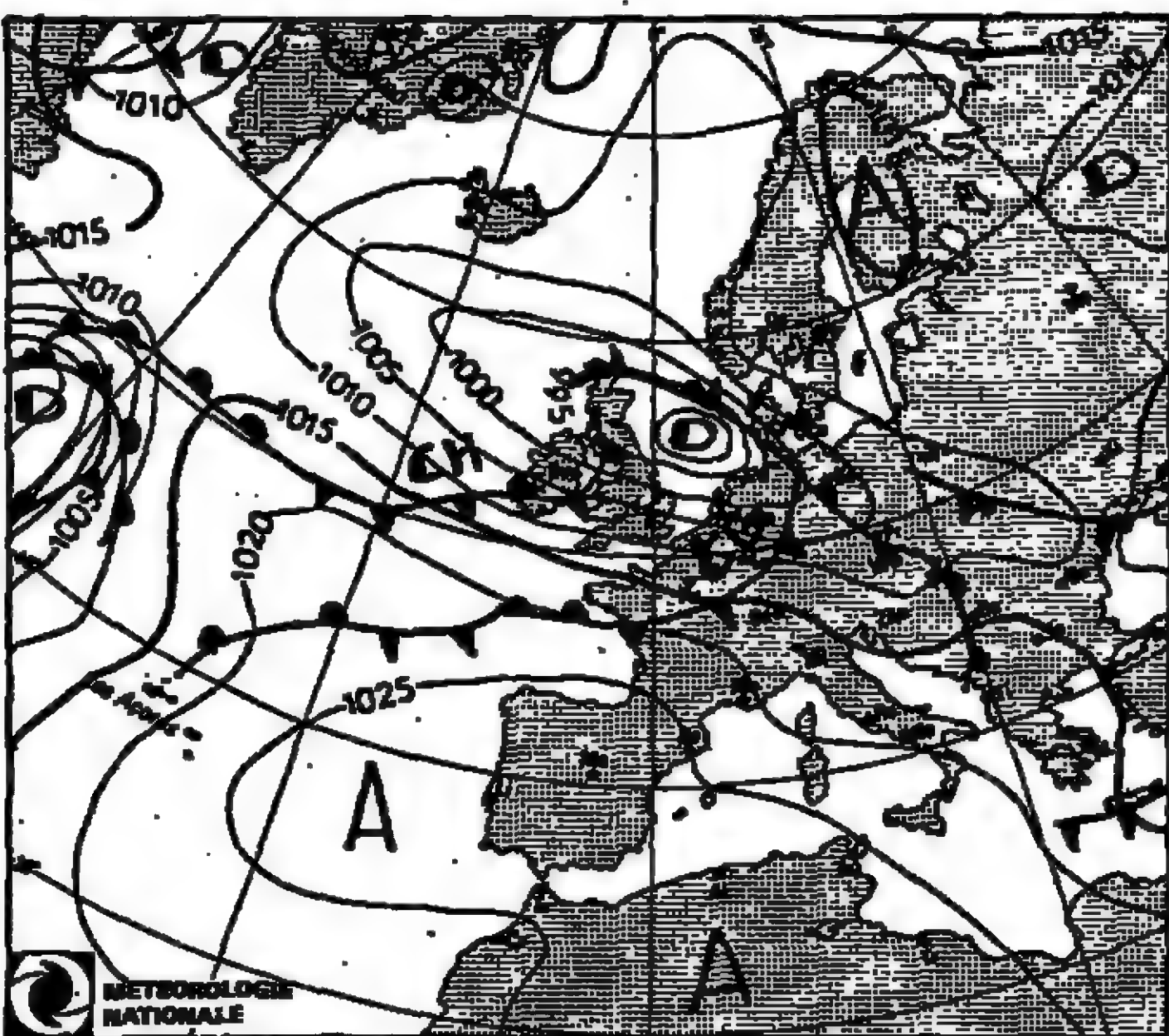
Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, provinces, étranger
36.15 Tapes LEMONDE puis METEO 6'.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 DÉCEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 JANVIER À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 31 décembre à 0 heure et le jeudi 1^{er} janvier à 24 heures.

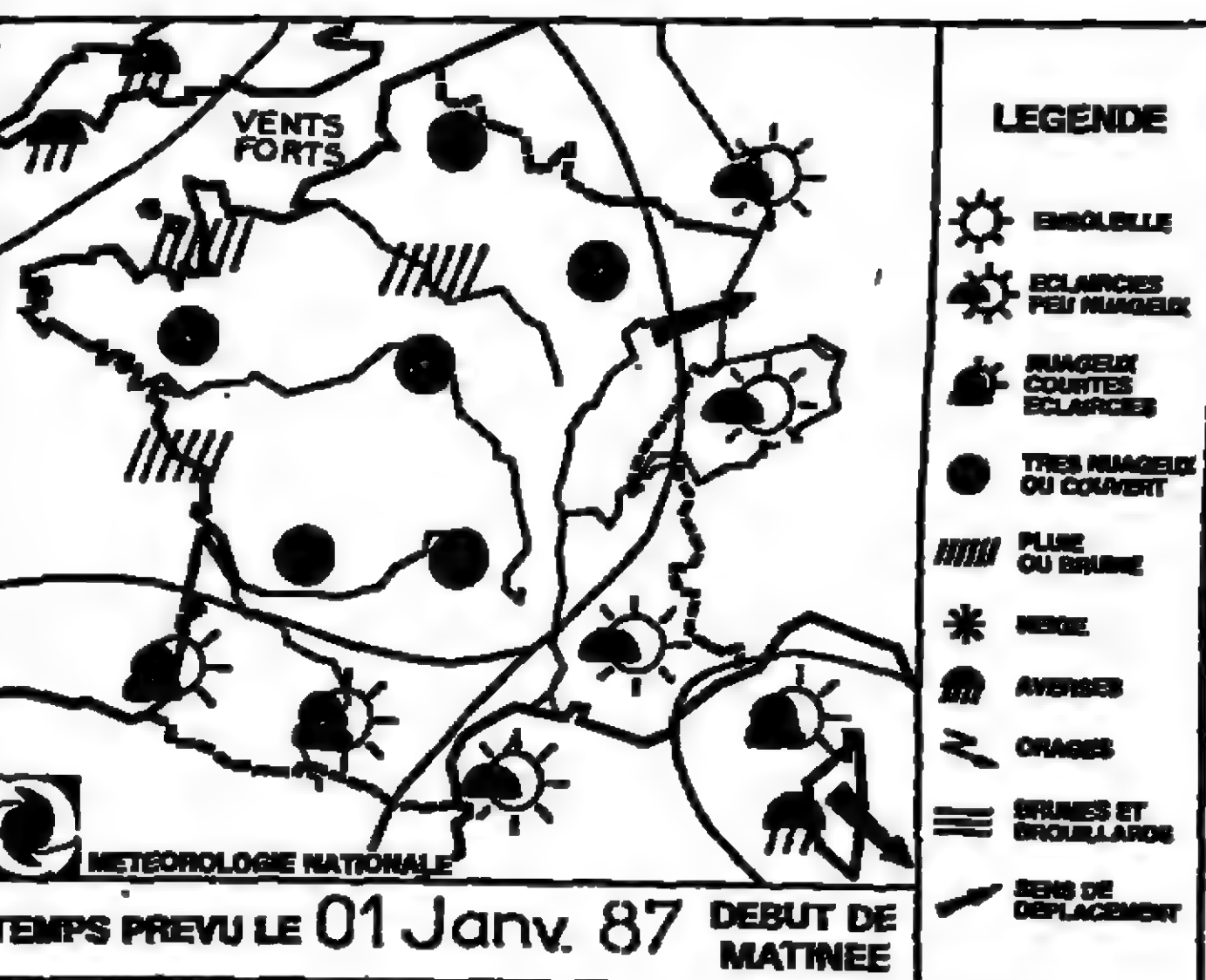
Les dépressions et perturbations océaniques circulent sur l'Atlantique et l'Europe occidentale donnent un temps doux et humide. Les hautes pressions méditerranéennes affaiblissent en descendant vers l'Afrique du Nord.

Jeudi : temps couvert le matin avec des pluies éparpillées au nord de Bordeaux/Lyon. Plus au Sud ciel variable avec nuages et éclaircies. Les températures restent entre 7 et 9 degrés dans la

zone pluvieuse au lever du jour et baissent jusqu'à 3 et 5 degrés sur le Midi.

Dans la journée, sur les régions méditerranéennes, temps magneux avec quelques éclaircies mais sans pluie. De la Bretagne à la Normandie, après un renforcement des pluies en début d'après-midi, des éclaircies se développeront en fin de journée. Le vent d'ouest soufflera assez fort en Manche.

Sur toutes les autres régions, persistance du temps couvert et pluvieux. Les températures maximales seront comprises entre 10 et 15 degrés du Nord au Sud.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 30-12 à 6 h TU et le 31-12-1986 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	10	8	D	LOS ANGELES	23	10	C
AMCZ	14	2	D					
MARITIME	13	9	P					
BORDAUX	13	9	P					
PARIS	9	8	P					
LYON	12	9	N					
CAEN	12	9	A					
CHARENTAIS	11	9	A					
CLERMONT	12	9	C					
BOULON	10	7	C					
CHARENTAIS	1	-1	C					
LYON	10	8	A					
LYON	7	2	C					
LYON	7	2	C					
MARITIME	13	9	N					
NANCY	10	7	A					
NANCY	12	8	N					
LYON	13	9	D					
PARIS	11	9	C					
PARIS	7	4	C					
PARIS	16	4	D					
PARIS	12	8	A					
PARIS	12	7	C					
PARIS	10	7	A					

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

مكتبة الأمل

Les conflits sociaux

La CGT appelle à une grève à EDF le 6 janvier

Le climat demeure toujours aussi tendu à la SNCF, où la première séance de discussion au sein de la commission mixte du statut n'a pas suffi pour décompresser l'atmosphère. Les grévistes continuent à réclamer le retrait du projet de grille. Ce sujet devait être examiné avec les syndicats le mercredi 24 décembre, par M. François Lavondès, le médiateur désigné par M. Jacques Douffle, ministre délégué chargé des transports.

Sur l'ensemble du réseau ferroviaire, le trafic a atteint 30 % en moyenne. La gare de Nord est toujours bloquée, mais les incidents ont été moins nombreux que la veille, quand la direction avait tout fait pour démontrer l'existence d'une « très nette amélioration ». Des points sensibles sont toutefois apparus, notamment à Belfort, à Mulhouse et à la gare de Lyon à Paris, où les CRS sont intervenus assez violemment. La direction régionale de Lorraine faisait état de « sabotage » et des policiers ont accompagné les rames du Métrolor, entre Nancy et Metz. A Rennes, les syndicats ont annoncé qu'aucun train ne pourrait circuler en Bretagne, même pour le service minimum. A Clermont-Ferrand, le train pour Paris n'a pu partir à la suite d'un « avarie » sur la locomotive.

La journée du 30 décembre a également été marquée par des manifestations organisées par la CGT, celle de Paris rassemblant environ 3 500 personnes. Partir de la gare Saint-Lazare, le cortège devait se disperser rue de Badapest, devant le lieu de la réunion de la commission mixte. Les participants étaient essentiellement des cheminots et des cégétistes, la CFDT étant faiblement représentée, tout comme les délégations extérieures au conflit. Dans la cour de Rome, M. Georges Lanoue, secrétaire général de la fédération des cheminots CGT, avait consacré une partie de son discours aux coordinations syndicales. « Nous n'avons rien à cacher et, par conséquent, nous n'avons pas à être surveillés », affirme-t-il en expliquant l'attitude de certains cheminots : « Ils ont pour le moins quelques doutes sur la solidité et la volonté de leurs organisations à défendre leurs intérêts. On les comprend, mais ça ne concerne pas la CGT. » Il assure ensuite que seule la CGT s'était engagée « à ne rien conclure, à ne rien décider sans que les cheminots se soient démocratiquement prononcés ».

● A EDF-GDF, la fédération CGT de l'énergie a annoncé une « première » journée de grève pour le

6 janvier. Les quatre autres fédérations (CFDT, FO, UNCM-CGC et CFTC) avaient lancé un « ultimatum » pour la journée du 5 janvier. Dans la soirée un communiqué commun à ces quatre fédérations affirmait que les directions générales d'EDF et de GDF proposaient une séance de négociation salariale pour le 6 janvier à 18 heures. Les précédentes négociations s'étaient achevées le 11 décembre par un constat d'échec.

● A CARMAUX (Tarn), le 30 décembre, où il se sont tenues depuis vingt-huit jours, les mineurs ont voté à main levée la poursuite de leur mouvement pour obtenir des garanties d'emploi sur le site alors que le puits doit fermer. L'entreprise de la veille au ministère de l'Industrie n'a pas calmé les esprits. Malgré les assurances données par la direction des Charbonnages et expliquées par l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, CGC et FO), les mineurs estiment qu'ils doivent maintenir leur pression en vue des négociations qui doivent s'ouvrir le 5 janvier. Dans l'après-midi, la fédération CGT du sous-sol estimait dans un communiqué que les propositions avancées par la direction « constituent un premier pas mais sont encore largement insuffisantes ».

● DANS LES ARSENAUX, la fédération CGT des travailleurs de l'Etat a annoncé, le 30 décembre, qu'elle avait déposé un préavis de grève à compter du 5 janvier. Là aussi la CGT proteste contre le blocage des salaires et contre la nouvelle grille des salaires.

● DANS LES PORTS, le conflit, entretenu par la seule CGT, se poursuit. La réunion, le 30 décembre, entre M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer, et M. François Lagain, secrétaire de la Fédération CGT des marins, n'a pas donné de résultats concrets, même si, selon les deux parties, « il n'y a pas d'obstacles insurmontables à une négociation ». La grève continue de faire sentir durement ses effets à Dieppe (où le trafic transmanche est bloqué), à Brest, à Bordeaux et surtout à Marseille. La Société nationale Corse-Méditerranée a dû mettre en place un pont aérien pour acheminer ses passagers vers l'île de Beaufort.

Tandis que la CGT appelle l'ensemble des salariés des zones portuaires à exprimer leur « solidarité active » avec les marins, les officiers du syndicat autonome et de la CGC ont lancé l'idée d'une « négociation sans aucune exclusive et sans préalable ».

SNCF : des négociations à peine ébauchées

La trentaine de membres de la commission mixte du statut (représentant les sept organisations syndicales, la direction de la SNCF et les ministères des transports, de l'économie et des affaires sociales) n'ont pas vraiment engagé les négociations le mardi 30 décembre dans l'après-midi. Six organisations syndicales sur sept — la CGC faisant bande à part — sont favorables au retrait du projet de grille de salaires qui n'est pour l'heure que suspendu. La CGT, la CFDT et FO en ont fait un préalable à toute avancée dans la négociation afin d'établir un relevé de conclusions, qui, présenté dans les assemblées générales de cheminots, puisse servir de base à une reprise du travail.

Dès son ouverture, la réunion qui n'était officiellement prévue que pour parler des conditions de travail, était condamnée à l'impasse. Les syndicats voulaient discuter de la grille « au mérite » alors que la direction de la SNCF s'estime pratiquement désaisie de ce dossier depuis qu'il a été transmis au « médiateur » — l'intermédiaire, disent les syndicats — M. Lavondès qui a théoriquement obtenu carte blanche du gouvernement sur ce sujet. Le dialogue de sourds était inévitable.

Au bout de quatre heures, MM. Georges Lanoue, secrétaire général de la fédération des cheminots CGT, Yves Tasserre, secrétaire général de la fédération CFDT, et M. Jean-Jacques Carmatran, secrétaire général de la fédération FO, accompagnés de son adjoint, quittaient la séance, non pour rompre les discussions, mais en signe de protestation contre le refus de la direction de retirer la grille. « Nous avons la volonté de voir réglé l'ensemble du dossier », expliquait M. Lanoue. Nous ne refusons pas de rencontrer M. Lavondès mais nous sommes opposés à la manœuvre qui consiste à décaler en touche, de la part de la direction et du gouvernement. Les syndicats ont ainsi souhaité être repus tous ensemble par M. Lavondès avant de reprendre — en principe à 15 heures mercredi — les travaux de la commission mixte du statut.

Après le départ des trois secrétaires généraux — les délégations étant restées sur place —, les discussions ont repris sur les conditions de travail. Les uns après les autres, les syndicats ont exposé leurs revendications — autour d'une « meilleure application des trente-cinq heures, d'une augmentation des repos les

dimanches et les jours de fête et d'une répartition nouvelle des conduites de nuit » — que la direction s'est bornée à écouter avant de suspendre les travaux à 21 h 30. M. Descontour, directeur général adjoint de la SNCF chargé des affaires sociales a indiqué qu'il ferait des « propositions concrètes » le 31 décembre.

L'issue des négociations est cependant totalement conditionnée par la question d'un éventuel retrait de la grille. La direction est consciente qu'il faut parvenir à un règlement global, les revendications sur les conditions de travail n'arrivant qu'au second plan derrière la grille. Elle se déclare prête à recevoir des discus-

sions avec les syndicats sur cette grille après que M. Lavondès aura tout « remis à plat », suivant la mission qui lui a été confiée. Dans l'immédiat, il s'agit pour elle de laisser agir « l'intermédiaire ». « On ne peut pas, dit-on à la direction, lui reprendre sa mission alors qu'elle vient de lui être confiée. Ce serait comme si donnant 1 million à

quelqu'un, on s'empressait de le lui reprendre aussitôt. » Elle espère que les réunions avec M. Lavondès permettront d'éclaircir le débat afin que des négociations puissent s'engager sur les conditions de travail. Les propositions seront précises sur ce point, mais supposent de nouveaux gains de productivité. Les ryalants de la SNCF ne font que 33 000 kilomètres/an contre 110 000 kilomètres/an pour les routiers.

Lors de la réunion de mardi, la CFDT a demandé à la direction d'abandonner sa « philosophie » du mérite — ce qui est interprété par celle-ci comme une surenchère — en essayant de rechercher une subtile porte de sortie entre la « suspension » de la grille décidée et le renouveau total à toute modification. L'idée serait d'aboutir à un abandon de la philosophie du mérite tout en acceptant un aménagement de la grille actuelle. La CFDT serait ainsi prête à admettre la création d'un indice supplémentaire afin qu'il y ait un « chevauchement » entre les différents niveaux de qualification. Une voie bien étroite qui rend, dans l'immédiat, encore faibles les chances de compromis.

MICHEL NOBLECOURT.

M. Lavondès, intermédiaire

C'est dès mercredi 31 décembre que M. François Lavondès devra recevoir les représentants des syndicats de cheminots pour entendre leur point de vue sur le projet de grille des salaires faisant une moindre place à l'ancienneté. Car telle est bien la mission du secrétaire général du Conseil économique et social : servir d'« intermédiaire », mais pas de négociateur. « Tout l'objet de ma mission sera de savoir si sera appliquée l'ancienne grille salariale, inchangée, ou la nouvelle, inchangée », dit-il. Le ministre des transports ne lui a pas imparti de délai pour remettre ses conclusions et M. Lavondès a obtenu que le projet contesté soit sus-

pendu. Ce haut fonctionnaire manifeste le souci de tenir la balance en équilibre : « J'ai tendance à penser que le point d'aboutissement ne sera ni tout à fait le projet de la direction ni tout à fait les revendications syndicales. » Il a en fait des idées plus arrêtées. Sur ses interlocuteurs d'abord : il est « peu probable » qu'il rencontre les représentants de la coordination nationale des cheminots, réservant son écoute aux syndicats. Sur la grille elle-même : pour que son retrait soit décidé, « il faudrait démontrer qu'elle est mauvaise ». Sur la suite du conflit : « J'ai peine à imaginer que les syndicats puis-

sent subordonner la reprise du travail à un accord complet sur la grille. »

M. Lavondès continuera ses auditions vendredi. Il refusera de discuter de tout ce qui l'éloignerait de la fameuse grille et de sa mission. Que les syndicats ne lui parlent pas de paiement de jours de grève ou des conditions de travail des rouliers : il n'entendra pas. Que la fédération des usagers des transports ne lui demandent pas des indemnités pour les usagers pris en otage : il sera résolument sourd.

La grille, encore la grille, toujours la grille.

AL F.

— Cette année on me fait une fleur...



Economie

Les conflits sociaux et leurs conséquences

RATP : pas d'accord, mais des métros tout de même

La direction et les syndicats se retrouvent, le lundi 5 janvier dans l'après-midi, pour poursuivre les négociations qui ont échoué le 31 décembre. En effet, les syndicats CGT et CFDT ont jugé inacceptables les dernières propositions de M. Michel Rousselot, directeur général, améliorant de 0,2 point l'augmentation de la masse salariale 1987, portée ainsi de 2,7 % à 2,9 %. La CGT a maintenu ses mots d'ordre d'arrêt de travail pour la journée, tout comme la CFDT, et déposé un préavis de grève pour le 5 janvier.

En revanche, FO, la CFTC, les autonomes et les indépendants ont estimé qu'il existait des points positifs dans les propos de M. Rousselot. FO et la CFTC ont donc levé leur préavis de grève pour la journée de mercredi.

Du côté des conducteurs, les représentants de toutes les organisations syndicales devaient se retrouver, à l'initiative des autonomes, pour décider une action qui pourrait avoir lieu au début de la semaine prochaine. Les conducteurs autonomes, qui représentent 56 % des agents de conduite du métro, ont répondu à la proposition d'une prime mensuelle de 150 F.

La mobilisation du personnel à l'appel des syndicats s'est révélée, le 30 et le 31 décembre, relativement faible, si l'on en croit les chiffres de la direction, qui fait état de 16,3 % de grévistes parmi les conducteurs du métro, et de 25 % parmi les machinistes des bus. Dans la matinée de mercredi, le RER fonctionnait normalement ; le métro circulait à 81 %, six lignes sur treize seulement étant perturbées. Quant aux bus, le trafic était évalué à 77 % de l'ordinaire.

Les grands de la vente par correspondance tirent leur épingle du jeu

On pourrait croire a priori que les sociétés de vente par correspondance (VPC) sont parmi les plus touchées par la grève de la SNCF. Ce n'est pas tout à fait le cas, avec, bien sûr, des différences énormes selon la taille de l'entreprise ou sa spécialité.

Toutes ont dû improviser l'organisation de transports de remplacement pour les centaines de milliers de colis qui sont expédiés chaque jour. Les uns et les autres ont dû tenter de récupérer, avec des fortunes diverses, les colis enfoncés dans des wagons bloqués en gare : c'était particulièrement important, en cette veille de Noël pour les produits périssables ou plus simplement destinés aux fêtes. Les petites entreprises spécialisées dans la vente de foie gras ou de vins pour Noël ne connaissent qu'à la fin de la grève, avec le retour des colis parvenus

trop tard à destination, l'étendue du désastre.

Les moins bien loties des entreprises de VPC sont sûrement celles dont les envois se font systématiquement par le train, en raison du volume ou du poids des commandes à honorer : les caisses de vins fins ne voyagent jamais par la poste. Il aura fallu décaler le transport routier prêt à livrer dans les délais requis. Pour les colis postaux, moins de problèmes : les P et T ont dû se débrouiller avec la SERNAM, filiale routière commerciale de la SNCF qui n'est pas en grève, ou avec des routiers pour acheminer les colis. Le dommage est difficile à estimer pour ces petites entreprises dont on ne connaît ni le nombre, ni le chiffre d'affaires (l'ensemble de ce secteur regroupe environ 150 entreprises pour un chiffre d'affaires global de plus de 30 mil-

liards de francs). A fortiori, on ne peut connaître le surcoût dû aux transports de remplacement et encore moins l'ampleur des refus de colis par la clientèle.

Les grands de la VPC étaient mieux armés pour faire face à la soudaineté de la grève. La Redoute (plus de 8 milliards de francs de chiffre d'affaires) dispose, par filiale interposée - la SOGEP - de son propre système de livraison qui distribue, de façon normale, 55 % de ses 45 000 colis quotidiens. La grande majorité du reste a transité comme prévu par les P et T. Pour 15 % à 20 % du trafic, les délais de livraison auront été un peu allongés.

Les commandes ne fléchissent pas

Les Trois Suisses (4 milliards de francs de chiffre d'affaires), situés sur le réseau Nord, comme La Redoute, n'ont pas de réseau propre de distribution, mais, en temps ordinaire, le quart des commandes sont livrées par un réseau privé de transporteurs. Ce réseau a plus que doublé son activité depuis la grève. Le reste passe par les P et T.

Chez les grands, non plus, on ne connaît pas l'importance des retours éventuels, mais on ne se montre pas trop inquiet puisque la densité des commandes enregistrées par la poste, soit la moitié, le reste arrivant par téléphone ou par minitel, n'a pas fléchi.

C'est pour les petites entreprises d'alimentation de luxe, où les fêtes de fin d'année représentent facilement la moitié de l'activité annuelle, que le contrepoint risque d'être le plus sévère. Les plus fragiles d'entre elles auront sans doute du mal à le supporter.

J. D.

Le mark au plus haut à Paris

Victime des conflits sociaux, le franc continue de glisser lentement vis-à-vis du deutschemark, qui, à la veille du 1^{er} janvier, atteignait le cours record de 3,3130 F, à moins de 2 centimes de son cours plafond de 3,33 F au sein du système monétaire européen. Ce glissement s'effectue dans le calme, les marchés des changes étant très peu actifs entre les fêtes. Contrairement à son attitude lors des crises du franc antérieures, en 1981, en 1982 et en 1983, et même à l'automne dernier, la Banque de France est peu intervenue, se bornant à vendre quelques centaines de millions de marks pour freiner le glissement de la devise française : une intervention véritable implique la vente de plusieurs milliards de marks. Selon les spécialistes, l'institut d'émission attendrait le cours de 3,32 F pour réagir vigoureusement.

Dans l'immédiat, la Banque de France se borne à manier modérément l'arme des taux d'intérêt, qui se sont tenus à 8,50 % au jour le jour.

De toute façon, les marchés des changes font maintenant le pari d'un réaménagement du système monétaire européen après les élections législatives allemandes fin janvier, estimant que la RFA, avec sa santé incertaine, sera forcée de réévaluer sa monnaie. Il est à remarquer que le franc n'est faible que par rapport au mark : il monte lentement vis-à-vis du dollar et de la livre, plus faibles encore.

Le gouvernement partagé

M. François Mitterrand, qui séjournera au Fort de Brégançon dans le Var depuis le 29 décembre, devait regagner Paris le mercredi 31 décembre pour enregistrer son message de vœux du Nouvel An. Celui-ci devait être diffusé à 20 heures à la radio et à la télévision. Le président de la République devait ensuite regagner Brégançon et y passer la fin de l'année en famille.

M. Chirac, rentré du Gabon mercredi à 3 heures, a réuni à l'hôtel Matignon MM. Edouard Balladur, Pierre Méhaignerie, Jacques Douffignies, Charles Pasqua et Robert Pandrand pour faire le point du conflit à la SNCF.

« Il faut savoir terminer une grève », lance par Maurice Thorez en juin 1936, cette formule s'adresse, ordinairement, aux grévistes. Elle s'applique cette fois au gouvernement. Veut-il réellement sortir du conflit qu'il a laissé se durcir, à la SNCF, depuis treize jours, ou bien cherche-t-il encore à gagner la partie contre les cheministes rebelles à la « révolution culturelle » vantée par M. Jacques Douffignies ?

Le silence observé par les responsables gouvernementaux procède, pour une part, d'un souci de pragmatisme, qui donne sa chance à la négociation. Pour une autre part, il révèle une difficulté à formuler une ligne de conduite claire, qui fasse l'unanimité parmi les ministres et au sein de la majorité. Le conflit proprement dit se complique, ainsi, de plusieurs débats intermédiaires, au sein du gouvernement, dans la direction de la SNCF, entre les syndicats, parmi les grévistes eux-mêmes, et entre ces différents échelons.

Au centre de l'affaire se trouve le projet de nouvelle grille de rémunération des cheministes et, par conséquent, la mission confiée, sur ce sujet, à M. François Lavondès, secrétaire général du Conseil économique et social.

Reçu mardi par M. Douffignies, M. Lavondès est sorti de cette entrevue en soulignant qu'il n'a pas, à strictement parler, un rôle de médiateur et qu'il appartient à la direction de la SNCF de mener la négociation.

Cette définition de la tâche assignée à l'expert consultant est conforme à ce qu'on disait à l'hôtel Matignon. Puisque le projet de grille qui doit s'appliquer au 1^{er} janvier 1988, n'est pas retiré, mais « suspendu » ou « gelé », M. Lavondès n'est pas chargé d'ouvrir des pourparlers sur les salaires et les modes de promotion des cheministes, mais d'entendre les diverses parties et de remettre un rapport. Les dirigeants de l'entreprise nationale pourront, en tenant compte de ce document, revoir leur projet, à condition de ne pas toucher à la masse salariale, ni remettre en cause l'augmentation de la part faite au mérite, par rapport à l'ancienneté, dans les critères d'avancement.

La détermination de M. Douffignies

L'harmonie règne, sur ce point, entre l'hôtel Matignon et M. Douffignies. L'un des plus résolus parmi les ministres du Parti républicain, défenseur du libéralisme, le ministre délégué aux transports avait montré sa détermination dans le conflit qu'il avait opposé à l'ancien président de la RATP, M. Claude Quin, membre du parti communiste, puis lorsqu'il avait critiqué le statut des personnels de la SNCF. Partisan de la fermeté dans le conflit actuel, il n'entend pas renoncer à une réforme qui correspond aux vœux des cadres de la société nationale et qui tend à rendre celle-ci plus « performante ».

Ministre de tutelle de M. Douffignies, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, est d'accord avec cet objectif, mais juge qu'une telle évolution ne peut se faire sans un assentiment largement majoritaire des intéressés.

Comme il l'avait fait valoir au moment du conflit avec les étudiants et les lycéens sur le projet Devaquet, le ministre de l'équipement estime que les réformes de société ne peuvent être imposées autoritairement. Dans le cas de la SNCF, la lourdeur des structures hiérarchiques inspire aux agents des craintes légitimes, aux yeux de M. Méhaignerie, face à un système qui les rendrait davantage tributaires, dans leur carrière, de l'encadrement. Dès lors que les salaires ne sont pas en cause, il convient, selon le ministre de l'équipement, de faire preuve de souplesse sur les conditions de travail et de réinstaurer le dialogue sur les modes de promotion.

M. Méhaignerie réservé

La logique de cette position devrait conduire à ne pas « négocier » sur les conditions du dialogue et à aller jusqu'au retrait du projet de grille. M. Chirac, lundi, en a décidé autrement. Un échec de la double négociation engagée mardi et mercredi l'obligerait à revoir cette attitude. Elle rendrait indispensable, en tout cas, une intervention politique officielle, dont la responsabilité incomberait à M. Douffignies. Il semble clair, au ministère de l'équipement, que M. Méhaignerie n'assumerait pas, face à l'opinion, le fiasco éventuel d'une démarche sur laquelle il est réservé.

Le résultat provisoire de la tentative de réforme menée par M. Douffignies, avec l'appui de M. Chirac, amène à se demander, là encore, si celle-ci a été bien engagée. Rechercher un changement d'état d'esprit dans les services publics est peut-être une idée valable, mais était-il habile de commencer, et de cette façon, à la SNCF ? Cumuler baisses des effectifs et révision des carrières, c'était prendre un risque, alors que la direction de l'entreprise est divisée entre ceux qui, comme M. François Essig, le président, sont préoccupés par la médiocrité du dialogue social, et ceux qui, comme M. Jean Dupuy, sont plu-

tôt soucieux de renforcer le rôle des cadres.

Le duel du libéralisme et du corporatisme aurait été plus opportunément engagé ailleurs, ou autrement. Il conserve néanmoins ses partisans, qui comptent sur les transports de substitution, y compris militaires si besoin est, pour rendre l'épreuve de force supportable aux usagers. Il y va, à leurs yeux, du crédit du gouvernement, face à ceux qui, dans sa propre majorité, le soupçonnent d'impuissance. « Il semble aujourd'hui ne plus avancer que sur son erre », écrit M. Alain Peyrefitte dans le *Figaro* de ce mercredi et alors que le franc est attaqué sur les places financières.

Face, aussi, au président de la République, dont la position se renforce, selon les sondages, et dont les interventions sont redoutées.

L'attitude de M. Mitterrand

Obligé de faire cause commune avec M. François Mitterrand dans l'affaire tchadienne, M. Chirac a peu apprécié les informations selon lesquelles il aurait été, lors de son entretien du lundi avec le chef de l'Etat, rappelé à l'ordre par ce dernier sur la conduite du conflit de la SNCF. L'entretien, auquel a participé M. André Girard, ministre de la défense, a porté dans sa quasi-totalité sur l'aide demandée par le gouvernement tchadien. Ce n'est qu'à la fin, au moment où le premier ministre allait prendre congé, que M. Mitterrand - qui, souligne-t-on à l'hôtel Matignon, retrait d'un séjour d'une semaine en Egypte - a interrogé M. Chirac sur la grève des cheministes, en observant que le président de la République ne peut se désintéresser d'un tel problème. Le premier ministre ne l'a pas contredit sur ce point et l'a brièvement informé de la situation.

Le risque, pour M. Chirac, est que la nécessaire clarification de la position du gouvernement dans ce conflit se fasse finalement sous la pression de M. Mitterrand.

PATRICK JARREAU.

Le système D a réussi aux stations de sports d'hiver

Surprise dans les stations de sports d'hiver : les Français ont une fois de plus prouvé l'efficacité du système D et, s'adaptant les derniers TGV, hissant leurs skis dans les autocars ou plus généralement utilisant leur voiture personnelle, ils ont été peu nombreux à renoncer à leurs vacances. Il est vrai qu'une semaine aux sports d'hiver coûte cher (de 7 000 francs à 10 000 francs pour une famille de quatre personnes) et que la grève de la SNCF n'était pas considérée comme « un cas de force majeure », les skieurs ne pouvaient se faire rembourser le montant des locations. D'autre part, 25 % seulement des skieurs voyagent en train, 75 % en voiture.

Selon les professionnels, le mouvement des cheministes confirme les comportements constatés au cours des années passées : les Français ne passent plus qu'une semaine à la neige, ils préfèrent fêter Noël en famille et partir ensuite : le taux de remplissage des stations ne dépasse pas 40 % durant la première semaine de congé.

D'autre part, après quatre ans d'engagement très tardif, les skieurs attendent le dernier moment pour faire leurs réservations. Cette année, ils avaient une raison de plus de retarder leurs séjours à la montagne. Enfin, les professionnels craignent, si la grève dure, que le mois de janvier ne soit particulièrement mauvais.

A Pierre et Vacances, premier promoteur immobilier de loisirs français, on n'a constaté aucune diminution du taux de remplissage.

ni annulation, mais des encombrements significatifs sur les routes. Même constatation à Maeva-Locarev (filiale de la Compagnie internationale des wagons-lits et du Club Méditerranée) où on affirme : « La grève ne s'est généralisée qu'après les premiers départs. Les skieurs sont arrivés, dans les stations la première semaine et nous n'avons pas constaté de difficultés lors de leur retour. Maeva-Locarev reconnaît néanmoins que le nombre de semaines vendues est inférieur à celui de 1985. »

Le Club Méditerranée pour sa part n'a pas voulu prendre de risques. Tous les voyageurs prévenus par téléphone ont été regroupés dans les gares et conduits dans les stations par autocar. Seuls deux trains pour la Suisse ont été annulés. Ce sont ainsi 2 000 personnes qui sont parties la première semaine, 3 500 la seconde.

L'association des maires des communes de sports d'hiver est moins optimiste. Les élus, sous l'égide des préfetures, ont fait appel à la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR). Mais ce sont les stations les mieux desservies par la route qui se tirent sans trop de dommages de cette grève. Megève et Chamrousse ont vu arriver leurs cars. En revanche Serre-Chevalier fait état d'une baisse de fréquentation de 50 % par rapport à l'an dernier et des défections ont été enregistrées à La Clusaz.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

- DÉNOMINATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE**
Syndicat mine des transports en commun de l'agglomération grenobloise (SMIC).
Le Forum - 3, rue Malakoff - 38000 GRENOBLE
Tél. : 76-44-46-82.
- MODE DE DÉVOUTION**
Appel d'offres avec concours.
- OBJET DU CONCOURS ET PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES**
Conception et mise en œuvre de manifestations à l'occasion de l'inauguration et la mise en service de la 1^{re} ligne de tramway de l'agglomération grenobloise.
Actions de nature diverses portant sur une durée de 1 à 5 jours, notamment : fête populaire, spectacles et manifestations de toutes natures, culturelles, sportives, économiques, de vue d'attirer le plus largement possible la population de l'agglomération et de promouvoir le tramway et le service public de transport en général.
- JUSTIFICATIONS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS**
Les candidats devront justifier leur qualification en remplissant la fiche de renseignements prévue à l'article 251 - 1 du code des Marchés publics.
- DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES**
Les candidatures devront parvenir au SMIC à l'adresse indiquée au paragraphe 1 ci-dessus, au plus tard le 5 janvier 1987 avant 16 heures.
- DATE D'ENVOI DE L'AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES A LA PUBLICATION CHARGÉE DE L'INSERTION**
16 décembre 1986.

Le jugement de M. Auroux.

M. Jean Auroux, ancien ministre socialiste du travail, a déclaré, mardi 30 décembre, à l'AFP, que « l'action du gouvernement [dans le conflit avec les cheministes] est marquée par une incapacité dans la gestion des relations sociales ». Selon le maître de Roanne (Loire), le gouvernement fait preuve de « lâcheté » : « Cela discrédite le pouvoir politique. C'est sans doute aux pouvoirs publics de faire le premier pas dans ce conflit, sinon il y aura des cicatrices qui mettront longtemps à se refermer et qui se rouvriront vite. »

INÉDIT
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et sont l'influence de la France dans le monde : culture, linguistique, puissance française et une fois. Décrets, décrets de police : les armées, les diplomates, les diplomates. Devoirs : 3^e puissance mondiale (sans machine). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 90 F. France des livres.

La mort d'Alain Le Leap

Un « compagnon de route »

Alain Le Leap est mort le 26 décembre. Il était âgé de quatre-vingts ans (le *Monde* du 31 décembre 1986).

Alain Le Leap, comme l'ancien collaborateur de Léon Jouhaux, Pierre Le Brun, fit partie des dirigeants non communistes qui restèrent à la CGT après la scission de décembre 1947. Il était alors secrétaire général de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT, après avoir milité dans la Fédération des finances. La CGT qui, depuis la Libération, avait deux secrétaires généraux, Jouhaux et Frachon, maintint cette fiction de biophasisme au départ de Jouhaux, en nommant Alain Le Leap secrétaire général, poste qu'il occupa jusqu'en 1957.

Membre du bureau du Mouvement français de la paix et du bureau du Conseil mondial de la

paix, Alain Le Leap défraya la chronique lorsqu'il fut arrêté en octobre 1952, pour « entrave à la détermination de l'armée » à cause de l'opposition active qu'il manifesta à la guerre d'Indochine. Il ne sera libéré que dix mois plus tard.

Alain Le Leap fait partie des dirigeants de la CGT qui furent touchés par la dénonciation par Krouchtchev des erreurs de Staline, puis par l'intervention de l'Union soviétique en Hongrie en novembre 1956. Il démissionna un an plus tard, « pour raisons de santé », de son poste où il ne sera pas remplacé. La CGT se retrouva avec un seul secrétaire général.

Rallié en 1966 à la politique du général de Gaulle, avec le « Mouvement des 29 », c'est pourtant comme communiste qu'Alain Le Leap sera élu en 1977 maire de Pradet, poste qu'il occupera jusqu'en 1979.

Un livre. Une expo

Le livre : 700 photos. 195 F. Éditions Du May.
L'expo : du 9 jan. au 7 fév. 200 affiches. M.H.C.-B.D.C. Hôtel des Invalides.



Economie

REPÈRES

Croissance

Amélioration aux Etats-Unis en novembre

L'indice composite des principaux indicateurs censés préfigurer, aux Etats-Unis, la conjoncture à court terme a progressé de 1,2 % en novembre, après une modeste progression révisée à 0,5 % en octobre, indique le département du commerce. Cette augmentation, la plus forte enregistrée outre-Atlantique depuis avril 1986, recouvre essentiellement une hausse des prix des matières premières et notamment du bois, du fer, de l'acier, de l'aluminium et du cuir brut. En dehors de ce phénomène, l'indicateur composite aurait connu une amélioration limitée à 0,7 %. Parmi les facteurs ayant défavorablement influencé l'indicateur composite, le département du commerce note la baisse des crédits à la consommation et aux entreprises ainsi qu'un recul des commandes de biens de consommation. Les analystes restent au total prudents face à ces résultats et estiment que, après le rebond des achats de fin d'année et d'anticipation à l'application de la réforme fiscale, la croissance durant le premier trimestre 1987 s'annonce lente.

Emprunts internationaux

L'URSS au premier rang

Le rapport semestriel de la Banque des règlements internationaux (BRI) confirme le relâchement des nouveaux prêts aux pays lourdement endettés comme la tendance à la baisse des fonds octroyés par les banques de dix-sept pays occidentaux. Durant le premier semestre 1986, les prêts nets ont baissé de 1,7 milliard de dollars, si l'on tient compte des distorsions intervenues du fait de la dépréciation de la devise américaine. Un bilan qui donne un éclairage particulier à la politique d'emprunt de l'URSS, qui a levé, durant les six premiers mois de 1986, 2,3 milliards de dollars à l'Ouest, généralement sous forme d'emprunts à long terme. Principal emprunteur durant la période sous revue, l'URSS est suivie parmi les pays de l'Est par la RDA et la Hongrie, avec 400 millions de dollars chacun. Par contre, les pays de l'OPEP ont réduit de 1,7 milliard de dollars leur dette bancaire.

CGE et ITT créent le numéro 2 mondial des télécommunications

Les groupes français CGE (Compagnie générale d'électricité) et américain ITT (International Telephone & Telegraph) ont signé, le mardi 30 décembre à Bruxelles, l'accord regroupant leurs activités dans les domaines des télécommunications, de la communication d'entreprise et des câbles. Un nouvel ensemble provisoirement dénommé **Téleglobal Communication NV (TCNV)** — voit le jour. Il se hisse au deuxième rang mondial dans les télécommunications publiques derrière le géant américain ATT (American Telephone & Telegraph), au premier rang européen dans la communication d'entreprise et au premier rang mondial dans les câbles.

TCNV sera une société de droit hollandais et son siège sera situé à Bruxelles dans les anciens locaux d'ITT Europe. Elle réalisera un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de dollars avec cent cinquante mille salariés environ. Elle sera vraisemblablement composée d'un directeur (présidé par M. Pierre Suard, le patron de la CGE) et d'un conseil de surveillance (présidé par M. Rand Araskog, le chairman d'ITT).

Six mois auront été nécessaires pour mettre au point l'accord passé en juillet par l'ancien président de la CGE, M. Georges Peberem, auquel revient la paternité « intellectuelle » de ce mariage. Après la reprise du téléphone de Thomson en 1983, qui lui assurait 84 % du marché français de la téléphonie publique, il rêvait de donner à la CGE une stature internationale dans le domaine des télécommunications. C'est chose faite puisque TCNV occupera 12 % du marché mondial et 45 % du marché européen de la téléphonie publique.

Ces six mois ont été mis à profit par son successeur pour concrétiser cette ambition, ce qui ne fut pas une mince affaire puisque la CGE rachète environ deux cent cinquante filiales et sociétés d'ITT éparpillées dans seize-dix pays. Il aura également fallu jusqu'au dernier

moment négocier avec les dirigeants de la société espagnole Telefonica, qui mettaient une série de conditions à leur participation à l'opération : l'entreprise espagnole n'apparaît donc pas dans le montage annoncé mardi et, si elle décide finalement de le faire, il lui faudra maintenant

CGE, à 37 % par ITT, à 5,7 % par la Société générale de Belgique. Surprise de dernière minute : le Crédit lyonnais en sera actionnaire à 1,7 %. La SGB apporte ainsi 250 millions de dollars au nouvel ensemble contre 75 millions de dollars pour le Lyonnais. Les sommes versées à ITT

appelées « Système 12 ». Il avait même dû renoncer en février 1986 à le vendre aux Etats-Unis.

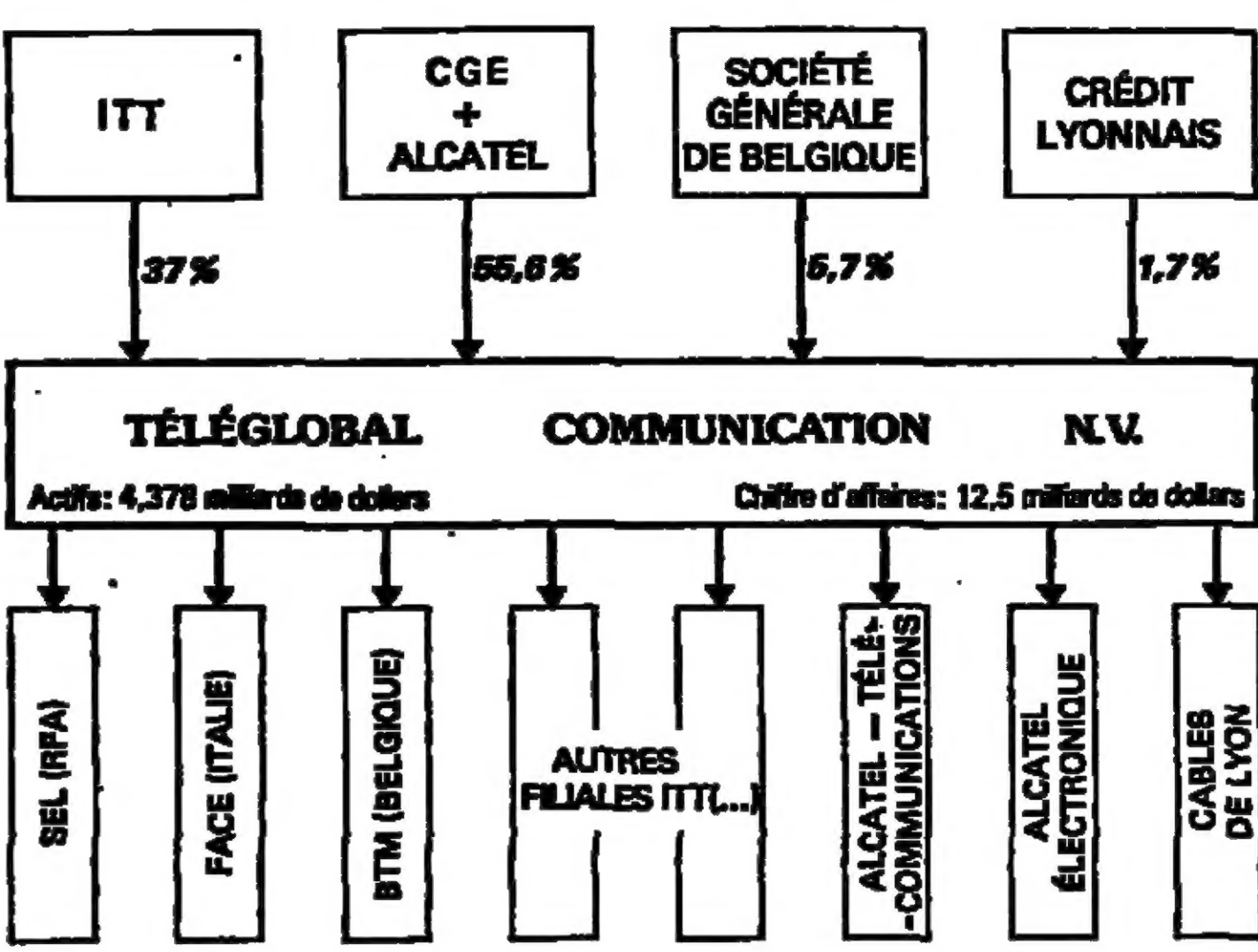
En prenant la direction de l'opération, la CGE fait également un pari de taille et rectifie son profil industriel. Le groupe réalisera désormais un chiffre d'affaires de l'ordre de 130 milliards de francs, emploiera 240 000 personnes et deviendra ainsi le troisième groupe industriel français et le troisième mondial. Les télécommunications représenteront désormais 60 % de son activité (35 % actuellement), le reste relevant à l'énergie (65 % actuellement).

Tout reste à réaliser et il s'agit de « faire tourner la boutique » : en novembre, M. Suard estimait que le bénéfice après impôts de TCNV serait de l'ordre de 2 % de son chiffre d'affaires en 1987. Il prévoyait de gérer l'ensemble de façon très décentralisée, sauf dans le domaine de la recherche. En téléphonie publique, il s'agit de développer de façon harmonisée les différentes lignes de produits de TCNV : les centraux E10 d'Alcatel, mais aussi ceux hérités de Thomson, et le Système 12 d'ITT.

L'autre pari est d'ordre financier : la CGE devra consolider sa situation. Où trouver l'argent frais pour assurer la bonne marche de l'affaire ? M. Suard — mais il n'est pas le seul — espère que son groupe sera privatisé rapidement pour faire appel au marché des capitaux. La CGE sera-t-elle le fameux grand groupe industriel dont la privatisation a été annoncée par M. Balladur pour la fin du premier semestre 1987 ?

FRANÇOISE VAYSSÉ.

L'organigramme du nouveau groupe



racheter les parts d'un autre actionnaire.

Autre modification depuis l'accord initial de juillet : dans un souci de cohérence industrielle, la CGE apporte à la TCNV 65 % de sa filiale les Câbles de Lyon et ITT ses activités américaines dans les fibres optiques. A l'inverse, les 24 % détenus par ITT dans la société britannique Standard Telephones and Cables Public Limited Company (STC) restent en dehors de l'accord : les activités de l'entreprise britannique dans les câbles auraient fait double emploi avec certaines sociétés du groupe CGE.

Le schéma financier initial, qui prévoyait de réunir les intérêts des partenaires européens dans une holding intermédiaire, a également été simplifié : TCNV sera détenue directement à 55,6 % par le groupe

s'élèveront ainsi au total à 902 millions de dollars dont 577 millions de dollars pour la CGE. En outre, les filiales de TCNV devront rembourser à ITT les dettes qu'elles ont contractées envers elle.

Un pari de taille

En se séparant de ses filiales dans les télécommunications, ITT se coupe en quelque sorte de ses origines historiques. En effet, l'entreprise était née dans les années 20 de la scission des activités internationales d'ITT dans les communications. Mais le groupe américain, qui ne réalisait plus en 1985 que 25 % de son chiffre d'affaires dans les télécommunications, connaissait des déboires techniques avec ses centraux téléphoniques électroniques

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Atochem, n° 3 européen du polystyrène

Atochem (groupe Elf), numéro deux de la chimie française (24 milliards de francs de chiffre d'affaires) vient de signer avec la firme américaine Arco Chemical (Atlantic Richfield) un accord d'intention en vue de lui racheter ses installations, en Espagne, à savoir deux unités de polystyrène (PS) d'une capacité globale de 50 000 t/an, une unité d'ABS (acrylonitrile - butadiène - styrène) de 7 000 t/an et une unité de composé et d'alliage PS-ABS (18 000 t/an).

Grâce à cette acquisition, dont la réalisation se fera durant le premier semestre de 1987, Atochem deviendra, avec une capacité installée de 280 000 t/an, le troisième producteur européen de PS derrière BASF (600 000 t/an) et Montedison (320 000 t/an), rattrapant ainsi Col-Chimie (261 000 t/an) à la quatrième place.

De son côté, Atochem cède à ARCO ses productions de polyols à Rieme (Belgique).

BSN vend

La société Champagne Perrier père et fils (groupe BSN) a cédé au Crédit commercial de France (CCF) sa participation de 25 % dans la société champagne Veuve Laurent-Perrier et Co., a annoncé, le mardi 30 décembre, BSN.

La transaction, dont le montant n'a pas été précisé, s'est faite avec l'accord de la famille de Nonancourt, propriétaire de la majorité des actions de la firme. Cette décision est cohérente avec la politique de BSN, numéro un français de l'agro-alimentaire, qui souhaite garder un contrôle étroit sur la gestion de ses filiales, et vendre les participations minoritaires dans des sociétés dont il ne juge pas intéressant de prendre le contrôle.

ça s'arrose.



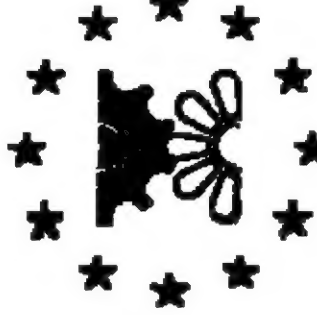
1987 : Une bonne année pour l'environnement.

Simone Veil

Président du Comité Français pour l'Année Européenne de l'Environnement.

Alain Carignon

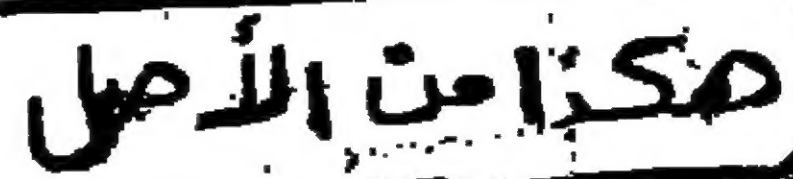
Ministre Délégué, Chargé de l'Environnement.



Un livre. Une expo

LA POLICE A L'ART





Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

30 DECEMBRE

Cours relevé:
à 17 h 34

Réglement mensuel																							
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -
1525	AS 5% 1073	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	AS 5% 1073	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	B.A.P. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider R	638	638	630	- 2 47	100	Dilatation C	89 10	96 80	96 80	- 0 70
1527	C.C.F. T.P.	1556	1585	1595	+ 2 57	1770	Internat	1720	1750	1750	- 1 58	630	Schneider										

Comptant (réflexion)

[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
A.B.P. S.A.	1370	1355	Dauphin D.T.A.	2730	2750	Médoc	304	304
Alain Hanoir...	480	355	Daurigny	2117	2080	Médoc-Dalmé	725	720
B.A.P.	470	470	Deville-Leprieux	830	830	Médoc-Leprieux	404	404
B.A.P.F.	805	770	Drouot-Aspasians	549	544	On. Gasc. P.	502	504
B.L.C.M.	514	510	Drouot-Alt. convert.	3800		Peyrassat-B.D.	3400	3400
B.L.C.M.	1196	1181	Drouot-Belland	284	273	Petit Bassac	250	250
B.L.C.M.	1030	1030	Elec. S. de France	264	270	Petit Bassac	250	250
Bolinas	551	580	Expend	530	528	Renaud	1241	1300
Bolinas de Lyon	1310	1258	Filippetti	870	875	St-Maurice d'Ardejan	1300	1248
Bolinas de Lyon	725	725	Gaz. Gasc.	500	505	St-Maurice d'Ardejan	344	350
Cantel	2300	2360	Guy Dorey	578	577	S.C.G.P.M.	351	351
Cap Gasc. Supet	2040	2080	L.C.C.	284	272	Sema-Médoc	1150	1230
C.A.M.E.	825	825	Im Informations	342	328	S.E.P.	1216	1260
C.A.M.E.	274	250	Leval-Lorm de France	515	515	S.E.P.	1736	1857
C.E.G.I.D.	1640	1915	Leval-Investissements	315	315	S.M.T. Group	280	278
C.E.P./Communication	1270	1254	Médoc	516	521	Solidarité	685	700
C.I.T. Informations	815	800	Martin Immoles	403	408	Soliman	248	248
C.I.T. Informations	118	118	Médoc-Médoc	127	127	Soliman	1220	1186
C.O.B. Informations	110	110	M.M.M.	720	724	Valpays de France	348	347

SICAV (sélection)

30 / 12

[illegible]

Cote des changes

VALEURS		MARCHÉ OFFICIEL		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	
Cours préc.	Date cours	COURS préc.	COURS 30/12	Achat	Vente	COURS préc.	COURS 30/12
Attribution							
Ex-Union (S)	8 438	5 485	6 130	6 680		82000	81700
EDU	6 857	8 872				82000	81900
Allemagne (100 DM)	330 780	330 930	320 800	338 520		524	526
Belgique (100 F)	15 869	15 883	15 200	15 060		388
Payes (100 F)	262 130	265	278	287		694
Canada (100 \$)	87 550	87 480	82 600	80		473
Maroc (100 F)	87 120	86 950	83 800	83		611	678
Grande-Bretagne (£ 1)	8 424	9 485	9 100	9 900		2980	2900
Géorgie (100 drachmes)	4 638	4 828	3 600	4 800		1430	1460
Inde (1 000 Rs)	4 757	4 702	4 800			1300	1300
Israël (1 000 liras)	388	385 550	383	403		955
Italie (1 000 lire)	54 780	54 800	51 600	57		2180	2180
Autriche (100 sch)	47	47 050	45 200	47 650		484
Espagne (100 pes)	4 872	4 876	4 650	5 150		291 40	289 40
France (100 F)	4 350	4 481	4 350	4 800		339 50	338
Portugal (100 esc)	4 672	4 670	4 480	4 480		391 75	390 15
Quatre (50 p)	4 063	4 000	3 910	4 080		5 30	5 30
Japan (100 yen)							
MINITEL							
La gestion en direct de votre portefeuille personnel							
36.15.15 TARIF LÉGER 1000 par MOIS							

ÉTRANGER	DÉBATS	COMMUNICATION	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Les développements de la guerre au Tchad. 4 Thaïlande : la fin d'un espoir. 6 Italie : le gouvernement adopte des mesures visant à réformer le fonctionnement de la justice.	2 Polémique constitutionnelle. SOCIÉTÉ 7 Une publication de l'INSEE sur les comptes du patrimoine net. — Selon une étude américaine, un infatigable entraîneur l'évolution de la société en plaques.	8 Vainqueur de la compétition sur le satellite américain, Granda s'adresse au marché audiovisuel français.	9 à 11 Jacques Derrmann tourne à Shanghai le Palatin des larmes.	15-16 Les conflits sociaux et leurs conséquences. 17 L'accord CGE-TT. 18 Le contentieux commercial entre la CEE et les États-Unis. 19-19 Les marchés financiers.	Radio-télévision 14 Annonces classées 8 Cartes 8 Météorologie 14 Mots croisés 14 Programmes des spectacles 12-13

Le trafic de la SNCF n'est assuré qu'à 30 %

Sur l'ensemble du réseau SNCF, la situation était la même, mercredi 31 décembre au matin, que la veille. Environ 30 % des trains circulent alors que l'application du service minimum correspondrait à un trafic de l'ordre de 40 %. Pour toute la journée, la direction de la SNCF prévoit la mise en marche de cent trente trains, rapides, express et TGV au départ de Paris vers la province. Des services par autocars, effectués par la SCETA, filiale de la SNCF, devraient compléter ce programme. Des informations sur les départs, trains et autocars, sont données sur Minitel (36-15 + SNCF) et par téléphone (1-45-82-50-50).

Pour les grandes lignes, une légère amélioration est enregistrée sur le réseau de la gare Saint-Lazare où un peu plus de 50 % des trains circulent. Les TGV devraient être en nombre un peu plus élevés que les jours précédents (1 sur 2 pour Lyon), 6 pour Avignon, 2 pour Grenoble, 3 pour Marseille, 2 pour Montpellier, 3 pour Genève, 3 pour Lausanne) mais leur circulation est très fortement perturbée. Des plaques de grève, placées sur le parcours, bloquent systématiquement les convois et les retardent. Il faut compter entre une demi-heure et une heure et demie de retard pour chaque TGV.

A la gare de l'Est, le trafic est assuré à 40 %, à la gare du Nord et d'Austerlitz à 30 %, à la gare de Lyon (autres trains que TGV) à 25 %, à la gare Montparnasse à 60 %.

Pour le trafic banlieue, aucune évolution n'est constatée. On compte 1 train sur 6 sur le réseau Paris-Est, 1 train sur 4 sur Paris-Saint-Lazare, Paris-Lyon, Paris-Austerlitz et la ligne C du RER, et 1 train sur 2 sur Paris-Montparnasse. A Paris-Nord, la circulation banlieue est toujours nulle.

Les conflits dans l'imprimerie

Le Livre-CGT et M. Bertez restent sur leurs positions

Le tribunal de commerce de Paris a décidé, le mardi 30 décembre, de reporter au 12 janvier sa décision concernant l'imprimerie de la presse nouvelle (IPN), en règlement judiciaire depuis juin. Ce délai devrait permettre à la Société de diffusion de l'information financière (SDIF), candidate à la reprise de l'IPN et dont M. Bruno Bertez détient 40 % des parts, de trouver un terrain

d'entente avec le syndicat du Livre-CGT. Compte tenu de ses inquiétudes vis-à-vis des trois cents emplois de l'IPN, celui-ci bloque depuis le 29 décembre la parution de la Tribune de l'économie et de l'AGEFI, dont M. Bertez est le PDG qui ont donc dû être fabriqués à l'extérieur (Le Monde du 31 décembre). Le Livre-CGT maintient son refus de les imprimer, tant que M. Bertez n'aura pas révoqué et fait de nouvelles propositions, et a interpellé, le 31 décembre, les exemplaires de la Tribune de l'économie confectionnés ailleurs. La CGT indique qu'un projet d'accord a été conclu le 12 septembre concernant le nombre de postes à conserver, compte tenu de la masse salariale de l'IPN et d'un plan social déposé auprès des pouvoirs publics.

Pour M. Bertez, cet accord aurait été dénoncé le lendemain de sa signature. « Je ne tiens pas à déclarer la guerre au Livre-CGT », prévient M. Bertez, l'accord ramenant la masse salariale au chiffre d'affaires de l'IPN, soit 65 millions de francs. Il est remis en question. Qui le Livre accepte d'augmenter la productivité, ou il admet qu'il faut réduire les salaires, ou, enfin, il considère que je dois faire imprimer mes journaux ailleurs. En indiquant, à la suite de la décision du tribunal de commerce, « qu'on jouait les prolongations et qu'un problème qui n'avait pu être résolu en neuf mois ne le serait sans doute pas en deux jours », M. Bertez estime que le Livre-CGT « se refuse à trouver un ajustement ».

A l'imprimerie moderne de Paris (IMP, ex-Georges-Lang), occupée par le Livre-CGT depuis dimanche 28 décembre, on attend une nouvelle décision du tribunal de commerce de Paris. Celui-ci a confié l'IMP à M. Serge Laszky, imprimeur à Montreuil. Cette décision est contestée par le Livre-CGT, qui a demandé au procureur de la République de faire appel. Compte tenu de ce conflit, la direction de l'hebdomadaire Jour de France a indiqué que le journal ne paraîtrait pas cette semaine.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Selon un sondage de BVA

La cote de popularité de M. Chirac fléchit au profit de M. Barre

Important redressement des chances de M. Raymond Barre en tant que candidat à l'élection présidentielle ; resserrement de l'écart entre la droite et la gauche en ce qui concerne les intentions de vote aux élections législatives : telles sont les deux tendances qui se dégagent d'un sondage BVA réalisé après le mouvement lyonnais et étudiant, dont les résultats sont publiés dans l'hebdomadaire Paris-Match du 31 décembre (1).

A la question : « Parmi les personnalités suivantes, quel serait, selon vous, le meilleur candidat pour représenter la droite en cas d'élection présidentielle ? » 24 % des personnes interrogées répondent : Raymond Barre et 22 % Jacques Chirac. Parmi les électeurs de la droite, 42 % choisissent M. Chirac et 31 % M. Barre. Ils étaient respectivement 49 % et 21 % à prendre ces options en novembre 1986.

Le meilleur candidat pour représenter la gauche en cas d'élection présidentielle serait M. François Mitterrand pour 29 % des personnes interrogées et M. Michel Rocard pour 25 % d'entre elles. 47 % des électeurs de la gauche font choix de M. Mitterrand et 30 % d'entre eux de M. Rocard (49 % et 29 % en novembre 1986).

A la question : « Si l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et que vous ayez à choisir au premier tour entre les candidats suivants, quel serait celui pour lequel il y aurait le plus de chance que vous votiez ? » 16 % se prononceraient pour M. Barre et 17 % pour M. Chirac, M. Mitterrand étant le seul candidat socialiste.

En cas de primaire entre MM. Mitterrand et Rocard, 15 % porteraient leur suffrage sur

M. Barre et 17 % sur M. Chirac. Si M. Rocard était le seul candidat du parti socialiste, 17 % des personnes interrogées voteraient pour M. Barre et 18 % pour M. Chirac.

34 % des personnes interrogées se prononcent en faveur de M. Mitterrand dans la première de ces trois hypothèses ; 24 % pour M. Mitterrand et 12 % pour M. Rocard dans la deuxième et 29 % pour M. Rocard dans la troisième. Parmi les hypothèses relatives au second tour de l'élection présidentielle, M. Mitterrand devancerait M. Chirac de 12 points (56 % contre 44 %). M. Barre obtiendrait 47 % face à M. Mitterrand (53 %) et 49 % face à M. Rocard (51 %). Dans toutes ces hypothèses, la proportion des personnes interrogées qui ne se prononcent pas varie de 23 % à 27 %.

A la question : « Si de nouvelles élections législatives avaient lieu dimanche prochain, qu'elle serait la formation politique pour laquelle il y aurait le plus de chance que vous votiez ? », sur cent intentions de vote exprimées (29 % des électeurs inscrits n'exprimant pas d'intention de vote, 44,5 % ne portent sur la gauche et l'extrême gauche et 51,5 % sur la droite et l'extrême droite), le rapport à novembre 1986, le « score » de la gauche est inchangé et celui de la droite régresse de 1,5 point.

(1) Sondage réalisé entre le 13 et le 17 décembre auprès de neuf cent soixante personnes pour les questions relatives à l'élection présidentielle ; du 25 novembre au 4 décembre et du 13 au 17 décembre auprès de trois mille huit cent deux personnes pour les intentions de vote aux législatives. Échantillonage par la méthode des quotas.

Un drame du divorce

Le malheur de Cathy

PERPIGNAN
de notre correspondant

« Alors j'ai réfléchi et je me suis dit, Cathy, exprime-toi. Je sais que tu as fait tout ce que tu as pu mais que les juges ne veulent pas nous écouter. Je ne veux que toi et rester qu'avec toi ».

Sur une page de cahier d'écolier quadrillé, Cathy, onze ans et demi, a écrit ces mots déchirants à son père avant d'avalier, le samedi 27 décembre, une douzaine de comprimés de Temesta, pour mettre fin à ses jours.

Sauvée de cette tentative de suicide, la fillette devait affronter, mardi, une autre épreuve devant le juge des enfants. Son geste désespéré marquait pourtant le refus de Cathy de retourner chez sa mère, à Montpellier, où elle a été confiée, annulant une précédente décision de justice rendue il y a vingt-sept mois, qui l'avait placée chez son père.

Les parents de Cathy avaient divorcé alors que la fillette avait trois ans et demi, et sa mère en avait obtenu la garde pendant six ans. Cathy a neuf ans lorsque son père, en 1984, obtient de M. Benetel, juge des enfants au tribunal de Perpignan, une contre-décision lui attribuant la garde définitive de sa fille.

Mais c'est en août dernier que M. Yves Lefort, trente-cinq ans, secrétaire au centre psychiatrique de Thuir et son nouveau mari, chargé des tutelles dans ce même établissement psychiatrique, font appel du jugement rendu par le juge Benetel et obtiennent gain de cause.

Mardi, M. Sylvie Rollet, juge des enfants au tribunal de Perpignan, a confirmé de Cathy et sa mère que cette dernière avait la garde définitive de l'enfant.

JEAN-CLAUDE MARRE.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

Le numéro du « Monde »
daté 31 décembre 1986
a été tiré à 449 610 exemplaires

La politique d'union du PS et de l'UDF

M. Sarre critique vivement M. Joxe

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, membre du courant Socialisme et république (ex-CERES), critique, dans un éditorial publié par la lettre du club Maintenant et demain, la politique d'union du PS et de l'UDF préconisée « contre les orientations antidémocratiques du RPR » par M. Pierre Joxe (Le Monde du 23 décembre), auquel il reproche « une double faute ».

D'un point de vue stratégique, il estime que le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale commet « une grave faute » car « c'est se tromper de période que de proposer le retour aux errements anciens qui ont fait tant de mal aux socialistes et renforcé le PC ».

D'un point de vue tactique, le député de Paris considère que « la fausse solution de l'alliance au centre (nom qu'on donne à la droite quand on veut s'allier avec elle) vaudrait au parti socialiste de se précipiter au pouvoir, nous perdant des forces et du temps dans ces manœuvres ». M. Sarre préconise, pour sa part, « le rassemblement pour une majorité de progrès » dont le centre de gravité serait indéfectiblement « à gauche ».

« Les quatre-vingt-cinq ans de M. Pinay... M. Antoine Pinay, qui vient de fêter ses quatre-vingt-cinq ans, estime dans une interview au Dauphiné Libéré que, dans le contexte actuel de la cohabitation, « le premier ministre est sous la tutelle de l'Élysée. M. Chirac, dit-il, est obligé quand il prend une décision de penser à la réaction du président de la République... ».

Dans l'Île-et-Vilaine

Trois membres d'une équipe de réinsertion sociale écroués après un vol à main armée

Quatre malfaiteurs viennent d'être inculpés de vol armé, avec port d'armes, et écroués à Saint-Malo et à Rennes. Il s'agit de Patrick Bessard, vingt ans, Jean-Luc Abdou, trente et un ans, Georges Axilla, trente-sept ans, et Henri Hunger, vingt-deux ans, qui, le 1^{er} septembre 1985, masqués et armés d'un pistolet, d'un couteau et de barres de fer, avaient attaqué un couple de personnes âgées propriétaires d'une suberge près de Saint-Malo pour voler leur recette.

Après plusieurs mois de recherches, les quatre agresseurs ont été retrouvés en Allemagne, en Suisse et en France. Jean-Luc Abdou, Georges Axilla et Henri Hunger appartenaient à l'équipe de réinsertion des jeunes délinquants qu'avait constituée l'abbé Guy Gilbert, auteur du livre Un prêtre chez les loubers ; celui-ci a été entendu à titre de témoin.

Le Monde
sur Minitel

L'Iran opposé au choix de Koweït pour le sommet islamique

Le président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsanjani, a clairement indiqué, mardi 30 décembre, que l'Iran était opposé à la tenue du prochain sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Koweït. Selon Radio-Téhéran, M. Rafsanjani a notamment déclaré que le « Koweït était un petit pays qui soutient l'Irak et agit comme s'il était une province irakienne ».

Les dirigeants de l'OCI auraient dû « prévoir » que le choix de Koweït pour la réunion de ce sommet, le 26 janvier prochain, « créerait une situation d'impasse » ne permettant pas la participation de l'Iran.

M. Rafsanjani a fait ces déclarations en recevant M. Sharifuddin Pizadeh, arrivé il y a deux jours à Téhéran pour inviter l'Iran à prendre part au sommet de l'OCI (jusqu'à présent boudé par la République islamique). M. Rafsanjani a émis l'espoir que les dirigeants de l'OCI fassent un autre choix que Koweït. — (AFP-Reuter.)

AFGHANISTAN : 450 morts à Kandahar

Une « bavure » de l'aviation ?

Islamabad (AFP, UPI). — Des bombardements aériens auraient fait, le 8 décembre à Kandahar (sud-ouest de l'Afghanistan), 450 morts, selon des sources occidentales à Islamabad, qui ont ajouté qu'il s'agit probablement d'une « bavure » de la chasse soviétique soviéto-afghane. Selon les mêmes sources, les bombes auraient frappé les bureaux du gouverneur de la province, ceux du Khâd (police secrète de Kaboul) et ceux du PC afghan. Trois cents soldats afghans auraient été tués et quatre cents autres blessés. A la suite de ce raid, M. Najibullah, secrétaire général du PC afghan, aurait

ordonné l'arrestation de plusieurs officiers supérieurs. Par ailleurs, la résistance a affirmé, le même jour, avoir pris le contrôle de huit postes militaires dans la province du Kunar (Est). L'attaque de ces postes a eu lieu, le 27 décembre, septième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan, a déclaré un porte-parole du Hezbe Islami, principal groupe de résistants. Enfin, M. Najibullah a lancé, dans une interview publiée, mardi, par la Pravda, un appel aux peuples du Pakistan, de l'Iran et des autres pays de la région pour « régler les problèmes pacifiquement et non par la force des armes ».

EGYPTE : pour prévenir une crise politique

Le Parlement adopte une nouvelle loi électorale

LE CAIRE
de notre correspondant

Les Egyptiens viennent d'être gratifiés pour la nouvelle année de la loi électorale la plus complexe au monde. L'Assemblée égyptienne du peuple (Parlement) a approuvé mardi 30 décembre un projet amendé de la loi électorale passée en 1983. Cette nouvelle loi, contestée tant par l'ensemble de l'opposition que par une partie de la majorité, a été élaborée en moins de trois semaines, examinée et approuvée par la commission juridique du Parlement en deux jours et débattue et votée en quelques heures. Cette hâte peu coutumière répond au souci du Parti national démocrate (PND, 97 % des sièges au Parlement) de prévenir une crise constitutionnelle.

Le Conseil d'Etat doit en effet se prononcer le samedi 3 janvier sur la constitutionnalité de la loi électorale de 1983. Or la commission chargée par le Conseil d'étudier l'affaire a conclu début décembre que plusieurs dispositions de cette loi, qui a régi les élections législatives de mai 1984, étaient anticonstitutionnelles. En d'autres termes, le Conseil d'Etat risque de déclarer la loi de 1983 nulle et non avenue et de remettre ainsi en question la validité de la consultation de 1984.

La loi de 1983 était fondée sur le double principe du scrutin par liste et de la proportionnelle. Une combinaison entachée de deux vices majeurs : une extrême complexité et des dispositions restrictives favorisant la majorité. Les listes présentées par chaque parti dans les quarante-huit circonscriptions délimitées par la loi devaient comprendre 50 % de candidats « ouvriers et paysans », autant de « professions libérales » (terme recouvrant le secteur tertiaire), sans oublier les femmes, auxquelles la loi a dévolu trente-huit sièges. Au niveau des restrictions, il y avait la fameuse condition des 8 %. Selon cette disposition, toute formation n'ayant pas obtenu 8 % des suffrages au niveau national perdait le droit de se faire représenter. Résultat : seul le Parti libéral néo-Wafd a pu entrer au Parlement.

L'Iran opposé au choix de Koweït pour le sommet islamique

Le président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsanjani, a clairement indiqué, mardi 30 décembre, que l'Iran était opposé à la tenue du prochain sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Koweït. Selon Radio-Téhéran, M. Rafsanjani a notamment déclaré que le « Koweït était un petit pays qui soutient l'Irak et agit comme s'il était une province irakienne ».

tandis que le PND profitait des 11 % de suffrages accordés à deux partis de gauche. Enfin, les Indépendants, qui représentaient 40 % des candidats en 1976 se voyaient totalement exclus du processus. C'est justement un indépendant élu par cette disposition qui a porté l'affaire devant le Conseil d'Etat.

Le rapport du député du Conseil d'Etat lui a donné raison. Il n'est donc pas étonnant que la classe concernant les indépendants ait été la première amendée. La loi votée mardi prévoit un siège pour les Indépendants dans chacune des quarante-huit circonscriptions. Les sièges réservés aux femmes ont par contre été supprimés, abolis, le rapport estimant qu'il s'agissait d'une atteinte à l'article de la Constitution selon lequel tous les citoyens sont égaux.

ISRAËL

Démission du ministre de l'intérieur

Jérusalem (AFP). — Le ministre israélien de l'intérieur, le rabbin Yitzhak Peretz, a démissionné le mercredi 31 décembre, a annoncé la radio israélienne.

Le ministre (du parti orthodoxe sépharade Shas) quitte le gouvernement après avoir été dévoté par la Cour suprême de justice, qui a jugé illégale sa décision d'inscrire sur la carte d'identité d'une nouvelle immigrante venue des États-Unis, Mme Shoshana Miller, la mention « convertie au judaïsme ».

« [Le ministre] voulait imposer cette mention sur la carte d'identité de tous les convertis au judaïsme immigrés en Israël. A priori, il est peu probable que la décision de M. Peretz entraîne une crise gouvernementale au sein du cabinet d'union nationale (Likoud-transformation) ».

Prochaine tournée de M. Richard Murphy au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy, doit entamer une tournée dans la région en janvier, a-t-on annoncé mardi 30 décembre, à Washington. M. Murphy est attendu en Israël, en Jordanie et en Égypte à l'occasion de ce séjour, qui sera son premier voyage dans la région depuis l'affaire de l'« Irangate » qui a vivement inquiété les alliés arabes des États-Unis au Proche-Orient. Ses conversations porteront sur les moyens de relancer le processus de paix dans la région.

Ce sujet a dominé les entretiens que M. Avraham Tamir, directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, vient d'avoir au Caire. A l'issue d'une conversation de deux heures avec M. Esmat Abdel Meguid, ministre égyptien des affaires étrangères, M. Tamir a indiqué, mardi, que son interlocuteur lui avait soumis de « nouvelles » propositions de paix. Ni M. Tamir ni M. Meguid n'en ont révélé le teneur, mais le ministre égyptien a laissé entendre qu'une visite au Caire de M. Shimon Pérès, le ministre israélien des affaires étrangères, était en préparation. — (Reuters.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 décembre

A peine mieux : - 0,09 %

La Bourse de Paris a à peine progressé le 31 décembre en séance du matin, gagnant 0,09 %. Parmi les valeurs en hausse figuraient Alsthom (+2,7 %), Via Banque (+2,3 %), Cofinag (+2,2 %), SGE (+2 %), Printemps (+2 %). En baisse, on notait Bongrain (-4,4 %), Motet-Hennessy (-3,3 %), Simco (-1,8 %), Casino Prioritaire (-1,3 %).

Valuers françaises

	Cours précéd.	Premier cours.	Dernier cours.
Accor	472	480	480
Agence France	2000	2075	2070
Air Liquide U.I.	701	705	702
Banque C.M.	1080	1075	1081
Banque Paribas	2480	2440	2380
Bouygues	1210	1210	1210
B.S.M.	4300	4010	4330
Canal+	2620	2610	2615
Chargem S.A.	1838	1848	1855
C.I.F.	1075	1075	1075
Club Méditerranée	1418	1418	1418
Odéa Telecom	1278	1280	1278
Elf (R&I)	1285	1285	1285
EL-Agip	318	318	318
Gaillard	3740	3740	3740
Lafarge-Capital	1341	1335	1343
Michèle	2545	2555	2530
Mitsubishi	1820	1820	1820
Motet-Hennessy	2478	2420	2385
Nippon	1038	1038	1038
Oréal U.I.	3520	3520	3575
Perdubois	1278	1280	1278
Parrot-Henry	1038	1030	1040
Parete S.A.	1105	1105	1177
Sanofi	754	775	775
Suez-Panor	810	815	815
Télécom	3115	3120	3120
Thomson-C.S.F.	1830	1840	1840
Toshiba-C.P.	410	405	407
U.I.T.	2312	2312	2312
Vallo	519	528	520

A B C D F G H

صكزا من الأمل